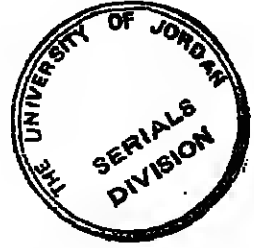


هذا من الأصل

Radio-Télévision : images de guerre



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75301 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14321 - 8 F

DIMANCHE 10 - LUNDI 11 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La mission de M. Cheney et du général Powell en Arabie saoudite

Le président George Bush s'apprête à fixer la date de l'offensive terrestre

Effets d'annonce

PARLEMENT une guerre aura été précédée d'un tel « effet d'annonce ». Au fil des six mois de crise qui précéderont l'attaque du 17 janvier, le conflit du Golfe fut, plus que tout autre avant lui, passé au crible des analystes et experts en tous genres, relayés par des médias impatients d'imaginer à l'avance - au sens fort du mot - le visage d'une guerre qu'on prédisait - électronique oblige - d'un type nouveau.

CES prédictions n'ont bien sûr qu'une valeur théorique, car aucune guerre - on le sait bien - n'épouse fidèlement les escales des états-majors. Il n'empêche : mieux vaut ne pas être psychologiquement pris de court. Ainsi M. Mitterrand e-t-il, avec la gravité de circonstance, convié les Français à préparer leurs esprits à l'imminente « épreuve cruelle de vérité ». La mise en condition de l'opinion est d'autant plus nécessaire que, par un paradoxe souvent relevé depuis trois semaines, la guerre du Golfe est à la fois la plus « couverte » par les médias et la moins transparente.

La mise sous tutelle des médias - en particulier des télévisions - et le passage de l'information au fin tamis des conseillers militaires des deux camps ont eu pour effet de « protéger » le public des « horreurs de la guerre ». Le choc risque d'être d'autant plus rude le jour où les combats terrestres, et leur cortège de cruautés, feront une interruption - télévisée ou non - dans la vie quotidienne de la région.

QUAND on appelle ses compatriotes au courage et aux sacrifices, était-il judicieux, dans le même temps, comme l'a fait M. Mitterrand le 7 février, de prévenir l'ennemi qu'on n'est pas prêt à tout pour l'abattre ? En excluant d'emblée, contre l'Irak, le recours aux « armes sales » - chimiques, bactériologiques et nucléaires - le chef de l'Etat n'a-t-il pas suscité le moins heureux des « effets d'annonce », déjà critiqué par certains dirigeants de l'opposition, M. Chirac en tête ?

Comme bien d'autres avant lui, M. Mitterrand affrontait un dilemme où la morale contredit l'efficacité. Du moins a-t-il eu le courage de ne pas l'esquiver. Il reste que son choix met à l'épreuve, qu'il le veuille ou non, la sacro-sainte dissuasion, pilier de la doctrine militaire de la France. En révélant ses intentions à l'adversaire, on se prive d'entretenir la fameuse incertitude qui est au cœur même de toute dissuasion. Souhaitons qu'il n'ait pas à le regretter.

M0146 - 0211 0 - 6.00 F



Le vice-premier ministre irakien, M. Hammadi, était attendu, samedi 9 février, à Téhéran, porteur de la réponse de M. Saddam Hussein aux « idées » de paix que lui avait récemment transmises le président iranien Rafsanjani. Dépechés en Arabie saoudite par le président Bush, M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, et le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, étudient sur le terrain les

conditions dans lesquelles pourrait être lancée l'offensive terrestre avec, comme souci, ont-ils dit, que « son coût humain soit le plus faible possible ». Le chef de l'Etat américain fixera ensuite la date de cette offensive.

Après une pause de cinq jours, Israël a été, samedi matin, la cible d'un nouveau tir de missiles Scud qui a fait vingt-cinq blessés légers, dans un quartier résidentiel de Tel-Aviv.

La fourmilière du désert

Dans le désert d'Arabie saoudite de notre envoyé spécial

Jamais un désert n'eut tant usurpé son appellation. L'Arabie saoudite n'est plus elle-même. Elle n'est qu'un maclström de camions et de chars, d'hélicoptères et de convois qui labourent son sol et encombrant son ciel. Fourmilière industrielle absorbée par le fonctionnement de sa propre machine, l'armée allée en oublierait presque sa raison d'être, l'assaut des lignes irakiennes. Il est pour demain ou plus tard et sera cruel. En attendant, la machine tourne, rouillière et formidable, avec un calme qui annonce la tempête. Le

long de la frontière nord, le désert d'Arabie saoudite a rendu les armes devant la horde allée avant même d'avoir livré bataille.

Cette terre immaculée, dont Thomas Edward Lawrence (Lawrence d'Arabie) prétendait qu'elle approchait de Dieu, n'a pas résisté longtemps à la soldatesque insouciante qui campe là depuis six mois. Changeant comme un kaléidoscope - roux, blond ou gris, - le désert saoudien est une gigantesque tautpinière où chacun creuse son trou et se débarrasse de ses déchets ou se fiant de la suite. Les soldats alliés entrent tout : eux-mêmes, pour se protéger des missiles et de l'artillerie irakienne,

leurs casernes, leurs postes de commandement et leurs chars, dont on aperçoit les canons menaçants émergeant du sable.

Les routes et les pistes du nord du pays sont jonchées de carcasses de voitures et de véhicules militaires occidentaux abandonnés sur le bas-côté. Les boîtes de Pepsi-Cola et les sacs en plastique poussent comme des champignons après la pluie sur cette terre longtemps inviolée, que son aridité et la méfiance instinctive des Saoudiens avaient protégée jusqu'ici des méfaits de la civilisation.

BÉRTRAND LE GENOIRE

Lire la suite page 4

Le tandem du Pentagone

Lire également

■ Le film des événements : « L'attente » par JACQUES DE BARRIN

Nouveau tir de missile Scud sur Israël par ALAIN FRACHON

Une délégation de l'opposition irakienne en exil a été reçue à Ryad par JEAN GUEYRAS

■ Washington accuse Amman d'allégeance à l'Irak par JAN KRAUZE

■ Téhéran attend la réponse de Bagdad à son initiative de paix

■ Les réactions en France aux déclarations du président de la République : Le nécessaire et le dérisoire par PATRICK JARREAU

pages 3 à 7

Quand ? Après qu'on aura pris fin l'illusion d'une guerre « propre et chirurgicale », quand faudra-t-il se résoudre à lancer cette attaque terrestre dont on sait déjà qu'elle sera particulièrement meurtrière ? Trois semaines après le début du conflit, c'est la seule question qui se pose désormais.

La décision, c'est le président George Bush qui la prendra en consultation avec ses alliés. Mais l'essentiel des éléments qui serviront à l'élaborer sera contenu dans les notes que remettront dimanche soir 10 février au président américain, au retour de leur mission d'« évaluation » en Arabie saoudite, le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, et son chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell.

Cheney-Powell : depuis le 2 août et le coup de force irakien

sur le Koweït, de conférence de presse « justificative », en tournée d'explications dans la région, le tandem est parfaitement rodé. Entre Colin Powell, le fils d'émigrés jamaïcains élevé dans le Bronx à New-York, et Dick Cheney, ancien capitaine de l'équipe de football d'une sage université du Wisconsin, à l'évidence, le courant passe parfaitement. Les deux hommes, il est vrai, se complètent : tandis que, dans les années 60, Cheney le surintendant emplissait les diplômes de sciences politiques dans le Mid-West, Powell l'homme de terrain décrochait deux décorations au Vietnam, pour avoir notamment réussi à sortir ses hommes d'un hélicoptère en flammes.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Lire la suite page 5

Un sondage « illégal » sur l'indépendance

La Lituanie défie le pouvoir soviétique

Les Litoniens devaient se prononcer, samedi 9 février - sans doute massivement - en faveur de l'indépendance. Les dirigeants de Vilnius ont qualifié cette consultation de « sondage » pour la distinguer du « référendum » que M. Gorbatchev entend organiser dans toutes les Républiques, le 17 mars, sur le maintien de l'Union. Le chef du Kremlin a d'ailleurs qualifié la consultation lituanienne d'illégale, et ses partisans ont appelé les habitants de cette République à l'abstention. L'armée soviétique a annoncé des manœuvres dans les trois Républiques baltes à compter du dimanche 10 février.



Lire page 3 l'article de SYLVIE KAUFFMANN et l'article de MICHEL TATU sur le remaniement à la tête du KGB

Le grand stade à Melun-Sénart

M. Michel Rocard a choisi le site de Melun-Sénart (Seine-et-Marne) pour la construction d'un grand stade (de 70 000 à 80 000 places), capable d'accueillir, en 1998, la Coupe du monde de football. Alors que Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) avait la faveur du pronostic, le choix de Melun-Sénart indique une volonté de doper la ville nouvelle du Sud-Est parisien, proche de grandes voies d'accès à d'autres régions françaises et européennes.

Lire page 9 l'article de CHARLES VIAL

HEURES LOCALES

■ Le tramway français, freins bloqués ■ Départements sous la charge sociale ■ Le deuxième souffle des « ambassades » régionales ■ La Camargue, peau de chagrin. Pages 18 à 20

Grenoble Technopoles

■ La ZIRST, République des industriels ■ Les limites du pôle informatique ■ Un entretien avec M. Didier Pissou Valenciennes, PDG de Merlin Gerin et du groupe Schneider ■ A Eybens, les ressources humaines d'abord ■ Fanner la nature dans la ville. Pages 13 à 17

Monuments à l'enfance morte

Christian Boltanski expose à Grenoble des tableaux qui disent le potentiel criminel de l'homme

GRENOBLE

de notre envoyée spéciale

Depuis 1985, Christian Boltanski fait du travail noir, un travail de plus en plus noir, sur la mort. Leçons de ténébre est le titre général qu'il a donné à cette recherche en cours, mouvante comme l'ombre que l'artiste a libérée du cadre de ses images, transformant les salles d'exposition en chambre obscure, en sanctuaire, en cellule, en vestiaire.

L'escalade a commencé par un retournement. Pendant des années, l'artiste avait fabriqué de jolis « tableaux » peints de merveilleux, de magie, avec des jouets qu'il brochoit dans le secret de l'atelier et dont il tirait des agrandissements photographiques

phiques (l'objet de son exposition de 1984 au Centre Pompidou). Il allait montrer l'envers du décor : ses manèges de pantins et ses petites danses macabres, et reprendre les photos dont il s'était servi dans ses Inventaires, quand, au début des années 70, il courait la vie, cherchant à retracer le passé, son passé, l'histoire des autres. Mais pour élever des monuments à l'enfance morte.

Une salle du musée de Grenoble, faite de vitrines d'objets-souvenirs un peu misables et d'ensembles de photos (les soixante-deux membres du club Mickey en 1955, les Habits de François C. l'album de photographies de la famille D, trois Inventaires de 1972), rappelle la petite enfance de Boltanski.

GENEVIÈVE BREERETTE

Lire la suite page 10

Audit au Quai d'Orsay

Un rapport commandé par le ministère des affaires étrangères sur les lacunes de sa gestion

page 21

Afrique du Sud

■ Une mise au garde de M. Mandela aux autorités

■ Rafle monnaie dans les ghettos noirs

page 7

L'affaire du casino de Charbonnières

L'arrestation des « bandits manchots »

page 24

« Grand-Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Chirac, président du RPR, maire de Paris, invité dimanche 10 février à partir de 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 24

Cartier

23, RUE DU FAUBOURG-ST-HONORÉ, PARIS 42.65.79.81

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4.50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 700 ms ; Allemagne, 2.50 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2.25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; États-Unis, 465 F CFA ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2.50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 4 KRS ; Suisse, 1.50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2.50 \$.

DATES

Il y a cinquante ans

« Je suis partout » reparaît

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE,
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.511 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. Jacques Lesourne, évincé

Le Monde

PUBLICITE

André Fontaine, président

Françoise Huguet, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDPUB 206 136 F

Téléc : 45-55-91-70, Société civile

du journal Le Monde et Régie Presse SA

Impression :

du « Monde »

12, r. N.-Gumbours

94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article

sans accord avec l'Administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et

Index du Monde au (1) 40-66-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif FRANCE

3 mois 400 F

6 mois 780 F

1 an 1 400 F

SURSE BELGIQUE

3 mois 571 F

6 mois 1 123 F

1 an 2 066 F

AUTRES PAYS

3 mois 790 F

6 mois 1 500 F

1 an 2 960 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne tarif sur

demande

Pour vous abonner

RENOVEZ-CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Envoyez avec l'abonnement l'argent sous

la forme de chèques ou de cartes de paiement

PP Paris 15 111 MON 02

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne, gérant

directeur de la publication

Bruno Freppat

directeur de la rédaction

Jacques Gulu

directeur de la gestion

Manuel Lucifert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Raulin

Jean-Marie Colombini

Robert Solé

(adjoints au directeur

de la rédaction)

Thomas Ferenzi

Philippe Houtmann

Jacques-François Simon

Daniel Verdet

(directeur

des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

Le 7 février 1941, après huit mois d'interruption, l'hebdomadaire *Je suis partout* reparait dans Paris occupé. Le mois de février semble fatidique pour celui qui en est, depuis 1937, le rédacteur en chef, Robert Brasillach. C'est un 6 février - 1934 - qui marque l'entrée en politique active de ce jeune feuilletoniste littéraire de l'Action française. Et cette émeute qui a fait entrevoir la chute possible de la démocratie détestée, Brasillach l'invoque la veille de son exécution... un autre 6 février - 1945, « Onze ans de retard », écrit-il à Fresnes, onze ans, et une fois aveugle dans une illusion sans avenir : le fascisme français.

Pourtant, le *Je suis partout* qui reparait en 1941, déjà, a une longue histoire. Le « grand hebdomadaire de la vie mondiale », dont le titre veut souligner l'intérêt tout neuf du public pour les nouvelles de l'étranger, sort pour la première fois le 29 novembre 1930. Il se veut une publication sérieuse, dirigée par un ancien secrétaire de Charles Maurras : Pierre Gaxotte. Mais, à côté des traditionnelles rubriques d'économie ou de vie internationale, le journal laisse une grande place aux échos de la « vie parisienne », aux « couloirs » de la Chambre, et surtout à la littérature. A cette époque, il existe toute une presse appartenant aux grandes maisons d'édition. Et *Je suis partout* en est un exemple. Avec *Candida*, il est l'un des titres de la presse Fayard, d'un nationalisme plutôt conservateur. Une attention très soutenue est accordée à la vie littéraire comme aux écrivains, qui y tiendront la vedette en une sorte d'apogée de l'intellectuel-journaliste trouvant dans son talent sa légitimité politique. De ce point de vue, la carrière de Brasillach avait tout pour se confondre avec celle de l'hebdomadaire de Pierre Gaxotte.

Un antisémitisme virulent

Deux événements vont d'ailleurs couler ce destin, le 6 février 1934 et la victoire du Front populaire. L'énéme des lignes qui fait vaciller le régime surprend Brasillach alors qu'il assiste à une première de Louis Jouvet à la Comédie des Champs-Élysées. Le pouvoir transformateur de la foule agit-il quand même sur son esprit ? On peut le croire, s'agissant d'un homme qui sera si sensible quelques années plus tard aux vibrations des coqrois oas de Nuremberg. En tout cas, l'homme de lettres devient désormais aussi un publiciste politique.

Mais, tandis que, dans la rue, la possibilité d'un fascisme à la française apparaît - au moins le temps d'un coup de feu, - c'est le Front populaire que les Français envoient à la Chambre deux ans plus tard. Pour l'équipe de *Je suis partout*, le pays paraît aller à contre-courant du grand mouvement de régénération fasciste qui noie la carte de l'Europe.

Pas de doute : pour eux, la démocratie est un régime du passé, et sa survie n'est qu'une preuve supplémentaire de la décadence dans laquelle ces disciples de Maurras voient notre pays plonger. L'hebdomadaire redouble d'une violence journalistique - difficilement acceptable aujourd'hui - qui marque son ton jusqu'à la fin. L'équipe de Léon Blum est d'« une incapacité glorieuse, tonitrueuse. Une bête puante. Une bête crasse », le « juif Jean Zay », ministre de l'Éducation nationale, n'est qu'un « souille du drapeau national, destructeur des humanités » etc.

Privés de fascisme dans un Paris d'extrême droite qui grouille d'une oéculuse de groupes dénués ou de comploteurs sans envergure (parmi eux, les « cagoulards »), les journalistes de *Je suis partout* courent à la poursuite du fascisme universel. C'est l'époque de l'« Europe hussionnière » qui s'étend, pour eux, de Burgos à Berlin, en passant par le rexisme belge ou l'estado novo portugais. Elle les éloigne parfois de l'orthodoxie germanophile et conservatrice de l'Action française.

Autre conséquence de la victoire de la gauche en 1936 : Fayard lâche un titre dont il désapprouve certaines tendances et qui d'ailleurs, oscillant entre 40 000 et



80 000 exemplaires, n'est pas encore une affaire qui marche... Le journal est sauvé in extremis par l'intervention de cercles royalistes, puis de fonds privés. En fait, il va désormais fonctionner sous la direction d'une coopérative de rédacteurs que ces fervents de l'anti-bolchevisme nomment par dérision « le soviet ». C'est dans ce contexte que Robert Brasillach en devient le rédacteur en chef, le 21 juin 1937. La dérive politique va s'accroître.

D'abord dans le sens d'un antisémitisme de plus en plus virulent. Le passage aux affaires de Léon Blum en 1936 et en 1938 a réveillé en France une tendance à peu près assoupie depuis l'affaire Dreyfus. A *Je suis partout*, ce réveil est brutal, aussi bien chez les partisans d'« o antisémitisme d'Etat d'inspiration maurrassienne » - qui sera en gros celui du régime de Vichy - que chez les antisémites « racistes » admirateurs des lois de Nuremberg. Deux numéros spéciaux sont consacrés aux juifs en 1938 et en 1939. Les ignobles pamphlets de Céline (*Bagatelle pour un massacre* et *École des cadavres*) sont salués à grands cris. Après l'Anschluss, en 1938, Lucien Rebatet produit une véritable « danse du scalp sur les cadavres des juifs de Vienne » (c'est ainsi que son collègue, Cousteau, qualifie son reportage).

Mais, en cette fin des années 30, l'antisémitisme va de pair avec un certain style de pacifisme : refus de toute guerre idéologique, de toute bataille pour la démocratie. Brasillach, à l'occasion de Munich, fait paraître en septembre 1938, « ces monstrueuses coalitions qui se forment : les juifs qui veulent se venger, les marxistes qui espèrent la révolution, l'Amérique qui veut gagner de l'argent ». Comme Déat dans l'œuvre refusée de mourir pour Dantzig, *Je suis partout* rejette toute idée de guerre pour « l'invivable Tchécoslovaquie » ou « le maçon

Bénès ». Un pacifisme qui ne va pas sans une bonne dose d'américanophilie. Ces « littéraires » convoquent les mânes d'Alfred Jarry pour faire d'Ubu-roi le modèle du président Roosevelt.

Enfin, ultime tendance de cette radicalisation idéologique de l'hebdomadaire : la multiplication des attaques ad hominem. En 1939 paraît une « liste des principaux complices juifs-français et français du complot international contre la paix ». Déjà, le journal de Gaxotte et de Brasillach a tourné au libelle.

La « drôle de guerre », puis l'offensive allemande dispersent les journalistes. Cette situation ouvre une nouvelle donne à deux personnes de la rédaction, Alain Laubreaux et Charles Lesca, un rôle de premier plan. Ce sont eux qui font vivre l'hebdomadaire, avec lequel Pierre Gaxotte prend définitivement ses distances en février 1940. Ce sont eux que le ministre de l'Intérieur, Georges Mandel, fait mettre en prison, ce qui entraîne rapidement la suspension de l'hebdomadaire, au printemps de 1940. Quant à Robert Brasillach, il est fait prisonnier par les Allemands pendant la débâcle de juin 1940.

En fait, l'effondrement des armées françaises a mis à bas le décor et les repères dans lesquels cette équipe de journalistes avait l'habitude d'évoluer. Un monde s'est écroulé, et, à bien des égards, la repartition de *Je suis partout* et sa quête éperdue du fascisme à la française ont toute les apparences d'un surris.

Or - et ce n'est pas le moindre des paradoxes - il s'agit d'un surris triomphal. Profitant du repli en zone sud d'un nombre appréciable de ses concurrents, *Je suis partout* voit ses tirages grimper en flèche, pour atteindre les 300 000 exemplaires à la fin de l'Occupation. Ses rédacteurs deviennent les tyrannaux redoutés de la vie pari-

sienne. Au point de symboliser l'archétype de la figure du « collaborateur », comme Alain Laubreaux, surnommé alors le « dictateur des théâtres », qui n'hésite pas à entrer à la Comédie-Française un cigare à la bouche et fait trembler auteurs et acteurs. C'est ce triste personnage que François Truffaut a mis en scène dans son *Dernier Métro*. En fait, *Je suis partout* exerce de facto un magistère politico-littéraire sur la zone nord. Cela explique peut-être que s'y pressent sans gêne apparente des « plumes » d'hier comme Abel Bonnard ou de demain comme Marcel Aymé, qui confie à l'hebdomadaire la primauté de sa satire du Front populaire, *Travelingue*.

Le retour de Brasillach

C'est surtout la page deux, que Laubreaux et Cousteau nourrissent de potins et de dénégations, qui flatte les passions morbides des lecteurs. On y règle avec un luxe de détails des comptes qui datent parfois d'avant-guerre. Henri Jeanson est arrêté deux fois à la suite de ce genre de brèves. Les annonces de décès y sont saluées avec un enthousiasme insoutenable. Max Jacob, mort à Drancy, obtient en guise d'épithète un : « Juif par sa race, breton par sa naissance, romain par sa religion, sodomite par ses mœurs ». De même, l'assassinat de Mandel par la Milice l'été 1944 est bruyamment applaudi, tandis qu'un véritable chantage s'exerce sur une administration constamment menacée - comme dans le cas de l'ancien ministre du Front populaire Marx Dormoy - de la « justice officieuse », autrement dit de l'assassinat.

Brasillach lui-même a repris son siège de rédacteur en chef dès avril 1941. Libéré à la demande de Vichy, il est un moment pressenti par Darlan pour être commissaire au cinéma, puis, se voyant préférer un ancien d'Esprit, il rejoint Paris et le journalisme. Lui aussi se lance dans l'appel au meurtre, déguisé en oon. Ainsi, le 18 octobre 1941 : « *Montoire ne prendra son sens français que lorsque son image se profilera sur celui du gibet de Montfaucon* ». Il demande que l'on traite la question juive sans aucun « sentimentalisme ». Mais, ce qui se profile en réalité derrière sa recherche d'une collaboration « française », c'est toujours ce rêve disparu d'un fascisme national, dont il n'est nullement sûr que même les occupants aient réellement voulu.

La chute de Mussolini en juillet 1943, signe avant-courant du renversement de la marée au détriment de l'Axe, des conflits de plus en plus après avec Charles Lesca, l'administrateur général du journal, dont il supporte mal l'autoritarisme, amènent Brasillach à rompre avec une équipe dont les itinéraires vont se perdre l'année suivante dans les sentiers bourbeux de Sigmaringen. Entre-temps, ombre de journalistes auront rejoint les mouvements politiques de la collaboration active des Doriot et des Déat, la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) ou la Waffen SS. D'autres s'engagent dans la Milice, dans laquelle certains voient enfin - tandis que la Libération est proche - se réaliser cet embryon de parti unique qui aura toujours manqué au fascisme français. Le dernier numéro sort le 16 août 1944... quelques jours avant la libération d'un Paris où cette équipe n'aura plus jamais sa place.

Brasillach ne suit pas les « ultras » en Allemagne. Arrêté, il est transféré à Fresnes et fusillé avant la fin de la guerre, tandis que s'effondre pour de bon l'avenir qu'il avait cru être celui de l'Europe le 6 février 1934. C'est peut-être en songeant à cette déception que, au moment de mourir, Brasillach écrit : « Sur onze ans de retard, serai-je donc des vôtres ? Je pense à vous ce soir, à morts de février ».

NICOLAS WEILL

À signaler : « *Je suis partout 1930-1944* », de Pierre-Marie Doudonnat (La Table ronde, 1973).

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JACQUES CHIRAC

animé par Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
Jean-Pierre LANGELIER (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Isabelle DATH (RTL)

en direct sur

RTL

هنا من الأصل

هَذَا مِنْ أَلَاط

LA GUERRE DU GOLFE

... Le Monde • Dimanche 10 - Lundi 11 février 1991 3

Le film des événements L'attente...

La décision de lancer l'offensive terrestre sera difficile à prendre car les responsables militaires alliés mesurant mal la puissance de feu et la détermination de leur adversaire irakien après trois semaines de bombardements intenses de ses emplacements et de ses positions. « Notre priorité, a seulement indiqué, vendredi 8 février, M. Dick Cheney, le secrétaire américain à la défense, est d'atteindre l'objectif avec le coût humain le plus faible possible ».

Ajoutant ses estimations à celles de beaucoup d'autres experts militaires, M. Tom King, ministre britannique de la défense, a affirmé, vendredi, que de 15 % à 20 % des capacités ennemies avaient été détruites et que plus de 600 chars sur 4500 avaient été mis hors d'usage. Beaucoup s'interrogent sur la redoutée garde républicaine qui jouera un rôle non négligeable dans une éventuelle guerre chimique. Selon le général Meurice Schmitt, chef d'état-major des armées françaises, les moyens opérationnels de ces unités d'élite ont été réduits d'environ 30 % alors que, pour M. King, ces forces n'ont perdu que « l'équivalent d'environ une division ».

La onzième attaque de Scud à l'ogive conventionnelle contre Israël, samedi matin, dans la

région de Tel-Aviv, qui a fait 25 blessés légers, invite à ne pas prendre pour argent comptant tout ce qui se dit sur l'état de la force de frappe irakienne. Cette nouvelle s'est de plus en plus brisée, du côté de Jérusalem, un certain retour à la normale.

Volontairement ou non entraîné, ce flux justifie les hésitations américaines à lancer une attaque frontale contre les troupes irakiennes « entrées » au Koweït, qui ne manqueraient pas d'être meurtrières. Pour tourner la difficulté, en clair pour contraindre l'ennemi à combattre à visages découverts et le rendre ainsi plus vulnérable à des raids aériens, M. Cheney, en voyant d'étude les Arabes saoudites, a évoqué la possibilité de déjouer les plans de Saddam Hussein en menant notamment ses opérations terrestres de opérations amphibies.

Montée de la contestation

A en croire le général Schmitt, la guerre du Golfe aurait déjà coûté à l'Irak entre 10 000 et 15 000 morts et blessés, ce qui laisse supposer que les raids aériens n'ont pas toujours été d'une « précision chirurgicale ». « Quand une balle sort du canon, elle n'est pas d'ami », a commenté crûment le général Tho-

mas Kelly, chef des opérations interarmées des forces américaines.

Le représentant de l'Irak à l'ONU a fait savoir, vendredi, dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, que son pays se réservait le droit de réclamer des indemnités aux membres de la coalition pour tous les dommages de guerre subis par ses entreprises et ses citoyens. Bagdad n'en a pas moins assuré, par la voix des ondes, que ses forces « sont intactes et totalement prêtes à affronter les agresseurs ».

Les autorités de Bagdad ont, d'autre part, signifié au Comité international de la Croix Rouge (CICR) de Genève leur refus de laisser des représentants visiter les prisonniers de guerre alliés. De son côté, l'ONU étudie avec les États-Unis la mise en place de « poches de tranquillité » en Irak où la population civile pourrait recevoir des soins médicaux.

D'après les témoignages de plusieurs journalistes occidentaux de retour d'Irak, la population commencerait à « contester » la politique aventureuse du dictateur de Bagdad et des appels refusés de partir au « front ». D'aucuns prépareraient-ils déjà « l'après-Saddam Hussein » ? Quatre représentants de l'opposition irakienne, en exil en Syrie, ont été reçus par le fils du souve-

rain saoudien avec lequel ils ont eu des entretiens qualifiés par eux « d'amicaux et fructueux ».

Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de se réunir, mercredi prochain, probablement à huis clos, pour débattre de la guerre du Golfe, le vice-premier ministre irakien était attendu, samedi, à Téhéran, pour remettre aux autorités iraniennes la réponse du Saddam Hussein aux « idées » de paix qu'elles lui avaient récemment soumises. A cet égard, M. Brian Mulroney, premier ministre canadien, a souligné que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité avaient « une part de responsabilité » dans le conflit en tant que fournisseurs d'armes. Il a proposé la convocation, une fois achevées les hostilités, d'un « sommet mondial sur les engins de guerre et les armes de destruction massive ».

Stratégies et marchands

Pour le moment, plusieurs pays arabes s'inquiètent du « profit » qu'Israël pourrait tirer de la guerre. Ainsi, le colonel Kadhafi vient-il de dénoncer « l'efflux de l'aide militaire et financière occidentale » à l'Etat hébreu, jugeant qu'il « menace la paix et la sécurité dans le monde ». Quant aux ministres syriens de la défense, il discute,

en Union soviétique, des moyens de « moderniser » les capacités défensives de son pays après les livraisons en cours ou à venir à Jérusalem, notamment par l'Allemagne et les Pays-Bas, de batteries de missiles antimissiles Patriot.

Déjà, dans la perspective de l'après-guerre, beaucoup de stratégies – et de marchands – tirent des plans sur les combats. Le Luxembourg, qui assure la présidence de la CEE, a évoqué, par l'intermédiaire du chef de sa diplomatie, la mise en place d'un plan Marshall pour la Proche-Orient. Le Japon, a dit le porte-parole du ministère des affaires étrangères, entend jouer un « rôle important » dans la reconstruction économique des pays en guerre.

Même l'Egypte propose ses services et demande un partage équitable du « gâteau » de l'après-guerre. Ses responsables vantent, à cet effet, la « rapidité » avec laquelle les sociétés locales ont reconstruit les villes proches du canal de Suez, au lendemain des conflits de 1967 et 1973 avec Israël et, partant, le savoir-faire et la disponibilité de plus de deux millions d'ouvriers-bâtisseurs...

JACQUES DE BARRIN

Les États-Unis embarrassés par l'attitude jordanienne

Washington accuse Amman d'« allégeance à Bagdad »

Au terme d'une petite journée de réflexion, l'administration Bush, irritée par le récent discours jugé pro-irakien du roi Hussein, a décidé de réprimander et de punir le Jordanien, en évitant toutefois de passer totalement par pertes et profits ce pays longtemps considéré comme « ami » de l'Occident.

WASHINGTON
de notre correspondant

« Il est très clair maintenant que la Jordanie a déclaré son allégeance à l'Irak », a dit vendredi 8 février, le porte-parole de la Maison Blanche, en commentant le discours par lequel le roi Hussein avait accusé les États-Unis de « détruire l'Irak » et de vouloir imposer un « nouvel ordre régional » à sa coexistence au Proche-Orient. M. Bush lui-même a évité d'utiliser un ton aussi cassant, et c'est plutôt d'un air pincé qu'il a affirmé « ne pas comprendre la rhétorique » venue d'Amman, et noté que la Jordanie « semblait être passée complètement de l'autre côté ».

Dans le même temps, le département d'Etat annonçait que l'aide américaine à la Jordanie était à la fois « suspendue » et « en cours de révision » – dès jeudi, un certain nombre de sénateurs avaient exigé qu'Amman soit sanctionné. En tout état de cause, l'aide américaine était déjà en baisse sensible : de 107 millions de dollars pour l'année fiscale 1990, elle était passée à 57 millions de dollars pour 1991, – et encore la majeure partie de ces fonds avaient-ils été gelés. Et ce, alors même que la Jordanie subissait de plein fouet les effets de l'embargo contre l'Irak, son principal partenaire économique, et les conséquences de l'afflux des réfugiés. Washington avait en revanche placé Amman sur la liste des pays que les autres membres de la coalition étaient censés assister financièrement. Les fonds assignés pour l'année 1992 étaient d'environ 50 millions de dollars, et cette somme est donc en cours de révision.

Les relations entre les deux pays avaient commencé à se tendre en août dernier, après l'invasion du Koweït, les Américains reprochant au roi Hussein de ne pas rejoindre les rangs de la coalition, tandis que le souverain bédouin s'étonnait que les États-Unis fassent si peu de cas de son pays, placé dans une situation particulièrement difficile, et regrette que M. Bush, avec lequel il avait entretenu auparavant de très bonnes relations personnelles, le tienne désormais à distance.

Un certain *modus vivendi* s'était établi par la suite, la Jordanie respectant pour l'essentiel l'embargo, et Washington fermant les vannes sur ses achats de pétrole à l'Irak, sa seule source d'approvisionnement depuis que les livraisons (les États-Unis

avaient tenté de faire revenir Ryad sur sa décision, mais sans résultat). Même après le début des hostilités contre l'Irak, M. Bush avait eu quelques paroles aimables pour la Jordanie : c'était aussitôt après la chute des premiers Scud sur Israël, et les États-Unis voulaient encourager les Jordaniens à ne pas « bouger » au cas où Israël déciderait de frapper l'Irak en passant par leur espace aérien.

Une population en effervescence

Mais cela n'a pas empêché l'aviation alliée d'attaquer par la suite les emplacements jordaniens venant de Bagdad, tuant plusieurs chauffeurs. La réalité de ces attaques n'a pas été immédiatement reconnue, et les officiels américains ont sensiblement varié dans leurs explications.

Certains porte-parole militaires faisaient valoir qu'il était « dangereux » de circuler de nuit sur les routes irakiennes, d'autres affirmaient que la route passait près de sites de lancement de Scud, ou même que des Scud étaient cachés dans des camions-citernes, tandis que certains responsables à Washington faisaient valoir qu'en achetant du pétrole à l'Irak, la Jordanie violait l'embargo et que l'attaque de ces camions était par conséquent justifiée.

En même temps, et alors que la population jordanienne était en effervescence, Washington fit savoir à Amman que, si les États-Unis étaient disposés à tolérer les bouffées d'antiaméricanisme populaire, ils attendaient du roi un autre langage et lui demandaient de clarifier sa position dans une déclaration publique. La réponse vint mercredi 6 février, sous la forme d'un discours fort différent de ce que sous-entendaient les Américains.

Dans un premier temps, le secrétaire d'Etat James Baker a paru tenté de passer l'éponge – faisant valoir par exemple, non sans raison, que « les solutions de remplacement au roi Hussein n'offrent pas un tableau bien réjouissant ». (Un renversement du roi Hussein, et à plus forte raison son remplacement par un dirigeant palestinien, pourrait fournir à Israël une raison d'attaquer la Jordanie, entraînant un « dérapage général dans la région »).

Mais, en partie semblé-t-il sous la pression du Congrès, l'administration a choisi de marquer le coup, dans l'espoir que le roi Hussein reviendrait à de meilleurs sentiments. Parallèlement, un responsable du Pentagone, le général Kelly, expliquait qu'en tout état de cause la Jordanie ne représentait aucune menace militaire pour la coalition.

JAN KRAUZE

Représentant dix-sept formations politiques

Une délégation de l'opposition irakienne en exil a été reçue en Arabie saoudite

DAMAS
de notre envoyé spécial

Une délégation de quatre représentants de l'opposition irakienne, qui regroupe dans la capitale syrienne dix-sept partis ou mouvements irakiens en exil, vient d'effectuer, sur invitation de Ryad, une mission d'information en Arabie saoudite, où elle a été reçue par l'un des fils du roi Fahd et une personnalité importante du gouvernement saoudien.

L'événement est de taille, dans la mesure où la délégation comprenait M. Fakhr al-Karim, membre du bureau politique du Parti communiste; M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, l'un des plus radicaux mouvements de l'opposition; M. Bayan Jabir, du Conseil supérieur islamique, qui regroupe toutes les organisations d'opposition islamiste hostiles au régime de Saddam Hussein, depuis le Hezbollah jusqu'au courant pro-iranien, ainsi que M. Mandi Alavi, représentant du Baas irakien, opposé au régime de Bagdad.

En proposant cette rencontre, qui s'est déroulée au moment où l'Occident de plus en plus à partir dans diverses capitales de l'après-Saddam Hussein, les dirigeants saoudiens désiraient manifestement s'informer des objectifs et du programme de l'opposition irakienne, qui a récemment proclamé sa volonté d'assurer la relève de l'Irak après la chute de l'actuel président. Ils sous-entendaient également, et surtout, sonder les intentions des communistes, des Kurdes et des islamistes.

pro-iraniens, autant de groupes qui, dans le passé, ont jamais été en odeur de sainteté à Ryad.

Selon MM. Fakhr al-Karim et Jalal Talabani, que nous avons pu rencontrer à Damas à leur retour d'Arabie saoudite, les entretiens ont été « très amicaux et fructueux » et ont permis aux responsables saoudiens de mieux connaître l'opposition irakienne. « Nous leur avons demandé, affirmant-ils, de nous reconnaître officiellement et de ne rien faire qui puisse compliquer notre tâche. Nous les avons également mis en garde contre certains irakiens – certains militaires ou politiciens dissidents – non représentatifs, qui font antichambre à Ryad pour y proposer leurs services, mais dont le seul but est en réalité d'obtenir des avantages financiers ».

La réaction des Saoudiens, selon nos interlocuteurs, s'est parue encourageante, mais ils auraient demandé un délai de réflexion supplémentaire avant de donner une réponse définitive. Rien n'est donc réglé et, bien qu'ils se fassent plus ouvertement, les dirigeants de l'opposition sont visiblement inquiets à la suite d'informations de diverses sources, selon lesquelles les Américains, les Saoudiens et les Égyptiens envisageraient de mettre sur pied un mouvement en exil comprenant d'anciens Tékritis – le clan de Saddam Hussein – tombés en disgrâce et des militaires en exil.

Interrogé à ce sujet, M. Fakhr al-Karim souligne qu'il « envisage une telle solution ne peut que perpétuer en Irak le phénomène Saddam Hussein ». Pour lui et M. Talabani, l'op-

position irakienne constitue la seule solution de rechange démocratique, car elle englobe toutes les forces vives de la nation irakienne qui ne se sont jamais compromises avec la dictature de Bagdad. « Ignorer cette réalité, affirme M. Karim, c'est ouvrir la voie à toutes sortes d'aventures dangereuses, qui créeraient, dans l'Irak d'après Saddam Hussein, un climat propice à la guerre civile et une succession interminable de coups d'Etat militaire. Le résultat serait sans aucun doute le chaos et la terreur, ce qui ne manquerait pas d'encourager certains pays à vouloir démembrer l'Irak ».

– Vous voulez dire la Turquie ?

– Oui, la Turquie et d'autres pays encore...

– L'Iran ?

Notre interlocuteur se réfugie dans un silence qui en dit long, ajoutant après un court instant : « On était jusqu'à présent ceux qui voulaient donner la crédibilité qui leur manque. Les Irakiens n'ont pas consenti tant de sacrifices pour finir par tomber de nouveau sous le joug des Tékritis, même revêtus de peaux d'agneau... ».

« Nous ne dépendons de personne »

M. Karim estime, par ailleurs, que les relations de l'opposition irakienne avec l'Arabie saoudite n'ont jamais été normales. « Nous n'avons pas oublié que Ryad et les autres capitales du Golfe ont toujours appuyé Saddam

Hussein, en lui fournissant toute l'aide possible dans sa lutte contre le peuple irakien. Aujourd'hui cependant, l'Arabie saoudite et ses alliés semblent avoir reconstruit leur attitude et nous ne pouvons qu'espérer qu'ils sont sincères puisqu'ils affirment vouloir éliminer tout retour possible à la dictature ».

M. Talabani, qui se présente comme patriote kurde, opine de la tête aux propos tenus par son collègue communiste. Il y a deux ans, ils s'ignoraient superbement. Aujourd'hui, ils affirment être devenus de véritables compagnons de lutte. Tous les deux sont d'accord pour affirmer que l'ensemble de l'opposition est ouvertement décidée à mettre en œuvre ses divergences pour tenter de sauver l'Irak de l'anarchie. Ils s'indignent lorsqu'on évoque des accusations selon lesquelles ils dépendent de Damas et font le jeu de la Syrie.

« Nous ne dépendons de personne. La preuve en est que nous avons mis près de trois ans à apaiser les divergences qui nous séparent, ainsi que celles qui nous opposaient aux islamistes, aux nationalistes arabes et aux Baasistes. Il n'est pas moins vrai que nous sommes des amis fidèles de la Syrie, qui nous a beaucoup aidés. Nous sommes prêts également à devenir les amis de tous ceux qui sont disposés à nous aider ».

– Même les États-Unis ?

– Oui, même les États-Unis, et tous les autres pays du monde, à l'exception d'Israël...
JEAN GUEYRAS

Selon des journalistes britanniques

Des signes de contestation du régime se font jour en Irak

Des journalistes étrangers revenant de Bagdad ont déclaré, vendredi 8 février, avoir noté dans la population irakienne des signes de contestation du régime du président Saddam Hussein. Ils n'avaient pu en faire état jusqu'ici en raison de la censure. « Un certain nombre de personnes appelaient sous les drapeaux ne sont pas parties faire leur service militaire », déclare Richard Beaton, du Times de Londres, à la chaîne britannique ITN. « On m'a dit qu'il y avait des graffiti sur les murs disant : « A bas Saddam ! » La foule se rassemble dans la rue et la critique publiquement. Ce genre de choses n'arrivait jamais auparavant. » « En privé, écrit-il dans son journal, les Irakiens semblent être aussi furieux contre l'Irak que contre la coalition qui mène la guerre contre eux [...] ». « Ce que

les Irakiens semblent trouver particulièrement difficile à supporter, c'est que ce pays, la deuxième du Proche-Orient en matière de réserves de pétrole, ait transféré rapidement en un infime délai ses réserves de pétrole à cause des ambitions et de l'obsession d'un seul homme », écrit Richard Beaton.

Diplomate... spécial

Un autre envoyé spécial britannique, Patrick Cockburn, du quotidien *The Independent*, déclare que des Irakiens, jeunes ou vétérans de la guerre contre l'Iran, refusent de répondre à l'appel et font tout pour échapper à l'incorporation. Selon un habitant de Bagdad, « ce n'est pas la guerre du peuple irakien, c'est la guerre de Saddam ». La majorité des journalistes étrangers pré-

sente en Irak depuis la 30 janvier ont quitté vendredi à l'aube Bagdad pour Amman par la route. Ils étaient escortés jusqu'à la frontière par un responsable du ministère de l'Information.

Selon Radio-Bagdad, M. Saddam Hussein a présidé la 8 février une réunion du Commandement du Conseil de la révolution, la plus haute instance dirigeante irakienne. La radio n'a donné aucune précision sur les discussions ni le lieu de cette réunion à laquelle participait le ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz.

Les observateurs notent que M. Saddam Hussein a été vu, pour la dernière fois, le 28 janvier lors d'une interview accordée à CNN. Citant des sources du renseignement du Pentagone, la chaîne américaine a révélé, vendredi, que l'Irakienne qui avait été

filmée, il y a quelques jours, sur les ruines d'un quartier résidentiel de Bagdad par la route, était en fait une responsable du ministère de l'Information. La femme en question serait une collaboratrice d'un sous-secrétaire aux affaires étrangères.

Cette séquence avait été diffusée par de nombreuses télévisions occidentales, dont les équipes avaient été conduites sur le site endommagé par des responsables du ministère de l'Information. La femme en question serait une collaboratrice d'un sous-secrétaire aux affaires étrangères.

Vendredi toujours, Radio-Bagdad a affirmé que le président américain, M. George Bush, et le roi Fahd d'Arabie « seront hantés par la malédiction jusqu'au jour du jugement dernier ». – (Reuters, AFP.)

هَكَذَا مِنْ أَتْلَافِ

LA GUERRE DU GOLFE

militaire

De 1980 à 1989, Paris a été le deuxième fournisseur d'armements à Bagdad

Si l'on en croit le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), un organisme indépendant qui s'occupe de l'étude du commerce des armes à travers le monde, l'Irak a consacré plus de 80 milliards de dollars (400 milliards de francs courants) à son système de défense au cours des années 80. Ces sommes colossales expliquent aujourd'hui la facilité avec laquelle l'ensemble Irak-Koweït a pu être transformé en un immense bunker, que trois semaines de bombardements intensifs ne semblent avoir que partiellement entamé.

Si l'on veut avoir une idée de ce que ce chiffre de 80 milliards de dollars représente, il faut le comparer avec les dépenses militaires de trois grands pays européens. Au cours de la même période, la France, la Grande-Bretagne et la République fédérale allemande ont dépensé pour s'armer, respectivement 58,6 milliards, 69,5 milliards

et 41,3 milliards de dollars. Bien entendu, le budget militaire irakien a été sollicité ces dix dernières années de manière variable.

Un pic a été atteint en 1984 avec 33,3 milliards de dollars d'importations (200 milliards de francs en valeur 1989), soit près de 30 % du produit intérieur brut irakien. L'effort de guerre irakien n'a pas été aussi intense dix ans durant, mais en 1989, soit un an après la fin de la guerre avec l'Iran, les dépenses de défense ont néanmoins atteint le chiffre respectable de 15 milliards de dollars (90 milliards de francs).

20 % du potentiel irakien

De tous les pays du Moyen-Orient, l'Irak est celui qui a le plus investi dans son armement au cours des années 80. Entre 1984 et 1986, Saddam Hussein a dépensé à

lui seul plus que l'Arabie saoudite, Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar et les Émirats arabes unis. L'Irak 1987 et 1989, cet effort a cependant diminué puisque les dépenses irakiennes n'ont plus représenté que 44,4 % des dépenses cumulées de ces six pays.

Bien entendu, l'Irak a largement profité de sa puissance pétrolière pour demander des crédits qui lui ont été largement accordés. Bien que ce pays n'ait plus publié le moindre statistique depuis plusieurs années, le SIPRI estime sa dette extérieure totale (civile et militaire) entre 70 et 80 milliards de dollars (350 à 400 milliards de francs), dont plus de la moitié est due aux pays du Golfe.

La France, la Chine et l'Union soviétique - trois membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU - ont fourni à eux seuls 80 % du potentiel militaire de l'Irak. L'Union soviétique, l'Égypte et bon nombre d'entreprises occidentales ont également contribué à doter l'Irak en unités de production de munitions pour les tanks et l'artillerie. Selon le SIPRI, grâce à l'aide occidentale, l'Irak a pu produire lui-même ses propres missiles et des roquettes.

C'est surtout à partir des années 80 que la France est devenue un fournisseur d'armes important, le deuxième derrière l'Union soviétique. Bien qu'aucun chiffre officiel n'ait jamais circulé, le SIPRI estime que la France a fourni 20 % du potentiel militaire irakien entre 1980 et 1989, pour une somme évaluée à un peu plus de 3 milliards de dollars (20 fois la valeur du dollar 1985) contre un peu moins de 45 milliards de francs. Ces chiffres ne valent que pour les exportations d'armes et non pour l'assistance technique ou la vente d'usines clés en main.

Officiellement, la dette extérieure irakienne vis-à-vis de la France se monte à 25 milliards de francs. En réalité, si l'on inclut le civil et le militaire, et si l'on croit certaines sources occidentales, elle pourrait atteindre 80 milliards de francs.

YVES MAMOU

M. Joxe justifie le refus français de recourir à des armes non conventionnelles

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, s'est rendu vendredi 8 février à Toulon, puis en mer à bord du porte-avions *Clemenceau*. Il a justifié le refus de la France de recourir à l'arme chimique ou nucléaire contre l'Irak. (Lire également page 7 les réactions françaises aux déclarations de M. Mitterrand.)

Le ministre a précisé que « la force de dissuasion française a été conçue et construite pour protéger le territoire national ou des intérêts spécifiques français. Elle est faite pour décourager une menace et non pour aggraver ». M. Joxe a également déclaré que « la France ne dispose pas d'armes chimiques et que ne peut donc se poser le problème de leur emploi » (Le Monde du 9 février).

M. Mitterrand rend hommage au général Mouscardès

Le chef de l'Etat, M. François Mitterrand, a adressé, vendredi 8 février, au général Jean-Charles Mouscardès, qui a dû quitter le commandement de la division « Dauguet » en Arabie saoudite pour raison de santé (Le Monde du 8 février), un message de félicitations.

« Faisant preuve d'une grande fermeté, le général de brigade Mouscardès s'est engagé totalement dans la mission de sa division, l'Égypte, grande unité de la Force d'orientation rapide, et notamment le président de la République. En permanence sur le terrain, il s'est consacré sans relâche à la préparation tactique de l'engagement terrestre, insufflant à ses unités un esprit digne des plus pures traditions des armées de la République française. Par ses brillantes qualités militaires et son sens élevé du devoir, il a contribué ainsi au rayonnement de la France au sein de l'Organisation des Nations unies », conclut M. Mitterrand.

Le général Mouscardès a été hospitalisé, dans la journée du 8 février, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris.

Trois cents moudjahidins afghans rejoignent la coalition

Le gouvernement des moudjahidins afghans, basé à Peshawar (Pakistan), a envoyé, vendredi 8 février, 300 partisans en Arabie saoudite pour combattre aux côtés des forces de la coalition dans le Golfe, ont indiqué des sources diplomatiques. Ce contingent - le premier, car le gouvernement envisage d'envoyer, en tout, 2 000 combattants - a été transporté par un avion spécial saoudien.

Selon des sources moudjahidines, M. Abdul Rasool Sayyaf, premier ministre du gouverne-

ment basé à Peshawar, et M. Gulbuddin Hekmatyar, un autre chef important de la résistance, sont opposés à ce déploiement de forces dans le Golfe aux côtés des alliés, qui a été principalement décidé par le président du gouvernement intérimaire, M. Sibghatullah Mojaddedi. Pour lutter contre le régime pro-soviétique de Kaboul, les moudjahidins ont reçu des États-Unis et de l'Arabie saoudite, en l'espace de dix ans, une aide évaluée à plusieurs milliards de dollars. (AFP, AP.)

Les Américains refusent la présence de volontaires sikhs sur le champ de bataille

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'ambassade américaine à Delhi a exprimé sa « gratitude », mais aussi une fin de non-recevoir, à la suite de la proposition de M. Simranjit Singh Mann, président de l'Akali Dal, principal parti politique des sikhs, d'envoyer « plusieurs centaines de milliers » de volontaires de sa secte près du « sacrifice suprême » aux côtés des soldats américains dans le Golfe. Les sikhs, écrit celui qui a passé de nombreuses années dans les prisons indiennes pour son soutien au Khilistan (patrie indépendante et mythique des sikhs), ont pris part aux deux guerres mondiales, au sein des troupes britanniques, et sont prêts à participer de nouveau à la restauration de « l'ordre mondial et de la paix dans le Golfe ».

Sensible à ce dévouement, les États-Unis ne peuvent cependant accepter des volontaires recrutés en dehors du territoire américain. Le gouvernement indien a fait également savoir qu'il était hostile à ce

que des ressortissants indiens, volontaires ou mercenaires, puissent participer à un conflit en dehors du territoire national. S'agissant, d'autre part, des autres propositions de M. Mann - l'envoi de médecins et d'infirmières ainsi que des dons de sang - les États-Unis lui ont conseillé de s'adresser au Comité international de la Croix-Rouge.

Nul ne sait si M. Mann aurait réussi à lever l'armée des pures dont il parle. En tout cas, au début de l'année, il avait rencontré l'ambassadeur américain auquel il avait remis un mémorandum sur la « cause sikha ». Outre l'autodétermination du Pendjab, il demandait une aide financière substantielle à Washington. De nombreux sikhs habitent aux États-Unis et au Canada, où ils constituent des communautés souvent très prospères. Enfin, le SGPC, l'organisation religieuse et financière de la secte, a récemment prié les autorités indiennes de prendre toutes les mesures pour protéger le *gurdwara* (temple sikha) dans leur pays.

L. Z.

De 1985 à 1990

Le commerce compromettant des États-Unis avec l'Irak

De 1985 à 1990 le département américain du commerce a autorisé l'exportation vers l'Irak de 1,5 milliard de dollars d'équipements, pouvant avoir une application militaire, ont indiqué, jeudi 7 février, des sources bien informées auprès du Congrès. Près de 750 firmes américaines ont ainsi obtenu des licences d'exportation portant sur du matériel destiné directement au ministère irakien de la défense, à la Commission atomique de l'énergie irakienne ainsi qu'au Saad 16, un centre de recherches sur les missiles balistiques.

Les mêmes sources anonymes

parlent d'exploits, d'équipements destinés à des centrales nucléaires, de lasers d'ordinateurs, de pièces détachées d'avions et de produits chimiques, mais ni le Congrès ni le gouvernement américain n'ont jusqu'à présent dévoilé la nature exacte des exportations américaines. Seul Ted Jacobs, conseiller juridique de la sous-commission sur le commerce de la Chambre des représentants, avait indiqué l'année dernière que plus de vingt agents biologiques avaient été vendus à la commission irakienne de l'énergie atomique. (AFP.)

Le tandem du Pentagone

Suite de la première page

« Trust me! » (avez confiance!), répète volontiers Powell, ce géant de cinquante-trois ans, premier officier de couleur à accéder à un rang aussi élevé. Revenu du Vietnam avec en tête quelques petits comptes à régler peut-être avec un pouvoir politique dans lequel l'armée « contrainte à la défense » n'avait plus vraiment confiance, le général quatre étoiles Colin Powell s'est retrouvé en quelques dernières années à redorer le prestige du Pentagone.

Colin Powell, manifestement, croit à « une dissuasion politique du pouvoir militaire », en d'autres termes les forces armées doivent être utilisées pour ce qu'elles sont, et ne pas « être tenues en laisse ». Au lendemain du 2 août, il écrivait, le premier, le projet d'un déploiement massif « à titre dissuasif » dans la région et réussit à l'imposer à un George Bush plus perplexé, tandis que Richard Cheney était dépeché en Arabie saoudite vendre l'idée au roi Fahd.

Le rôle ne lui était pas destiné

Dès le début, ni Powell ni Cheney n'ont cru à l'efficacité des sanctions contre l'Irak, quitte à se démarquer à l'époque des autres stratégies du Pentagone, voire des précédents secrétaires à la défense, qui, comme de Caspar Weinberger à Harold Brown, jugeaient la politique des sanctions plus efficace qu'un coûteux et embarrassant déploiement militaire.

Les deux hommes se sont vite réconciliés, aboutissant, l'un, Powell, grâce à son expérience du terrain, l'autre, Cheney, à ses capacités d'analyse, qui le firent jadis remarquer alors qu'il n'était qu'un jeune « staff » à la Chambre par le futur secrétaire à la défense de Ford, Donald Rumsfeld, qui parvint à sa carrière, à la conclusion qu'une intervention « rapide et massive » serait inévitable.

Si Richard Cheney contribue demain à lancer une des offensives les plus sanglantes de ce siècle, ce ne sera pas le moindre paradoxe de la carrière de cet ancien parlementaire

(il représenta pendant douze ans le Wyoming à la Chambre) qui a essuyé son baptême du feu il y a quelques semaines un grand burcan vif dominant sur le Potomac.

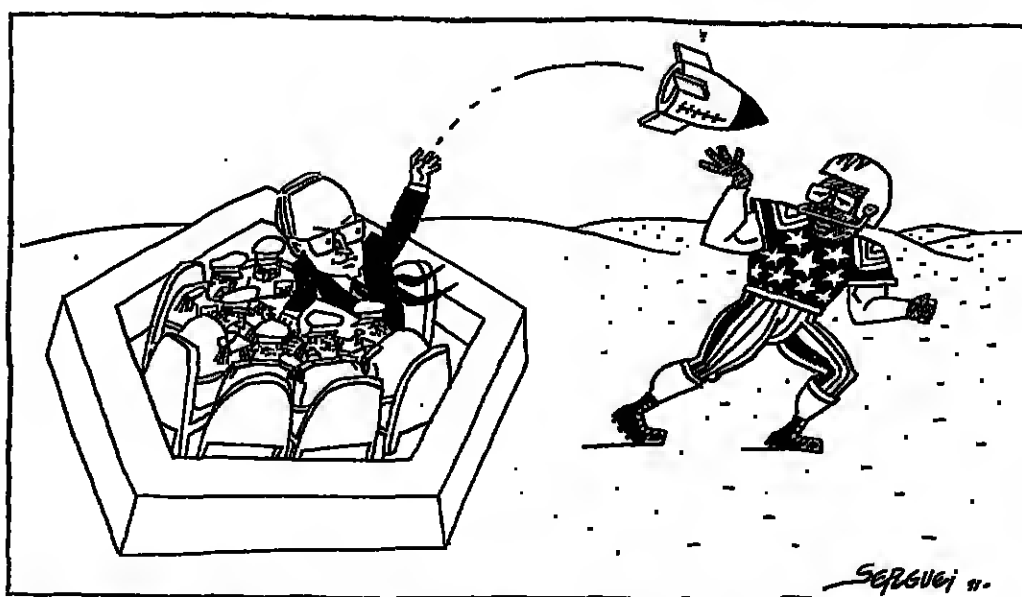
Appelé en mars 1989 pour jouer essentiellement les experts comptables au Pentagone et gérer la paix au moment où les sirènes de la perestroïka conviaient l'Amérique endettée à poser l'arme en pied, Richard Cheney s'est retrouvé en quelque sorte ministre de la guerre.

Mission accomplie

On l'a compris, le rôle a priori ne lui était pas destiné. Non qu'il manque d'enthousiasme; « faucon » au plein sens du terme, M. Cheney, un des plus fervents avocats à la Chambre du surarmement réaganien, n'a jamais rencontré, de son propre aveu, « un esprit d'armement qui ne lui plaise pas ». Mais, pragmatique avant tout - c'est peut-être sa principale qualité - bien qu'il n'ait été que le deuxième écho de la Maison Blanche au poste de secrétaire à la défense après le rejet par le Sénat du malheureux George Brown, écarté officiellement pour alcoolisme, Richard Cheney s'est mis au travail loyalement.

Une tâche guère facile pour un homme qui à quarante-neuf ans, n'avait aucune expérience dans le domaine militaire, et même un rien « masochiste » dans son cas que celle d'avoir à réduire de près de 30 % les effectifs de son propre département, ou d'envoyer à la casse nombre de missiles et d'armements sophistiqués en faveur de quels il avait voté jadis avec enthousiasme. Mission accomplie tant bien que mal; en un peu plus d'un mois à peine, Richard Cheney avait mis sur pied un budget à peu près cohérent.

En un peu plus d'un an, il s'était imposé à la tête du Pentagone, essuyant par une série de réformes internes une institution trop connue jusqu'ici pour sa bureaucratie laxiste, ses scandales financiers et surtout ses querelles internes. Maltre chez lui, Richard Cheney, que la presse américaine compare volontiers au tout-puissant secrétaire à la



défense du temps de la guerre du Vietnam, Robert McNamara, n'a pas hésité à faire l'ingénieur le trop bavard général Michael Dugan en septembre dernier, qui faisait figurer « le centre de Bagdad » parmi ses cibles privilégiées en Irak, au moment où Washington s'efforçait de jouer - du moins ouvertement - la carte des sanctions contre l'Irak.

En réalité c'est surtout à l'occasion de l'opération américaine au Panama, en décembre 1989, que « Dick » Cheney a assis son autorité. Partisan d'une action à encore « rapide et efficace » pour déloger le général Manuel Noriega, Richard Cheney a imposé le général Maxwell Thurman, son point de départ à la retraite, à la tête du commandement sud (chargé de la région) pour y remplacer le général Woerner, plus tibia à l'idée de voir sauter des parachutistes sur Panama.

Le « saint Thomas de la perestroïka »

L'action a été menée en concertation parfaite avec Colin Powell, depuis longtemps l'homme de Cheney. Ce dernier l'avait déjà fortement recommandé à George Bush, en août 1989 lorsqu'il s'agit de remplacer à la tête de l'état-major interarmes l'amiral Crowe, qui avait pourtant désigné un successeur, en la personne d'un général de l'armée de l'air.

Ce n'était pas la première fois que Richard Cheney allait à contre-courant. Dès les premiers mois de sa prise de fonction, il joua les « saint Thomas de la perestroïka » (un surnom qui lui est longtemps resté), et ne céda pas à la « gorbanianie », il refusa - du moins jusqu'au sommet de Malte en décembre 1989 - de prendre pour argent comptant les analyses de la CIA annonçant un changement réel dans l'approche soviétique des questions d'armement. On ironisait à la Maison Blanche lorsqu'il déclarait : « Mon rôle n'est pas de savoir ce que Gorbatchev veut faire, mais d'évaluer ce qu'il peut faire », à présent on découvre avec intérêt que le sceptique Cheney avait prédit la remise au pas de la Lituanie par les Soviétiques, et ses doutes sur l'avenir des discussions sur le désarmement sont déjà davantage pris en compte.

Analyste clairvoyant, Richard Cheney? Peut-être, mais sa qualité première est de savoir - et de vouloir - rester à sa place : « Je suis, dit-il, seulement l'homme du président ». Presque une première dans l'histoire des gouvernements américains, qui du voyage secret de Nixon en Chine en 1972, préparé par un Henry Kissinger alors conseiller pour les affaires de sécurité intérieure (NSC) à l'insu du reste du cabinet, aux signaux contradictoires envoyés au chah d'Iran dès 1978 par les deux rivaux de la politique étran-

gère de Carter, le secrétaire d'Etat Vance et le NSC Brzezinski, n'a été qu'une longue série de règlements de comptes internes.

Pour ne rien dire de ce véritable « court-circuit » politique que fut l'irrigation sous Reagan, où une poignée de conseillers à la tête du NSC laissèrent le secrétaire d'Etat Shultz et celui de la défense Weinberger ignorer totalement leur projet de ventes d'armes à l'Iran, destinées à financer les rebelles antisandinistes du Nicaragua. L'irrigation fut d'ailleurs l'occasion pour Colin Powell d'accrocher aussi quelques galons de fin diplomate parmi ses barrettes militaires, car c'est à lui qu'incomba en 1987 la délicate tâche de « nettoyer » la Maison Blanche de ses réseaux de pouvoirs parallèles, en reprenant le poste de conseiller pour les affaires de sécurité.

L'administration Bush - une équipe uniquement formée de professionnels, à l'image du président, et dont la plupart se sont croisés déjà à la Maison Blanche de Reagan, Ford ou Nixon - n'a peut-être pas eu jusqu'ici un message très clair sur le Proche-Orient en général et les véritables buts de ce conflit en particulier, mais du moins est-il dépourvu d'une seule voix.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Contre les rides Une nouvelle fièvre gagne l'Amérique

NEW-YORK. - La presse américaine révèle que le plus grand désir des femmes et des hommes de notre époque est de retrouver à tout prix la jeunesse.

En 1990 leur appétit le découvre d'une nouvelle molécule capable d'augmenter de 8 à 20 fois la puissance contractile du rétinol.

Aux États-Unis, dans le New Jersey, deux chercheurs, Geoffrey Brooks et Hans Schaeffer, ont modifié la molécule de rétinol de façon à combiner radicalement sa capacité à pénétrer dans l'épiderme de la peau et donc son action anti-rides.

De quoi s'agit-il? Le cœur de la question, disent Brooks et Schaeffer, est un récepteur biologique qui sert d'officier à la molécule de rétinol elle-même une chaîne protéique qui donne à la nouvelle molécule une forme plus de vitesse et plus de puissance.

Des tests d'efficacité élaborés par le laboratoire AMA du New Jersey, sous la direction du professeur Gabriel Lotz, ont mis en évidence une significative diminution des rides sur des patients âgés de 45 à 60 ans.

La nouvelle molécule anti-rides puissante ou super-rétinol, appelée Anti-Age Super, est distribuée par la multinationale Kofit de New-York, auprès des pharmacies américaines.

Elle vient d'arriver en France et en Europe, en pharmacie également.

LA GUERRE DU GOLFE

La recherche d'un règlement du conflit

Téhéran attend la réponse de Bagdad à son initiative de paix

Téhéran attendait, samedi 9 février, selon l'agence IRNA, la réponse du président Saddam Hussein à l'initiative de paix de son homologue iranien, M. Ali Akbar Hashemi Rafsanjani. Le vice-premier ministre iranien, M. Saadoun Hammadi, est arrivé dans la matinée dans la capitale iranienne porteur de cette réponse.

Vendredi, à Istanbul, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Belonogov, a exhorté Bagdad à répondre « de manière constructive » à l'offre de médiation iranienne, et rapporté l'agence soviétique de presse. Le ministre, qui venait de passer trois jours à Téhéran et se rendait à Askara, a réaffirmé que l'URSS était hostile à une extension de la guerre du Golfe mais a tenu l'Irak pour responsable et de la dimension tragique que les événements ont atteint. M. Belonogov a également critiqué les bombardements « débridés » de zones résidentielles en Irak, selon l'agence IRNA.

De son côté, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui doit se rendre la semaine prochaine en Yougoslavie, en Suisse, en Italie et en Allemagne, s'est entretenu vendredi, par téléphone, avec ses homologues yougoslave, indien et chilien, et a annoncé Radio-Téhéran. Les quatre ministres souhaitent que le mouvement des non-alignés « dépose tous ses efforts pour trouver une solution pacifique à la crise ». Selon un diplomate yougoslave, les pays non-alignés pourraient lancer une initiative de paix lors d'une réunion de quinze ministres des affaires étrangères qui doit s'ouvrir mardi à Belgrade.

Au Caire, un haut responsable égyptien a annoncé que l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Syrie discutent de la mise en place d'une force arabe permanente dans le Golfe, constituée notamment de soldats égyptiens et syriens. En marge de la visite du secrétaire britannique au Foreign Office, M. Douglas Hurd, dans la capitale égyptienne, ce haut responsable égyptien, qui a requis l'anonymat, a déclaré que son

pays s'attendait à voir les États-Unis et la Grande-Bretagne maintenir des forces navales et aériennes dans le Golfe.

Dans des déclarations à la presse à l'issue de son entretien avec son homologue égyptien, M. Esmat Abdel Meguid, M. Hurd a indiqué avoir affirmé que « la sécurité [dans la région] ne peut être réalisée que par ceux qui y vivent. (...) Nous ne désirons pas le démantèlement de l'Irak, et nous ne voulons pas choisir qui gouverne ce pays ».

Dans un article publié par le quotidien caennais *Al-Anwar*, M. Hurd a qualifié de « grotesques » les propos de Saddam Hussein « qui affirme avoir envahi le Koweït dans l'intérêt du problème palestinien ». « L'après-guerre, dit-il, verra une activité intense pour résoudre le drame palestinien. Toutes les puissances importantes présentes un retrait immédiat des territoires occupés pour permettre aux Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination ».

déclare M. Hurd au journal. D'autre part, la Grande-Bretagne n'a demandé au gouvernement autrichien de pouvoir transporter, dans des avions militaires volant au-dessus du territoire de l'Autriche neutre, « des munitions » vers la région du Golfe, a annoncé vendredi un porte-parole du ministère de l'Intérieur autrichien. Vienne donnera probablement sa réponse lundi.

Les ministres des affaires étrangères français et britannique, MM. Roland Dumas et Douglas Hurd, ont décidé de créer un groupe commun d'experts afin d'étudier l'après-crise du Golfe, a annoncé vendredi le porte-parole du Quai d'Orsay. Ce groupe « se mettra ensemble au travail sur différents concepts » tels la sécurité régionale au Moyen-Orient, le règlement des différends et des conflits régionaux et le rôle des Nations unies.

Par ailleurs, aucune indication n'a été fournie sur la teneur des entretiens que le secrétaire général du

Quai d'Orsay, M. François Scheer, a eus séparément, vendredi, à Damas, avec le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, et le ministre des affaires étrangères, M. Farouk Al Chare.

Au terme de sa visite dans le Maghreb, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Michel Vauzelle, a quant à lui, estimé qu'il existe des sentiments très forts envers la France. « Au cours des manifestations [de soutien à l'Irak], j'ai été frappé par la maturité, l'ordre et la responsabilité des manifestants. Il n'y a pas eu d'attaque, il n'y a pas eu de grande violence contre la France », a déclaré, à son retour à Paris, M. Vauzelle, qui a l'intention de se rendre à Tripoli et à Nouakchott la semaine prochaine.

Enfin, vendredi, Bagdad a officiellement notifié la rupture des relations diplomatiques avec Londres, Paris, Rome et Le Caire. — (AFP, Reuters, AP.)

Nouveaux appels à un cessez-le-feu en provenance du Maghreb

TUNIS

de notre correspondant

Les ministres tunisien et algérien de l'enseignement supérieur, MM. Mohamed Charfi et Mustapha Cherif, réunis vendredi 8 février à Tunis, ont invité les intellectuels et universitaires du monde entier à se mobiliser en faveur de l'arrêt des hostilités dans le Golfe, qui ont pris la forme « d'une guerre de civilisation ». « Fidèles à l'éthique de Socrate », d'Avicenne, de Montaigne et d'Averroès, les hommes sages du Coran, de l'Évangile et de la Torah, les intellectuels doivent assumer la responsabilité de faire, aussitôt que possible, tout ce qui est de nature à arrêter la machine infernale », déclarent, dans leur appel, les deux ministres.

MM. Charfi et Cherif demandent à tous les universitaires, particulièrement à ceux de la région méditerranéenne, « d'assumer les responsabilités historiques que leur impose ce moment crucial et déterminant de l'histoire de l'humanité ».

afin que se taisent les canons et que prédomine, entre les nations de la terre des hommes, le dialogue des civilisations ».

D'autre part, dans une lettre adressée à M. François Mitterrand, remise vendredi à l'ambassade de France à Tunis, l'Union syndicale des travailleurs du Maghreb lui demande de contribuer à un cessez-le-feu dans le Golfe, car « le soutien inconditionnel de la France à l'agression arabe, à n'en pas douter, lourd de conséquences pour les relations franco-maghrébines ».

En revanche, souligne notamment la lettre, si la France favorisait un cessez-le-feu, « préluce à des négociations globales permettant de régler tous les problèmes de la région, y compris celui de la Palestine », ce geste « ne manquerait pas d'avoir le meilleur écho auprès des travailleurs du Maghreb et de l'ensemble des travailleurs du monde arabe et accroîtrait son prestige à leurs yeux ».

M. D.

Le Canada et l'après-guerre

M. Mulroney propose un sommet mondial sur le contrôle des armements

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a proposé, vendredi 8 février, le tenue d'un sommet mondial sur le contrôle des armements, dans un discours prononcé à Ottawa et consacré à l'après-guerre.

MONTREAL

de notre correspondant

Le Canada a son tour se soucie de l'après-guerre. Dans un discours prononcé, vendredi, à Ottawa, devant le corps diplomatique, M. Mulroney, dont le pays a envoyé près de 2 000 soldats dans le Golfe, est parti du constat suivant : « La grande majorité des armes qui composent l'arsenal de l'Irak ont été vendues par des fournisseurs établis sur le territoire des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. »

Le chef du gouvernement canadien, favorable à l'organisation d'une conférence sur le contrôle des armements, s'est, par ailleurs, dit convaincu que la sécurité de tous les pays du Moyen-Orient serait d'autant mieux assurée que la réduction de la richesse dans cette partie du globe y serait plus équitable. Il a donc lancé l'idée d'une initiative émise sur le modèle du plan Marshall, où les pays les plus riches de la région aideraient les plus pauvres à rattraper leur retard.

Pour l'immédiat, après-guerre, le Canada s'est déclaré disposé à envoyer, outre une aide humanitaire

mensée danger que constitue ces armes », il devient urgent aux yeux de M. Mulroney qu'une nouvelle volonté d'aboutir s'impose.

Un « sommet mondial sur les engins de guerre et les armes de destruction massive », organisé par les Nations unies, pourrait à tout le moins relancer des négociations trop laborieuses sur la réduction des armements non conventionnels.

A un moment où « le monde est en train de constater de façon particulièrement coûteuse et convaincante l'im-

mense danger que constitue ces armes », il devient urgent aux yeux de M. Mulroney qu'une nouvelle volonté d'aboutir s'impose.

Un « sommet mondial sur les engins de guerre et les armes de destruction massive », organisé par les Nations unies, pourrait à tout le moins relancer des négociations trop laborieuses sur la réduction des armements non conventionnels.

A un moment où « le monde est en train de constater de façon particulièrement coûteuse et convaincante l'im-

aux victimes du conflit, des contingents pour des forces de maintien de la paix, dont le « gros des effectifs » devrait être fourni par les « États arabes et musulmans non arabes ». M. Mulroney, qui a réitéré son opposition à tout compromis sur le retrait de l'Irak du Koweït, a proposé la tenue en Canada d'une « conférence de juristes », qui examineraient les moyens de renforcer le droit international, afin d'empêcher que l'environnement ne soit utilisé comme « arme ou moyen d'extorsion ». Le premier ministre du Canada aura l'occasion de soumettre toutes ces idées au secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, qui doit effectuer prochainement une visite à Ottawa.

MARTINE JACOT

Des menaces contre le pape ?

ROME

de notre correspondant

Aucune précision, aucun détail, juste quelques mots lâchés vendredi 8 février devant une salle d'étudiants par un homme politique qui lui est proche : « La juste et courageuse position assumée par Sa Sainteté le pape comporte des risques personnels graves. » Selon M. Roberto Formigoni, vice-président du Parlement européen et leader du Mouvement populaire - bras politique de la Communauté et libération, un puissant mouvement catholique militant - la prise de position « en faveur de la paix » aurait valu au pape d'insupportables ripostes publiques et d'encore plus insolentes et menaçantes commentaires confidentiels. La Vatican garde le silence à ce sujet, mais on y faisait savoir que « si les menaces physiques sont pour l'instant exclues, les pressions sur le saint-père n'ont pas manqué ». A en juger par des propos tenus par M. Formigoni dès jeudi sur les écrans de la RAI, ces pressions concernaient aussi, et peut-être surtout, la position du chef de l'Église en faveur d'une conférence internationale de paix pour le Proche-Orient, qui serait plus ou moins liée au règlement de la question koweïtienne. Les commentaires menaçants émis par le parlementaire européen - le « soldat de Dieu » comme l'appelle parfois la presse italienne - viendraient donc de ceux qui sont opposés à ce lien ou à cette conférence. Accusations graves qui ne devraient pas rester bien longtemps sans suite...

Comment le Vatican est-il en liaison avec Bagdad ?

En attendant, le pape a lancé vendredi un nouvel appel à la paix, à « dénouer les nœuds qui sont à l'origine de la guerre, alors que l'humanité est toujours plus inquiète à cause des développements dramatiques du conflit ». Il est aussi intervenu auprès de M. Saddam Hussein en faveur des deux pilotes italiens capturés, et dont un seul fut montré à la télévision de Bagdad. L'archevêque Marian Olea, nonce du Saint-Siège et dernier diplomate occidental en poste dans la capitale irakienne, « a fait une démarche auprès du gouvernement » pour ces deux hommes, a-t-on précisé officiellement. Par quel miracle le Vatican peut-il encore communiquer avec son représentant à Bagdad ? ont demandé les journalistes. « Par l'intermédiaire de l'ambassade soviétique », a répondu le porte-parole. Les messages du Saint-Siège sont déposés à l'ambassade d'URSS à Rome, qui les transmet à Moscou, qui les répercutent sur son ambassade à Bagdad, le diplomate soviétique n'ayant plus qu'à les remettre au nonce. Inversement pour les réponses...

P. C.

LIVRES POLITIQUES

La guerre du Golfe a fait sa percée en librairie avec, déjà, quelques succès de vente. Au-delà de la légende eurocentriste qui soutient l'actualité chaude, d'autres ouvrages sur les pays arabes et l'Islam s'offrent à l'attente des lecteurs. Ils en auront besoin s'ils veulent compenser une ignorance qui fait partie, si l'on peut dire, de notre culture. Qu'en est-il de cet Orient compliqué alors que la guerre, avec ses violences redoublées, nous enferme dans des idées simplistes ?

Parmi les livraisons de la production éditoriale, un ouvrage modeste se distingue, que l'on n'attendait pas dans la vague déferlante de l'islamisme et dans l'invocation circulaire de la guerre sainte, le djihad, comme chacun sait désormais, bien que ce ne soit pas exactement cela, selon Fouad Zakariya, philosophe égyptien. Rien ne vaut le respect d'une exégèse laïque pour éclairer les subtilités des rites et du vocabulaire religieux. Fouad Zakariya est, en effet, l'un des porte-parole les plus marquants du courant laïciste arabe : plusieurs de ses articles sont rassemblés dans une traduction française présentée par Richard Jaquemond et intitulée *Laïcité ou islamisme, les Arabes à l'heure du choix*.

L'heure du choix ! Le titre paraît, sur ce point, bien eudécoré car l'islamisation de la politique des pays arabes semble l'emporter un peu partout et, à cet égard, la guerre du Golfe survient comme la vent au milieu de l'incendie. Son résultat le plus sûr, et déjà acquis, sera de laisser des frustrations, des ruptures et des rançunes qui ne favoriseront pas un renversement de tendance. Cependant, la pensée laïciste existe et continuera d'exister en terre d'Islam où elle est, évidemment, assimilée à l'irréligion, au matérialisme, voire à l'une des menées du vaste complot fomenté par les ennemis du Prophète.

Sourate laïque

Des écrits de Fouad Zakariya, on retiendra non le plaidoyer en faveur de la laïcité, dont les arguments nous sont familiers, mais les analyses qui éclairent l'emprise et les méthodes de l'islamisme. Celui-ci, explique l'auteur, se développe à la faveur d'un discours indigent qui s'adresse à un public dépourvu de tout sens critique et de toute culture générale. Les racines de ce sous-développement culturel, il les situe dans « la rupture civilisationnelle » qui est intervenue après l'âge d'or de l'expansion arabe. Cette civilisation a représenté la neuve plus ultra de la culture mondiale, avant de sombrer dans l'oubli, les acquis de cette période faste étant confinés à une élite restreinte : au lieu de devenir des ferment de progrès, ils ont nourri le culte d'un passé erré. « L'originalité de la culture arabe », observe Fouad Zakariya, réside en ceci qu'elle n'envisage pas le passé comme une composante intrinsèque du présent, mais comme une entité distincte, concurrente, et qui cherche à s'imposer à lui. »

Ce qui est nouveau, ce qui vient d'ailleurs, est appréhendé par analogie avec cet héritage, théorisé mais non renouvelé, et dont la suprématie éternelle n'est pas remise en cause puisqu'elle est cautionnée par Dieu et par l'histoire de la communauté arabe. A ce titre, la laïcité n'est pas reçue comme une idée universelle mais comme un produit de l'histoire européenne dont l'Islam n'a que faire.

Fouad Zakariya réfute les arguments qui sont censés démontrer cette inutilité en soulignant leur fragilité. « Les conditions de la chrétienté médiévale ne diffèrent pas pour l'essentiel, écrit-il,

de celles de l'Islam contemporain. » S'il n'y a pas, dans la société musulmane, d'institution ecclésiastique, il existe néanmoins un pouvoir religieux (plus net chez les chiites que chez les sunnites), étroitement mêlé au pouvoir politique et n'hésitant pas à interférer dans le domaine des sciences (Darwin, Freud et Marx sont maudits). « Le rajet de la laïcité sous prétexte qu'elle ne concerne que l'Europe », conclut-il sur ce point, est le pendant de l'idée selon laquelle la démocratie, invention de la société occidentale, ne vaut que pour elle et que les musulmans qui la préconisent sont des esprits aliénés. » Il n'a d'autre que les régimes politiques des pays musulmans se caractérisent par une relation d'autorité et d'obéissance - cette obéissance qui est « l'essence de la foi » - entre le pouvoir et le peuple. « Rien ne prépare mieux que le pouvoir des bêtes au pouvoir des turban », constate l'auteur.

Tel le désert, dont il est issu, l'Islam imposé par les docteurs de la loi isole les siens et fige le temps. Selon Fouad Zakariya, « l'idéologie islamiste fonctionne comme une boucle de rétroaction, comme un refuge dans le passé, jamais comme un tremplin pour l'avenir ». Les musulmans n'ont le choix qu'entre l'aliénation dans le sursis, en cherchant une voie de sortie dans une autre culture, ou l'aliénation dans le temps, en se repliant sur une culture obsolète. Amis, constat et vision lucide qui n'évacuent pas la responsabilité des régimes et des dirigeants des pays arabes. De celle de l'Occident, laïcisé et nanti, qui s'accommoda de ces partenaires (quand ils ne dérangèrent pas trop) au risque de péter, en bonne conscience, un retard qu'il déplore et de renforcer, en toute inconscience, une idéologie religieuse qu'il redoute. » « Laïcité ou islamisme, les Arabes à l'heure du choix », par Fouad Zakariya, Ed. La Découverte/Al-Filak, 166 p., 85 F.

La tentative d'attentat à Norfolk, en Virginie, ne serait pas liée au conflit

La tentative d'attentat commise lundi 4 février dans le port de Norfolk, aux États-Unis, ne serait pas liée à la guerre du Golfe : telle est la conclusion des enquêteurs, qui privilégient désormais une piste « plus classique ».

Un sidem attentat contre des intérêts français au Liban a été commis vendredi 8 février. Trois jours après la découverte de bombes artisanales dans le port de Norfolk en Virginie (le *Monde* du 6 février), les enquêteurs chargés du dossier affirment que cette tentative d'attentat n'était pas liée à la guerre du Golfe. Les six cartouches d'explosifs placées sur des citernes contenant notamment du naphthalène, un liquide hautement inflammable, avaient été déposées mercredi 4 février, dans la matinée.

La tentative d'attentat, qui n'avait pas été revendiquée, avait été rapidement associée au conflit du Golfe en raison de la situation géographique des lieux : le port de Norfolk est situé à une quinzaine de kilomètres de la base navale la plus importante des États-Unis.

Selon un porte-parole du Bureau fédéral du tabac, des alcools et des armes à feu, M. Jack Kilborn, cette tentative d'attentat ne serait pas « un acte politique ». « Les enquêteurs sont à la recherche d'un motif plus classique », a-t-il affirmé vendredi 8 février. Le bureau fédéral a toutefois refusé de préciser la nature de la piste actuellement privilégiée par les enquêteurs mais, selon la chaîne américaine CBS,

cette tentative d'attentat serait liée aux difficultés financières d'une des sociétés louant les réservoirs du port.

Nouvelles manifestations

Au Liban, un nouvel attentat contre les intérêts français a eu lieu vendredi : une charge de faible puissance a explosé à 30 mètres de l'annexe de l'ambassade de France, rue Clemenceau, à Beyrouth. L'attentat, qui n'avait pas été revendiqué samedi en fin de matinée, a fait de légers dégâts matériels, mais personne n'a été blessé. Il s'agit du sixième attentat contre les intérêts français depuis le début de la guerre du Golfe, le 17 janvier.

Enfin, les manifestations contre la guerre se sont poursuivies dans la journée de vendredi : 1 200 personnes ont défilé en Crète à l'appel du Comité de lutte contre les bases américaines, qui rassemble socialistes et communistes crétois. Après s'être rassemblés dans le centre d'Héraklion et de La Canée, les manifestants se sont rendus aux bases de Gournes et Souda, situées à une quinzaine de kilomètres des deux villes. Ils ont formé des chaînes humaines.

Des manifestations ont également eu lieu en Corée du Sud où plusieurs centaines d'étudiants opposés à la guerre du Golfe ont attaqué un commissariat de police de Séoul avec des cocktails Molotov. Six manifestants ont été arrêtés.

M. Auroux : Hussein de Jordanie et Yasser Arafat. « Dans le camp des vaincus... » M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* (daté 11 février) que « lorsque Saddam Hussein aura été mis hors jeu, ceux qui l'auront suivi seront dans une position délicate ».

« Il est toujours difficile d'être dans le camp des vaincus. J'en vois deux : le roi Hussein de Jordanie et Yasser Arafat. »

« Il n'est pas exclu qu'émergent d'autres responsables, avec, autour ou à la place d'Arafat », ajoute M. Auroux, pour qui « la résolution du problème palestinien est la clé incontournable de la paix dans la région ».

سكس المليون

LA GUERRE DU GOLFE

Après les déclarations de M. Mitterrand

MM. Chirac et Giscard d'Estaing critiquent le rejet de principe des armes non conventionnelles

M. Jacques Chirac a accentué, vendredi 8 février, sa critique de la politique française dans le Golfe. Au cours d'un dîner-débat à Mantes-la-Jolie (Yvelines), il a notamment, reprenant les propos du chef de l'Etat, le 7 février à la télévision, selon lesquels il ne faudrait recourir ni à l'arme chimique ni à l'arme nucléaire dans le Golfe, même en riposte à des tirs chimiques ou bactériologiques irakiens. « C'est une démarche un peu rapide », car « la logique de la dissuasion, c'est de laisser l'adversaire

dans l'ignorance de ce que l'on va faire », a affirmé M. Chirac, en ajoutant que c'est « une opinion pas très raisonnable tirée de la vie de nos soldats peut-être en jeu dans des proportions très larges ».

Le président du RPR a également repris, en les accentuant, les critiques qu'il avait formulées au début de la semaine sur la diplomatie française (le Monde du 6 février). « Nous sommes critiques ou ignorés par nos amis anglosaxons, critiqués très vivement par les Israéliens, par l'ensemble des

pays arabes et leurs opinions publiques », a-t-il dit. C'est le tiers dans l'ordre. C'est que quelque chose ne va pas. Il a affirmé, toutefois, ne pas vouloir « optimisme » sur la conduite des opérations pour la libération du Koweït en expliquant : « On ne s'apaise pas sur la bête au milieu du gué... ».

S'agissant de l'après-guerre du Golfe, M. Chirac a également dénoncé « un certain flou » dans la stratégie de la France, estimant, en outre, « contestable » de s'en remettre au Conseil de sécurité des Nations unies pour rétablir la paix dans la région, comme le suggère M. François Mitterrand. « Rien ne permet de dire que le Conseil de sécurité sera, demain, une instance fiable et efficace. On ne peut se fonder sur un système susceptible de se bloquer pour assurer l'équilibre, la paix, le retour à la stabilité dans une région aussi difficile. » Enfin, sur le plan intérieur, M. Chirac a reproché au gouvernement son « évanescence » et son « impulsivité ».

Le sens de la dissuasion

M. Valéry Giscard d'Estaing a émis, lui aussi, des réserves quant au soutien de la France d'un non-recours aux armes chimiques et nucléaires. Il a déclaré que la France ne doit pas se prononcer sur la manière dont les alliés riposteront à une attaque irakienne chimique, si ce n'est pour dire que « la riposte sera terrible ».

« On ne peut pas dire que les moyens d'effrayer toutes sortes de monstres terribles », a déclaré l'ancien président de la République, quand on effectue deux mille six cents missions aériennes par jour. (...) Cette riposte épargnera, autant que possible, les populations civiles et elle tiendra compte de nos obligations internationales. »

M. Giscard d'Estaing, qui s'exprimait, vendredi, sur TF 1, a observé que « les Etats-Unis se sont abstenus de toute réponse précise sur ce sujet ». « Nous devons faire de même », a-t-il dit, ajoutant : « Ne nous prononçons pas sur ces sujets. » Le président de l'UDF a évité, toutefois, de critiquer directement le président de la République. « Mon pays est en guerre, a-t-il dit. Je soutiens mon pays. » Il a ajouté que, en tout état de cause, la décision de recourir au nucléaire ou au chimique « ne sera pas la nôtre, puisque la France n'a pas d'armes atomiques dans le Golfe et pas d'armes chimiques ».

M. Simone Veil est d'accord avec le chef de l'Etat pour s'opposer, « sur le plan moral », à un recours aux armes « barbares », mais il n'est pas sûr, selon elle, que la France ait le droit de faire une campagne électorale, mais qu'elle choisissent en conscience la meilleure ou la moins mauvaise politique possible, et qu'ils ne s'assument solidairement la mise en œuvre.

M. Alain Krivine, dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire : « Affligeant et lamentable spectacle que celui de François Mitterrand retrouvant les accents d'un parti qui, décidément, n'aura loupé aucune des sales guerres impérialistes menées par la France. Totallement dépendant de la politique américaine, le président de la République a confirmé que, selon lui, le grandeur du pays et sa conception de la démocratie allaient se jurer au nombre de cadavres. A qui peut-il faire croire que la France n'est pas en guerre contre l'Irak, alors que ce pays est écrasé sous les bombes ? Le gouvernement et l'Elysée ont fait un choix qu'ils devront payer cher. »

M. Michel Jobert : « La France s'est envolée dans une politique folle. » - M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, déclare, dans le Point du 11 février, que « depuis le mois d'août dernier la France s'est envolée, s'est envolée dans une politique folle. »

La position de la Fédération protestante de France

« Il y a des paix plus justes que d'autres » déclare le pasteur Stewart

Le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, a déclaré, vendredi 8 février, qu'il y a « des paix plus justes que d'autres, lorsque la paix fait droit à l'ensemble des revendications de justice des peuples ». « Si une paix est imposée par une puissance au prix de l'écrasement d'un adversaire, a expliqué le pasteur Stewart, si un nouvel ordre international est imposé par la force, j'émet de sérieuses réserves sur la signification de cette paix. »

Tout en indiquant qu'il ne se situe pas sur « la ligne des pacifistes », le président de la Fédération protestante de France a estimé qu'il reviendrait à l'ONU d'établir, après-guerre, un « nouvel ordre international » par le biais de conférences internationales qui

seraient de véritables négociations ouvrant droit aux aspirations des uns et des autres ».

Evocant les récentes déclarations communes, en France, de responsables chrétiens, juifs et musulmans (le Monde des 24 janvier et 6 février), dont il est l'un des co-signataires, le pasteur Stewart a affirmé que « ce dialogue interreligieux devrait avoir par la suite un écho en Israël et dans les pays du Maghreb. » Il a émis le souhait que ces contacts aboutissent, par exemple, « une fois venu le temps de la reconstruction » à « une solidarité financière et économique entre les trois grandes familles abrahamiques : vers les pays du Moyen-Orient. »

J.-M. Dy.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

M. Nelson Mandela estime que la levée immédiate des sanctions économiques provoquerait de « violents troubles »

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le vice-président du Congrès national africain (ANC) a estimé que « la levée des sanctions avant chaque citoyen ait le droit de vote » pourrait provoquer de « violents troubles ». Au cours d'une conférence de presse, vendredi 8 février à Johannesburg, M. Nelson Mandela, qui fêtera lundi le premier anniversaire de sa libération, a haussé le ton en direction de l'Europe. Il a ainsi qualifié la décision de la Communauté européenne de lever les sanctions, dès que les lois de l'apartheid seraient abrogées, de « très sérieuse erreur » qui risque de rendre « la situation incontrôlable ».

Des réformes courageuses mais insuffisantes

M. Mandela a « prévenu », sans « menacer », qu'une fois les sanctions levées les investisseurs étrangers deviendraient le cible de manifestations. Il a souligné qu'à son avis « aucun homme d'affaires avisé ne tenterait d'investir dans le pays » dans le contexte actuel. Il a indiqué que l'état-major de l'ANC pensait pouvoir faire revenir la Communauté européenne sur sa décision et déclarer qu'il espérait que les Etats-Unis ne continueraient pas « la même erreur » et prendraient soin de « consulter l'ANC » avant de prendre une quelconque décision à propos des sanctions.

En traçant le bilan de l'année écoulée, Nelson Mandela s'est montré « optimiste » pour le futur. Il a rendu hommage au « courage des réformes » du président de Klerk tout en rappelant que les

Nnirs ne pouvaient toujours pas voter ni être candidats au Parlement. M. Mandela, qui a conduit les délégations de l'ANC dans deux séries de négociations avec le gouvernement et longuement voyagé à l'étranger, recueillant des fonds pour son organisation, n'a pas voulu commenter ses « succès » ni ses « échecs ».

Dans une autre conférence de presse, au Cap cette fois, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a annoncé que les membres des forces de sécurité « engagés dans la lutte contre le terrorisme » pourraient demander aussi à bénéficier d'une amnistie. M. Vlok a déclaré que sur les soixante mille armes à feu déro-

bées au cours des trois années écoulées, seulement la moitié avaient été retrouvées. Selon le ministre, quelque trois millions d'autorisations de port d'armes auraient été délivrées et un million et demi de personnes détendraient des armes à feu. Il a confié que la police envenimait à avoir de « succès » dans sa recherche des fusils d'assaut AK-47 disséminés dans les townships depuis qu'une « récompense de 6 000 rands » (13 000 F) était attribuée pour chaque fusil découvert. « Nous voulons retirer de la circulation ces armes qui servent à voler les banques et tuer des civils », a-t-il déclaré.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Opération de « prévention du crime »

11 361 personnes interpellées au cours de la plus importante rafle jamais effectuée

Onze mille trois cent soixante et une personnes ont été interpellées, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 février, au cours de la plus importante rafle de « prévention du crime » jamais opérée en Afrique du Sud, a annoncé samedi le porte-parole de la police, le colonel Steve van Rynzen. Baptisée « Coup de foudre », l'opération a mobilisé 40 000 membres des forces de sécurité et s'est étendue sur l'ensemble du pays.

Cinq policiers ont été blessés. Deux d'entre eux, membres des

unités anti-émeutes, sont dans un état critique. Ils ont été heurtés par un camion conduit par un chauffeur en état d'ébriété, a précisé la police.

L'opération visait notamment, autour de Johannesburg, les ghettos noirs d'Alexandra et de Jouberton, ainsi que Hillbrow, l'une des zones les plus peuplées du pays, à proximité de la ville. Hillbrow est habitée principalement par des Noirs, qui ont défilé pendant un certain temps les lois, dont l'abrogation a été annoncée, sur la ségrégation résidentielle. - (AFP.)

AMÉRIQUES

COLOMBIE

La guérilla multiplie les attentats aux portes de Bogota

BOGOTA

correspondance

L'offensive déclenchée par la Coordination nationale des guérillas (CNG) est arrivée jeudi 7 février aux portes de la capitale, Bogota. Six autobus ont été dynamités dans des combats ont eu lieu en grande banlieue entre l'armée et trois cents guérilleros.

Dans le reste du pays, la guérilla maintient et intensifie ses actions, particulièrement dirigées contre les transports routiers et le secteur énergétique (gazoducs, pipelines à haute tension, centrales électriques et oléoducs, qui ont été l'objet de près de soixante attentats depuis le 1^{er} janvier). Selon Etopol, société colombienne de pétrole, le montant des dégâts atteint cinq cents millions de francs et l'exportation de pétrole brut est pratiquement interrom-

pue. Certaines régions sont privées d'électricité, de gaz, de téléphone, ou même d'eau courante, et sont isolées du reste du pays. De nombreuses entreprises de transport ont suspendu leur trafic par crainte de voir leurs véhicules incendiés.

Une lueur d'espoir

Le président César Gaviria a convoqué jeudi son gouvernement pour un conseil de sécurité qui a élaboré un « plan de sauvetage économique » et une « nouvelle stratégie antiterroriste ». Le président se dit toujours ouvert au dialogue avec la CNG, composée de deux organisations, les Forces armées révolutionnaires colombiennes (FARC, procommunistes) et l'Armée de libération nationale (ELN, procastriote), qui ont toujours refusé jusqu'à présent de négocier.

Une lueur d'espoir est apparue vendredi : la CNG serait prête à entamer des négociations prochaines. « Nous acceptons un dialogue direct avec le gouvernement », a annoncé M. Manuel Perez, chef de l'ELN, en déclarant qu'il parlait également au nom des FARC. M. Perez a cependant souligné que ces pourparlers devraient commencer en Colombie même, alors que le gouvernement avait proposé une rencontre en Espagne, au Mexique ou au Venezuela afin que les rebelles ne disposent pas d'un sanctuaire dans le pays pendant la durée des négociations. Selon certains observateurs, il serait « trop tôt pour crier victoire », car, contrairement à ce que pense le gouvernement, « dialogue » ne signifie pas, pour la CNG, démobilisation et réinsertion dans la vie civile.

S. B.

ASIE

INDE : le retour du « Chakra » en URSS

New-Delhi se sépare de son sous-marin nucléaire

NEW-DELHI

de notre correspondant

L'INS Chakra, sous-marin d'attaque soviétique à propulsion nucléaire de la classe « Charlie II », mis à la disposition de l'Inde par l'Union soviétique en janvier 1988, est reparti à Vladivostok, a-t-on appris, jeudi 7 février, à Delhi. Au moment de son incorporation dans la marine indienne, les pays occidentaux s'étaient inquiétés de ce précédent : le Chakra était le premier sous-marin à propulsion nucléaire « civil » par l'un des membres du club restreint des puissances nucléaires, à un pays tiers.

La présence du Chakra dans l'océan Indien signifiait, en outre, une menace théorique pour les pays occidentaux disposant de navires dans la région. Elle entraînait, d'autre part, un danger

de déséquilibre régional, notamment vis-à-vis du Pakistan. La volonté de l'Inde (dont la marine est la sixième du monde) d'affirmer sa puissance dans l'océan Indien, était ainsi clairement affirmée. Officiellement, on invoquait la nécessité d'entraîner des équipages indiens à la technologie de la propulsion nucléaire.

Contraintes financières

Le retour du Chakra en Union soviétique met fin aux informations selon lesquelles l'Inde pourrait acquérir un second sous-marin à propulsion nucléaire soviétique. La raison de ce départ paraît être davantage d'ordre financier que stratégique ou diplomatique, même s'il est exact que les Indiens ont rencontré plusieurs difficultés dans la mise au service de ce

bâtiment (un « accident » aurait fait plusieurs blessés).

Les Soviétiques auraient fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts à prolonger la période de leasing de trois ans (pratiquement gratuite) du Chakra et sans contreparties financières pour l'entretien du sous-marin. Le montant de cette « location » aurait dû, vraisemblablement, être payé en devises. Cette exigence de Moscou semble être de plus en plus souvent présentée dans les relations entre les deux pays, surtout s'agissant de matériels militaires. Or l'Inde, comme l'Union soviétique, connaît une situation économique difficile, caractérisée notamment par un manque de devises étrangères, et New-Delhi aurait refusé. Ces contraintes financières vont conduire l'Inde à ralentir - peut-être momentanément - son programme de construction navale.

LAURENT ZECCHINI

EUROPE

URSS : manœuvres de l'armée dans les pays baltes

Les Litoniens ont organisé leur propre « sondage » sur l'indépendance

Les habitants de Lituanie étaient appelés, samedi 9 février, à se prononcer sur l'indépendance de la République, par un « sondage », dont l'enjeu était surtout le taux de participation. M. Mikheil Gorbatchev avait d'avance déclaré que cette consultation était illégale et les anti-indépendantistes avaient appelé à l'abstention. Les militaires soviétiques ont annoncé des manœuvres dans les trois Républiques baltes à partir de dimanche.

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

Sur l'une des palissades autour du Parlement de Vilnius sont exposés des dessins d'enfants réalisés dans le cadre d'un « concours de l'espérance » après le massacre du 13 janvier. Aussi crus que peuvent être des dessins d'enfants dans un pays en guerre, ils retracent, pour la plupart, l'attaque de la tour de la télévision par les chars soviétiques avec force détails, drapeaux lituaniens, foules pacifiques et soldats assassins. D'espérance, on n'en trouve guère dans ces dessins, pas plus qu'on n'en trouve dans la situation politique de la petite République balte sécessionniste :

entre Vilnius et Moscou, quatre semaines après l'assaut meurtrier de l'armée soviétique — quatorze morts, — l'impasse est totale.

La population s'est depuis habituée aux allures de camp retranché qu'a pris le centre ville autour du Parlement et évolue sagement entre les chicanes mises en place à l'aide de blocs de béton pour protéger ce symbole de la souveraineté lituanienne. Il y a à la fois du Belfast et du Bucarest dans ce spectacle de gardes paramilitaires en treillis ou en combinaison noire se relayant à l'intérieur du bâtiment pour en assurer la défense jour et nuit, de barricades dressées à l'aide de poids lourds mis en travers de la chaussée, de graffiti antisoviétiques peints sur le bâtiment. Personne ne se fait, à vrai dire, d'illusion sur l'efficacité de ce dispositif, mais, psychologiquement, il compte. Du papier collant a été apposé sur toutes les fenêtres de la Bibliothèque nationale, face au Parlement, prête à servir d'hôpital d'urgence pour d'éventuels blessés. Une sorte de « sonk » de la contestation antisoviétique est constitué aux abords du Parlement, avec passeports de l'URSS et décorations mis au pilon. A l'intérieur, une vieille femme vend chapelets, images pieuses et bougies. Le président Landsbergis vit dans le Parlement, qu'il n'a plus quitté depuis le 13 janvier.

Les blindés de l'armée soviétique n'ont pas quitté non plus la tour de la télévision et ses studios, situés en deux points de la ville, qui sont désormais aux mains de ce qu'on appelle ici des « collaborateurs ». Une télévision libre continue de fonctionner, tant bien que mal, à Kannas, la deuxième ville de Lituanie, avec l'aide des anciens employés de la télévision de Vilnius. En bas de la tour de la télévision, gardée par des soldats en armes vêtus de gilets pare-balles, d'innombrables fleurs, bougies et immenses croix de bois, dans le neige, marquent le souvenir des victimes du massacre. Avec, dans un coin, cette inscription : « Le sang lituanien pour remporter le monde du Prix Nobel de la paix ». Dans une rue, un autocar polonais orné d'une croix rouge attend d'être déchargé de sa livraison de médicaments. « La Pologne fait beaucoup pour nous », relèvent les Litoniens.

L'enjeu de la participation

La délégation parlementaire polonaise est l'une des plus nombreuses parmi les délégations étrangères venues observer le « sondage » de samedi 9 février sur l'indépendance de la Lituanie. Mais si les ex-pays frères d'Europe centrale sont bien représentés, les

Occidentaux, en revanche — mise à part une petite délégation du Sénat belge, — sont restés en dehors de ce référendum qui ne veut pas dire son nom et auquel M. Gorbatchev a, par avance et par décret, enlevé toute validité juridique.

En demandant aux deux millions sept cent cinquante mille électeurs lituaniens de se prononcer sur la question : « Êtes-vous pour un Etat lituanien, République démocratique et indépendante », les dirigeants nationalistes entendent, en effet, dresser « un mur contre le référendum de M. Gorbatchev », organisé, lui, le 17 mars à l'échelle de toute l'URSS, sur le maintien de l'Union soviétique, explique M. Jonas Tumašius, président du Seimas, le mouvement qui a porté l'équipe de M. Landsbergis au pouvoir lors des élections d'il y a un an. La Lituanie, qui, comme les autres Républiques baltes, refuse d'organiser sur son territoire ce référendum fédéral, pourra donc se prévaloir des résultats de sa propre consultation interne, en particulier aux yeux de l'Occident.

Il fait peu de doute que le « oui » l'emportera, puisque l'électorat est composé à 80 % de Litoniens. L'enjeu de ce scrutin est donc la participation, et les forces « unionistes » ont intensifié leur propagande ces derniers jours en faveur du boycottage. Des biélorusses militaires ont lâché des tracts sur

Kannas appelant, au nom d'un « comité des citoyens » anonyme, à ne pas participer au sondage. A la radio, désormais aux mains des Soviétiques, un présentateur évoquait vendredi la possibilité « d'une attaque extrémiste fasciste menée par des Litoniens déguisés en militaires soviétiques ». Le commandant des forces armées soviétiques dans la Baltique, le général Fiodor Kouzmine, a annoncé des manœuvres militaires pour le 10 février, une mesure que tout le monde considère ici comme répondant à une volonté d'intimidation, mais qui n'affecte guère.

L'opinion se radicalise

Les 20 % de non-Litoniens (9 % de Russes, 7 % de Polonais, le reste constitué essentiellement de Biélorusses) et les militaires — ces derniers sont autorisés à voter s'ils sont résidents permanents en Lituanie — ne sont pas les seules destinations de la campagne abstentionniste. Certains Litoniens, intellectuels pour la plupart, craignent que cette consultation ne tourne en plebiscite pour M. Landsbergis, dont les positions sont parfois jugées trop à droite.

Mais la cote de popularité de M. Landsbergis et du Seimas, de plus en plus contestés à l'automne dernier, n'a jamais été aussi haute

que depuis le 13 janvier, et le choc émotionnel ressenti par la population après l'intervention brutale de l'armée soviétique a balayé les doutes et les critiques exprimés par certains à l'égard du courant nationaliste le plus intransigeant. L'opinion se radicalise et il se produit une dérive du centre vers la droite, constate M. Rolandas Pavilionis, recteur de l'université et ancien membre du Parti communiste, qui reconnaît avoir lui-même expérimenté ce processus. Cette radicalisation aurait même touché une partie de la communauté russe et polonaise, affirmant des intellectuels russophones. La manifestation organisée à Moscou le 20 janvier en signe de solidarité avec les Baltes a d'ailleurs favorisé le rapprochement d'une partie de la minorité russe avec les Litoniens. Les résultats de la consultation, dont on devrait déjà disposer dimanche, permettront sans doute de vérifier cette évolution.

Déprimés, certes, mais apparemment toujours aussi déterminés, les Litoniens vont émettre leur verdict. Ce qui se passera après, nul n'ose à la moindre idée, pas plus qu'à Moscou d'ailleurs. « Après une politique aussi irrationnelle, on peut s'attendre à tout de la part de Moscou », estime le président du Seimas.

SYLVIE KAUFFMANN

Important remaniement à la tête du KGB

Un important remaniement vient d'être annoncé à la tête du comité de la sécurité d'Etat (KGB) de l'URSS par son président, M. Krivoutchkov. La même organisation a par ailleurs démenti avoir placé M. Eltsine sur table d'écoute (le Monde du 9 février), affirmant dans un communiqué que l'équipement découvert mercredi près des bureaux du président du soviet de Russie n'était pas destiné à l'écoute, mais a été installé en 1981 pour assurer la protection électronique des lignes de télécommunications contre une éventuelle fuite d'informations...

La direction du KGB avait été peu remaniée pendant les six années de la perestroïka, puisque son chef, M. Vladimir Krivoutchkov, nommé à

la place de Viktor Tchekrikov en octobre 1988, n'avait remplacé qu'un seul de ses deux principaux adjoints : en septembre dernier, le général Guennadi Agueev, ancien responsable du contre-espionnage, avait été nommé premier vice-président, en remplacement du général Nikolai Emokhotov, qui occupait la place depuis 1984.

Restait le général d'armée Filip Bobkov, soixante-cinq ans, membre du KGB depuis 1945 et son numéro deux depuis 1985, un homme que les *Izvestia* de vendredi présentent comme le « véritable pilier » de la Loubianka (la forteresse du KGB sur la place Dzerjinski, à Moscou). Le général Bobkov était déjà tristement célèbre pour avoir été à la tête, à partir de 1978, de la cinquième direction, chargée depuis 1967 de combattre les « diversions idéologiques de l'adversaire », autrement dit les dissidents.

Cette direction n'a été transformée en octobre 1989 en « direction pour la protection du régime constitutionnel ».

« et il reste à voir si cela changera beaucoup ses attributions », mais son ancien chef, qui avait été élu l'an dernier député de Russie, n'en montrait pas moins par ses votes ses sympathies conservatrices. On note aussi que son fils Sergueï siège au conseil de rédaction du mensuel *la Jeune Garde*, bien connue pour ses opinions ouvertement xénophobes et réactionnaires.

Le général Titov au contre-espionnage

Quoi qu'il en soit, le général Bobkov va devenir simple « consultant » au ministère de la Défense. Il est remplacé par le général-lieutenant Viktor Grouchkov, de quinze ans son cadet, et déjà simple vice-président du KGB depuis 1989, en tant que successeur du général Agueev à la tête de la deuxième direction principale, chargée du contre-espionnage.

Le général Grouchkov, qui est aussi, depuis juillet 1990, membre du comité central du PC soviétique, sera

remplacé comme chef des « contre-espions » soviétiques par le général Guennadi Titov, un « spécialiste » de l'ex-RDA selon les *Izvestia*. Malgré son âge avancé (soixante-huit ans), il s'agit très vraisemblablement du même Guennadi Titov, « diplomate » expulsé de Norvège en 1977 et qui, d'après *Izvestia*, travaillait au KGB, décrit dans son livre (1) comme « l'officier du KGB le plus dévoué et le plus dévoué de principes qu'il ait jamais rencontré », connu pour son « don prodigieux de la flatterie », mais aussi « jamais à court de blagues ou d'anecdotes ».

Un autre ancien, le général-colonel Vladimir Pirojkov, soixante-six ans, quitte l'organisation : membre de l'équipe Chelapine des années 60 — les apparatchiks des Jeunes communistes recrutés dans la police par cet ancien rival de Brejnev, — le général Pirojkov était vice-président du KGB depuis vingt ans, en charge notamment de la direction des cadres et du « centre de presse » créé récemment. Il présidera désormais

l'amicale des « anciens des services de sécurité ».

On ignore le nom de son successeur, mais M. Krivoutchkov, dans son entretien aux *Izvestia*, insiste sur le jeune âge de la personne qu'il vient de nommer à la tête de la cinquième direction du KGB, chargée de la protection de la Constitution : M. Valeri Vozotchkov n'a en effet que quarante-cinq ans. Aucun détail n'est donné cependant sur ses activités antérieures, ni non plus sur le sort des quatre autres vice-présidents qui comptait jusqu'à présent, contre MM. Pirojkov et Grouchkov, la direction centrale du KGB. Il est probable que rien n'est changé à leurs attributions, notamment à celles du général Leonid Tchepcharine, patron de la « première direction principale » (le renseignement extérieur), où il est remplacé son patron actuel, M. Krivoutchkov, en 1988.

MICHEL TATU

(1) *Le KGB dans le monde* (1977-1990), par Christophe André et Oleg Gordievsky, Fayard, 570 p., 180 F.

M. Boris Eltsine s'est entretenu au téléphone avec le président Landsbergis

Le président du Parlement russe, M. Boris Eltsine, s'est entretenu, vendredi 8 février, au téléphone avec le président lituanien Landsbergis. M. Eltsine, qui soutient la souveraineté de la Lituanie, se trouvait à Kaliningrad, port russe sur la Baltique, où il tentait de calmer les inquiétudes des Russes qui sont près d'un million à habiter cette région encerclée, séparée de la Russie par la Lituanie et la Biélorussie. « La région de Kaliningrad est russe et restera russe », a-t-il déclaré devant des ouvriers en affirmant que l'accord qu'il entend signer avec le président Landsbergis, similaire à celui qu'il a déjà signé avec la Lettonie et l'Estonie, « comportera des clauses sur Kaliningrad, concernant l'économie, les transports et l'énergie ».

ALBANIE

La possession de voitures privées est autorisée

Selon un décret publié, vendredi 8 février, dans l'organe du Parti communiste, *Zeri i Popullit*, les Albanais peuvent désormais posséder une voiture. Les seuls véhicules autorisés dans le pays étaient jusqu'à présent les véhicules officiels et d'entreprise, soit au total quelques centaines d'automobiles. Les Albanais peuvent maintenant recevoir une voiture en « cadeau » de leur famille établie à l'étranger.

L'Albanie ne produit pas d'automobiles et aucun véhicule n'est en vente dans le pays. Le Parlement albanais a d'autre part annoncé vendredi la dépolitisation prochaine de l'armée, de la police et de la justice. Le conseil des ministres a été chargé d'élaborer un projet de loi visant à soustraire ces institutions au contrôle du parti communiste.

■ **YUGOSLAVIE** : nouveaux pas vers l'indépendance. — Les négociations sur l'avenir de la Yougoslavie, entre la présidence fédérale et les dirigeants des six Républiques composant le pays, ont été suspendues, vendredi 8 février. Avant de quitter la réunion, M. Milan Kucan, le président de la Slovaquie, a annoncé, pour la première fois devant ce collège, que sa République « voulait se séparer de la Yougoslavie ». Parallèlement, à Ljubljana, M. Lojze Peterle, le premier ministre slovène, déclarait que la Slovaquie allait présenter aux autorités fédérales un « projet d'accord de divorce ». — (Corresp.)

ITALIE : après un premier échec

M. Achille Occhetto a été élu à la tête du Parti démocratique de la gauche

Cinq jours après son imprévisible échec au congrès fondateur de Rimini (le Monde du 5 février), M. Achille Occhetto, ancien secrétaire général du PCI, a été élu, vendredi 8 février, premier secrétaire du Parti démocratique de la gauche (PDS).

ROME

de notre correspondant

Avec 376 voix contre 127, 17 abstentions et 4 bulletins blancs, le maître d'œuvre de la grande mutation communiste italienne, qui était seul en piste, a grosso modo retrouvé, au sein du conseil national du PDS — le « parlement » du parti — les 72 % de consentements qui s'étaient précédemment exprimés, dans les fédérations de l'ex-PCI, sur le nom et le symbole proposés pour le nouveau PDS.

Apparemment satisfait de ce résultat sommairement jugé « encourageant », M. Occhetto (le « leader du chène », comme il souhaite désormais être nommé) s'est félicité de « la quantité et la valeur politique » des voix qui se sont portées sur lui. « Pour ceux qui nous donnaient déjà mort, plaisantait-il à peine élu, ceci est le jour de la résurrection. » Résurrection qu'il va falloir sérieusement consolider pour passer la prochaine échéance électorale. L'image, la crédibilité du nouveau-né politique ont sérieusement souffert du revers de Rimini et le premier secrétaire du

PDS n'a consenti à lever le flou sur sa ré-candidature, que quelques heures avant la réunion de Rome. Tout cela laisse des traces. Or il reste à faire vivre le PDS à la hauteur de ses ambitions politiques déclarées, c'est-à-dire en faire une vraie formation d'alternative au gouvernement dominé depuis quarante-quatre ans par la démocratie chrétienne.

Un compromis bancal

Obtenu grâce au ralliement, après d'intenses tractations nocturnes, des quatre-vingt-douze conseillers nationaux (sur cinq cent quarante-sept) qui forment l'aile droite réformatrice du PDS, le vote de vendredi ne préjuge en rien la confrontation politique qui va en effet se poursuivre et même s'intensifier au sein du parti. Il se confirme que l'élection manquée il y a cinq jours fut, pour une bonne part, la conséquence de la défection d'un grand nombre des réformistes conduits par M. Giorgio Napolitano, fort mécontent de la position ultracatholique prônée par la gauche du parti et assumée par M. Occhetto dans l'affaire du Golfe. Ce choix tactique lui ayant permis d'éviter une scission trop importante de la gauche, regroupée autour d'une motion intitulée « Refondation communiste », l'ancien patron du PCI s'est donc à nouveau rapproché de l'aile droite avec laquelle un accord n'a pu être conclu vendredi. Compromis bancal et essentiellement électoral, M. Napolitano ayant

clairement laissé entendre que la majorité qui s'est exprimée sur le nom du premier secrétaire ne constituait pas une majorité politique.

Forts d'environ cent soixante-dix membres au sein du conseil national, les adversaires les plus décidés de ce « centre » incarné par M. Occhetto et ses amis (deux cent quatre-vingt-quatre membres) ont également fait part de leur volonté de « bâtir une puissance à gauche » à l'intérieur du parti naissant, ne serait-ce que pour éviter « la dérive à droite » vers laquelle, selon eux, la majorité du PDS semble s'enliser. L'un des leaders de la « refondation communiste », M. Lucio Libertini, a d'ailleurs mis les points sur les i : « Il n'y a pour l'avenir que deux choix possibles, l'identité communiste ou le socialisme réformatrice. Au centre, il n'y a rien. » Ce « rien » que M. Occhetto semblait aujourd'hui vouloir occuper.

PATRICE CLAUDE

■ **GRÈCE** : découverte de l'épave du C-130. — Des sauveteurs ont retrouvé, vendredi 8 février, l'épave d'un avion de transport militaire grec qui avait disparu, mardi 5 février, avec cinquante-huit soldats et cinq membres d'équipage à son bord. L'Heracles C-130 a été repéré sur un des flancs du mont Othrys, à 1 500 mètres d'altitude. La progression des secours est ralentie par une couche de 2 mètres de neige. — (Reuter.)

EN BREF

■ **ANGOLA** : suspension des négociations de paix. — Les négociations entre le gouvernement angolais et le mouvement rebelle UNITA ont été suspendues, vendredi 8 février, à Lisbonne, sans que les deux délégations tiennent une seule réunion. La délégation de l'UNITA a, en effet, fait valoir qu'elle n'avait reçu aucun mandat pour arrêter la date d'un cessez-le-feu. — (Reuter.)

■ **CHINE** : prochaines tournées en Europe du ministre des affaires étrangères. — M. Qian Qichen effectuera une tournée officielle dans sept pays européens, du 21 février au 9 mars, a annoncé, vendredi 8 février, la télévision chinoise. Il visitera le Portugal, l'Espagne, la Pologne, la Bulgarie, la Hongrie, la Grèce et Malte. — (AFP.)

■ **HAITI** : 134 hauts fonctionnaires ont l'intention de sortir du pays. — 134 hauts fonctionnaires de l'Etat, dont les membres du cabinet ministériel sortant, ne pourront pas quitter le territoire haïtien avant d'avoir obtenu le quitus du Parlement pour leur gestion des fonds publics, a-t-on annoncé vendredi 8 février, de source officielle à Port-au-Prince.

Par ailleurs, 28 autres personnalités, dont la présidente provisoire sortante M^{me} Ertha Pascal Trouillot, ont également reçu l'interdiction de quitter le territoire, apparemment pour répondre aux questions des magistrats dans le cadre de l'enquête sur le coup d'Etat manqué néo-d'valérien dans la nuit du 6 au 7 janvier dernier. — (AFP.)

■ **INDONÉSIE** : un extrémiste musulman aurait été exécuté. — La presse a rapporté, samedi 9 février, l'exécution d'un extrémiste musulman condamné à mort en 1982

pour avoir commandité le détournement d'un appareil de la compagnie aérienne nationale Garuda sur Bangkok en mars 1981. Cette exécution n'a pas été confirmée de source officielle. Il y a quelques jours, le gouvernement a adressé une mise en garde aux extrémistes qui seraient tentés de mener des actions terroristes en relation avec la guerre du Golfe. — (AFP.)

■ **LIBÉRIA** : sommet extraordinaire de la CEDEAO le 12 février. — Un sommet extraordinaire, consacré au conflit libérien, réunira le 12 février prochain, à Lomé, huit Etats de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Outre les cinq pays du Comité de médiation sur ce conflit (Gambie, Ghana, Nigéria, Sierra Leone, Togo), seront également présents, la Côte-d'Ivoire, la Guinée et le Mali. Les leaders de la rébellion libérienne, MM. Charles Taylor, du Front national patriotique du Libéria (FNPL), et Prince Johnson, du Front national patriotique indépendant du Libéria (FNPI), ont tous deux accepté de se rendre à Lomé pour ce sommet. — (Reuter.)

■ **TCHAD** : prochaine visite à Paris du président Déby. — Le colonel Idriss Déby fera une visite de travail à Paris, les lundi 11 et mardi 12 février. A cette occasion, le chef de l'Etat tchadien, dont ce sera le premier séjour en France depuis son accession au pouvoir en décembre dernier, sera notamment reçu par MM. François Mitterrand et Michel Rocard.

SEMAINE NOTRE SUPPLÉMENT

CHAMPS de Monde ÉCONOMIQUES

مكتبة من أعلام

La chance de Melun-Sénart

La ville nouvelle du sud-est de Paris abritera le grand stade avec l'espoir d'accueillir le Mondial en 1998

Le premier ministre a choisi : le futur grand stade de 70 000 à 80 000 places, dont la France doit se doter pour prétendre à l'organisation du Mondial de football en 1998, sera construit dans la ville nouvelle de Melun-Sénart (Seine-et-Marne), au sud-est de Paris.

« Nous choisissons le site le plus intelligent » : la phrase est de M. Jean Glavany. Elle est prononcée le 10 octobre dernier. Le « Monsieur grand stade », nommé un an plus tôt, par M. Michel Rocard, vient de survoler Melun-Sénart. Puis il a rencontré le préfet, les élus, les responsables de la Ville nouvelle. Il conclut sa visite sans se départir de sa prudence, sans démentir ses préférences. Mais lui, qui, six mois plus tôt, a recensé vingt-sept sites possibles avant d'en présélectionner sept seulement, le voici qui concède : « Le dossier de Melun-Sénart est un bon dossier, qui tient bien la route ».

Pourtant, à cette date - il y a moins de quatre mois - Melun est loin d'avoir partie gagnée. La fourchette des choix se resserre encore. Quatre lieux restent en lice : Massy

(Essonne), Nanterre (Hauts-de-Seine), Tremblay-lès-Gonesse (Seine-Saint-Denis) et Melun-Sénart (Seine-et-Marne).

Le gouvernement voudrait trancher avant la fin de l'année. Mais il ne respectera pas l'échéance. La menace de la guerre du Golfe relègue alors les jeux sportifs à une place légitimement subalterne. Et puis, le premier ministre souhaite rencontrer encore les élus des sites envisagés. Car, dès le départ, il a fixé le critère primordial du choix : « Le site retenu devra avoir l'assentiment des élus locaux ».

C'est d'ailleurs ce critère qui distribue inégalement les chances entre les finalistes. A Massy, qui ne manque pas d'atouts, la candidature provoque une querelle au sein du conseil municipal, et le maire, M. Claude Germon, député socialiste de l'Essonne, essuie quelques temps l'hostilité des militants de la Nouvelle Ecole socialiste à son projet. Nanterre a bien l'appui du président du conseil général, M. Charles Pasqua, d'élus de droite et du PS. Mais le maire, M^{me} Jacqueline Freisse-Cazalis,

communiste, n'a qu'un favori, celui de tous les élus communistes d'Ile-de-France : Tremblay-lès-Gonesse. Qui, pour embellir son image, s'est rebaptisé Tremblay-en-France.

Le handicap de l'éloignement surmonté

Nanterre disposait d'un atout énorme, outre la disponibilité des parkings de la Défense et le désert par la ligne A du RER : celui de la proximité de Paris. Compensé, il est vrai, par un inconvénient plus décisif : sa situation à l'ouest de la capitale. Le gouvernement ne voulait pas renoncer à l'ambition, qu'il partage avec le maire de Paris, de rééquilibrer l'agglomération en implantant les gros équipements à l'est, au sud, au nord, en tout cas partout sauf à l'ouest.

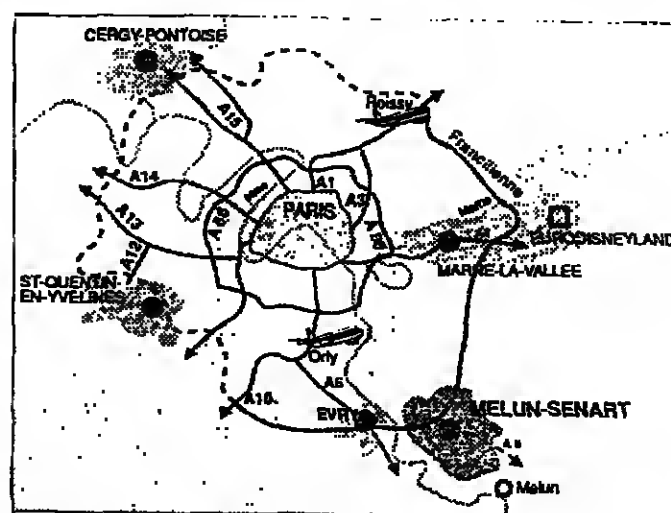
Ce serait donc Tremblay ou Melun-Sénart, l'un et l'autre soutenus par leurs élus et le préfet du

département. Tremblay semble l'emporter. Son projet, préparé depuis longtemps et avec la participation de Bouygues, est plus élaboré. Son plus faible éloignement de Paris : 14 kilomètres contre 31 pour Melun-Sénart, plaide aussi en sa faveur. Il a la préférence du premier ministre, quand le résultat d'une analyse plus fine des transports inverse les plateaux de la balance. Au moins autant que l'inutilité d'un « cadeau » du gouvernement à l'adresse des élus d'un Parti communiste qui le censure...

Pour vider un stade de 80 000 places en peu de temps, il faut des transports en commun de grande capacité. La ligne B du RER qui dessert Tremblay, et en plus Roissy, n'aurait pu assurer la cadence nécessaire, évaluée à 16 trains à l'heure, qu'au prix de travaux très lourds. Toutes les possibilités d'investissement y auraient été englouties pendant plusieurs années. Quant aux voitures particulières, elles ne pourraient s'échapper que par l'autoroute A1, dont l'élargissement prévu est déjà indispensable pour assurer une desserte convenable de Roissy et du Parc des expositions de Villepinte.

Melun-Sénart a réuni plusieurs cartes dans son jeu pour surmonter le handicap de la distance. Les 40 hectares de terres céréalières destinées au grand stade seront tout proches de la ville nouvelle. Ils forment un triangle bordé à l'est par l'autoroute A5, qui reliera Paris et la Bourgogne, au sud par les futures voies du RER et des TGV. La Francilienne, la « périphérique de l'Ile-de-France », qui mettra en communication les autoroutes A1 (nord), A4 (est), A6 (sud) et A10 (Aquitaine) traverse Melun-Sénart.

La ligne D du RER reliera, en 1993, Melun-Sénart avec le Châtelet, donc avec tous les RER. La gare d'interconnexion des TGV nord-est, sud-est et sud-ouest et des RER sera construite à 500 mètres du grand stade. Cette « desserte diversifiée » pourrait même être complétée par l'aérodrome de Melun-Villaroche pour des événements exceptionnels. Enfin, le terrain ne manque pas : 10 000 mètres de la gare, 2 000 King : 2 000 près de la gare, 2 000



voisins des 200 000 mètres carrés de bureaux proches, et 6 000 autour du stade. Les promoteurs de la candidature de Melun-Sénart concluent leur plaidoyer : « Branché sur la province et l'étranger, le grand stade ne sera qu'à une demi-heure du centre de Paris... comme EuroDisneyland ».

Autant d'arguments couronnés par un autre, ultime : le grand stade sera ce que les urbanistes dénomment un « élément structurant », autour duquel s'organiseront un tissu d'activités, de bureaux, de logements, de centres de loisirs. Melun-Sénart, dernière-née (en 1973) des cinq villes nouvelles autour de Paris, avec ses 20 000 emplois pour 80 000 habitants, n'a pas encore pris son envol. Il lui manque un coup de pouce. Ce que M. Jean-Jacques Fournier, président du syndicat de l'agglomération nouvelle, appelle « un détonateur ».

Avec ou sans la mairie de Paris

Le choix du site opéré, le futur grand stade n'a pas encore de visage. La France pourra confirmer le dépôt de sa candidature, effectué le 1^{er} février 1989, à l'organisation de la Coupe du monde de football de 1998 et remettre son dossier avant la limite de juin prochain. Un concours sera vraisemblablement organisé pour dessiner le complexe qui abritera pelouse, gradins, stades annexes d'entraînement, centre commercial, bureaux, et peut-être même logements.

Il faudra d'ailleurs définir la fonction de ce grand équipement. Sera-t-il polyvalent, c'est-à-dire conçu pour accueillir aussi des épreuves d'athlétisme et des concerts ? Il faudra préciser si l'on vise des utilisations multiples, partielles, donc plusieurs dizaines de jours par an, ou quelques manifestations de grande masse. Le coût envisagé - qui pourrait avoisiner 3 milliards de francs - pas plus que le principe du financement, ne sont connus. Le gouvernement semble ne pas exclure un montage financier recourant aux capitaux privés. Le conseil général de Seine-et-Marne, présidé par M. Paul Seramy (UDF), y prendra part. Le conseil régional d'Ile-de-France sera, lui aussi, impliqué, ne serait-ce que par les investissements de transport.

L'homme demeure sur la participation à la Ville de Paris. M. Jacques Chirac, maire de Paris en 1984, premier ministre en 1986, a voulu ce grand stade. En mai 1989, il avait écrit à M. Rocard pour lui dire que la capitale participerait au projet, « même si cet équipement ne peut être situé sur le territoire de la ville de Paris ». Mais, mécontent de ne plus être associé aux études préparant le choix du site, il s'est récemment désengagé. Pourtant, le Mondial en France, ce serait le Mondial à Paris, ou moins au moins qu'à Melun-Sénart.

CHARLES VIAL

Un grand stade, pour quoi faire ?

Dans un pays où les matches, même importants aux yeux des sportifs, se jouent rarement à guichets fermés, est-il sage de consacrer des milliards de francs à construire un édifice ayant l'ambition d'accueillir près du double de spectateurs que le parc des Princes ?

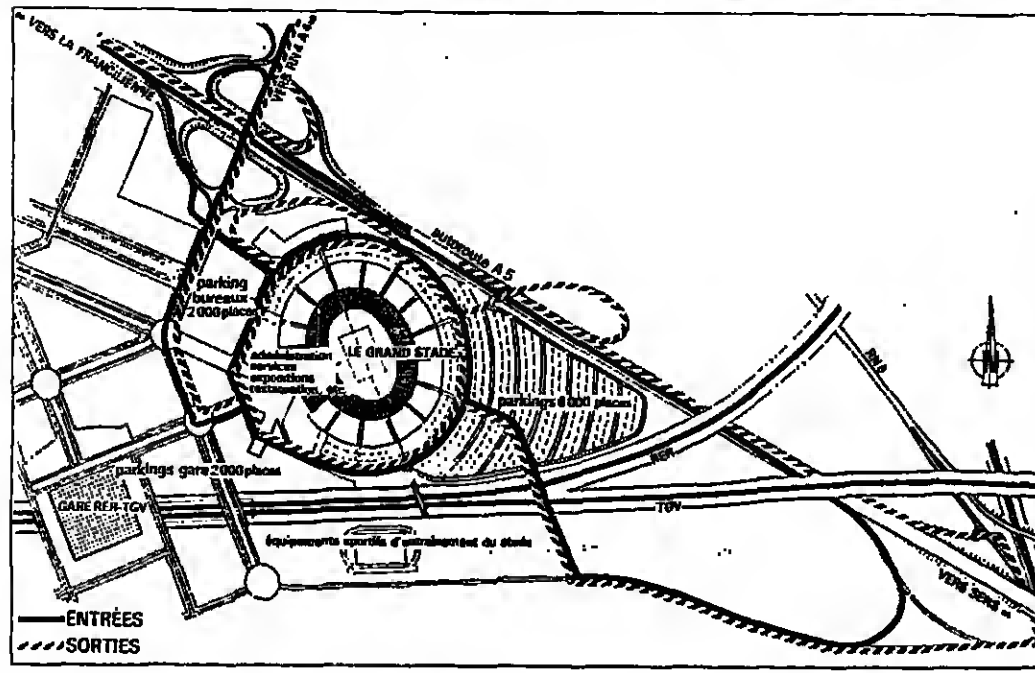
Une première réponse tient en trois mots : Coupe du monde. Si la France veut, comme ses voisins, l'Italie ou l'Espagne, organiser le Mondial de football, il lui faut un stade de quatre-vingts mille places. La question devient alors : faut-il prétendre à un tel honneur ? Certains répondront : oui, pour le prestige ; oui pour susciter l'essor du football chez les jeunes Français ; oui, pour les retombées économiques.

On peut aussi faire appel à des raisons liées à l'urbanisme. Si le grand stade ne bouleversera pas la vie quotidienne des Franciliens, il orientera néanmoins l'aménagement d'une ville, d'une agglomération, d'une région. Il catalysera des activités non seulement de loisirs, mais aussi de commerce ou d'enseignement. Lieu d'animation, il drainera un afflux de spectateurs venus, par les TGV ou les autoroutes, de province et d'Europe.

Un gigantesque pari

Encore faudra-t-il que sa fonction soit bien ajustée. Pour faire le voyage de Paris, de Toulouse ou de Bruxelles à Melun-Sénart, il faudra d'autres motifs qu'un seul match. La technologie permet aujourd'hui d'écarter l'implantation dans le bois de Vincennes. Le projet ressemble cependant à un gigantesque pari. Le grand stade de Toronto, modèle du genre, ne se porte pas aussi bien qu'on l'a cru à sa naissance récente. Les pères du grand stade de Melun-Sénart auront besoin de beaucoup d'argent, mais encore plus d'imagination.

C. V.



Avant la consultation extraordinaire décidée par son congrès de Clermont-Ferrand

La FEN reste sous la menace d'un éclatement

Empoignades violentes, accusations, fausses sorties et excuses publiques, le congrès de la FEN à Clermont-Ferrand, qui s'est achevé vendredi 8 février, est resté fidèle au rituel. Comme le soulignait M. Yannick Simbron, rélu secrétaire général (le Monde du 9 février), on ne se débarrasse pas facilement du « poids de l'histoire » dans une institution telle que la FEN, où s'affrontent, depuis quarante-trois ans, cinq « courants de pensée » politique et quarante-huit syndicats catégoriels.

CLERMONT-FERRAND de notre envoyée spéciale

Une vraie chape de plomb a pesé sur ce congrès de Clermont-Ferrand censé redynamiser la FEN, accélérer sa mutation en amorçant le remodelage de ses structures internes et de « fédérer les convergences » de ses quarante-huit syndicats. Ambitieux programme dont ce congrès annonce qu'il sera difficile à mettre en œuvre et ne débitera véritablement qu'avec la consultation directe et à bulletin secret prévue par la direction, mais dans il reste à définir la date, le contenu ainsi que les modalités, notamment en ce qui concerne le rôle des syndicats nationaux dans la consultation.

Le 32^e congrès de la FEN a menagé peu de surprises : M. Yannick Simbron, élu en 1987, reste secrétaire général ; le vote d'orientation confirme l'affaiblissement de la majorité socialiste de la FEN, réunie dans la tendance UID (Union, indépendance et démocratie) ; la décision, enfin, a été prise, par une courte majorité du congrès (53,23 %), d'organiser un congrès extraordinaire avant la fin de 1992.

Peu de surprises non plus quant au fond des débats. Sur l'avenir du syndicalisme, ses rapports avec la politique et la société, comme sur le remodelage des structures de la

FEN, la place des syndicats nationaux aux différents niveaux de décision ou encore la façon de « gérer » le compromis ou la négociation : le double antagonisme qui fait s'affronter dans la FEN instituteurs et professeurs d'une part, communistes et socialistes, d'autre part, a pu s'exacerber à plein.

La tension est montée jeudi 7 février. Elle a culminé en fin de journée, quand sont sortis les témoins des deux principales tendances, Unité action (UA) et Union, indépendance et démocratie (UID). Et le spectacle s'est transformé en guerre de tranchées, vendredi 8, avec le vote sur le congrès extraordinaire, puisque M. Simbron devait demander un vote « par appel nominal à la tribune ». Car la minorité UA (principalement animée par des communistes) avait, à la dernière minute, sorti une écharpe s'appuyant à la tenue d'un congrès extraordinaire, pour lequel les délégués n'étaient pas mandatés.

« La seule gestion du quotidien »

C'est donc bloc contre bloc que les points de vue se sont exprimés. M. Raphaël Szajfeld, porte-parole de la tendance UA, dont le pilier est le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), a dénoncé les tentatives d'ingérence et de pressions de la majorité socialiste qui voudrait, en instituant des « unions de syndicats » par grande branche professionnelle, limiter les compétences des syndicats « à la seule gestion du quotidien ».

« Dans la branche enseignante par exemple, a-t-il développé, qui jouera le rôle principal ? Le syndicat le plus important de la branche la plus importante, c'est-à-dire, le SN-PEGC. » Il a en outre accusé la majorité fédérale de vouloir minorer l'influence des courants de pensée au sein des instances dirigeantes de la FEN, au moment précis où cette majorité est « en régression de plus de 6 % ». Dernière opposition de la part du principal courant minoritaire : le sort

réserve aux « revendications » des personnels par la majorité fédérale. « Vous parlez de nos divergences idéologiques », a accusé M. Szajfeld. Il y a bien longtemps que nous avons tiré les leçons de l'histoire. Ce qui nous rassemble, ce sont les revendications des personnels. Nous ne voulons pas, comme vous, leur imposer une vision de la société. »

M^{me} Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, a elle aussi usé d'un ton polémique, mais en se situant sur un terrain moins politique. Pour marquer ses distances avec les communistes, mais aussi parce qu'elle est solidement implantée sur le terrain des lycées et donc en concurrence directe avec le SN-PEGC, principale force de la tendance majoritaire. M^{me} Vuillat a longuement expliqué qu'elle ne voulait surtout pas divorcer d'avec la FEN. « J'ai la conviction que vous ne parviendrez pas à la faire éclater », a-t-elle lancé à la majorité fédérale. Car quitter la FEN, pour le SNES, reviendrait à laisser le champ libre au SN-PEGC, qui pourrait alors mettre en œuvre son projet de syndicat unique des enseignants et étendre son champ aux professeurs de lycée.

« Regrouper plusieurs syndicats nationaux dans un certain nombre de fédérations de branches », a expliqué Monique Vuillat, en désignant le SN-PEGC, reviendrait à garantir à au moins un syndicat national, désigné, de s'assurer une majorité pour régner en maître sur chaque fédération. Le carcan serait total, les interdits permanents, le droit de négociation transféré. »

Répondant à une attaque l'accusant de « corporatisme », la secrétaire générale du SNES s'est aussi exprimée plus largement sur le rôle du syndicalisme. « Nous sommes ceux, s'est-elle défendue, qui pensent qu'un acquis vaut mieux qu'une revendication non satisfaite et nous ne nous privons pas de valoriser les nôtres et ceux que, plus rarement, nous rapporte la FEN. (...) Nous ne considérons pas que nous quittons le terrain de l'indépendance parce que vous signez des accords, mais parce que vous laissez

aux politiques le soin de définir le champ du possible alors que nous nous considérons que le champ du possible est le résultat du rapport de forces que nous réussissons à créer. » M^{me} Martine Legal, au nom du SN-PEGC, a répondu en fustigeant le « clientélisme », le « corporatisme », le « syndicalisme de l'impossible » et celui de « la revendication comme une fin en soi ». Un bel échange, mais dont on connaissait par avance tous les coups.

Bluff ou blues ?

Bloqués, sans perspectives immédiates, bridés par le risque bien réel d'un éclatement, c'est ainsi qu'apparaissait la FEN, vendredi, côté majorité. Et M. Yannick Simbron lui-même, à l'issue du congrès, n'excluait pas totalement le risque de la rupture. Même s'il insistait sur la nécessité « d'aller le plus loin possible dans la négociation. Au bout du chemin, confie le secrétaire général de la FEN, il y a un choix à faire et chacun se déterminera ».

Coup de bluff ou coup de blues d'après-congrès ? Pour la majorité UID de la FEN en tout cas, la marge est étroite. Elle n'est visible pas en état de servir de moteur à une recomposition globale du syndicalisme français. Or, ce processus, longtemps envisagé, lui aurait, entre autres choses, permis de ne pas se laisser piéger dans une opération de restructuration interne forcément très difficile.

En outre, le temps dont elle a besoin pour mettre en œuvre la consultation des adhérents et organiser son congrès extraordinaire, clarifier et négocier son projet de restructuration, voire faire taire ses divisions internes, joue aussi contre elle. La secrétaire générale du SNES, M^{me} Monique Vuillat, a d'ores et déjà annoncé un « important travail d'information des personnels dans les établissements ». Et on sait que le SNES, sur ce terrain, est réputé pour son efficacité.

CHRISTINE GARIN

Les difficultés financières du club de football

La justice se prononcera le 21 février sur le sort des Girondins de Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondante

Les Girondins de Bordeaux FC devront attendre le 21 février pour savoir si la justice les déclare ou non en cessation de paiement. Ainsi en a décidé le tribunal de grande instance de Bordeaux, présidé par M. Vincent Lamanda, après avoir entendu à huis clos, vendredi 8 février, le nouveau président du club, M. Jean-Pierre Derose (le Monde du 9 février), dans le cadre de la demande d'ouverture d'une procédure de règlement judiciaire.

« Il résulte des déclarations des débiteurs et des salariés, ainsi que des pièces produites [que le club] ne

dispose pas de toutes les liquidités nécessaires à l'apurement du passif », a constaté le tribunal, qui souligne que « les salaires ne sont pas payés depuis le début de l'année ». Le tribunal a cependant accordé au club de football un nouveau sursis. M. Derose ayant versé au dossier une lettre dans laquelle « la Chemical Bank s'engage, pendant quinze jours à compter du 24 janvier, à cautionner, à hauteur de 40 millions de dollars, un prêt à souscrire auprès de la BNP, agence de Bordeaux Saint-Germain ». Le 21 février, les Girondins de Bordeaux devront donc justifier de la réalisation de l'emprunt et du désintéressement de tous les créanciers.

G. de M.

CULTURE

CINÉMA

Le réseau de la mise en boîte

Les espions pour faire rire
mènent « l'Opération corned beef »

Il y a deux ans, Jean-Marie Poiré avait amorcé un tournant vers la comédie de mœurs avec *Mes meilleurs copains* : des quadragénaires, calés dans le confort ou le ratage, faisaient, au cours d'un week-end, le bilan de leurs illusions perdues. Il y avait du *Nous nous sommes tant aimés* de Scollà à-dedans, c'était excellent, mais le public ne suivait pas assez nombreux pour donner envie au réalisateur de continuer dans cette voie. Jean-Marie Poiré est donc revenu, avec Christian Clavier, son complice pour le scénario, à ce qui fit ses plus grands succès : la comédie burlesque. *L'Opération corned beef* est à l'épave moderne ce que *Papy fait de la résistance* était à l'Occupation et *Twist again* à Moscou à la vie en URSS avant la glasnost. Comment l'opération contre un réseau international de trafiquants d'armes menée par le capitaine Philippe Boulier, dit le Squale, s'est-elle déroulée à cause d'un Français moyen, Jean-Jacques Granianski : cette histoire ahurissante sert de prétexte à une mise en scène volée, à des poursuites, à des cascades.

De prétexte seulement : le temps du café-théâtre triomphant avec ses

insolences et son côté vachard est révolu. Le sujet, ici, n'est pas but que de faire fonctionner, à toute allure, un mécanisme de vaudeville (des problèmes de vie privée interfèrent sur les événements et Boulier devient fou de jalousie, tandis que le ménage de Granianski part à vau-l'eau) sur un rythme de vidéo-clip. Qu'il soit par ailleurs question de raison d'Etat, d'un traître de haut niveau et du président de la République vers la fin - voir ce concert à l'Elysée avec un chanteur de charme vieillissant sous sa mommante - relève de la pure fantaisie.

Un camion pour l'enfer

Avec « Saraba, adieu ma terre natale », Mitsuo Yanagimachi
tient la chronique impassible d'une déchéance

Yukio est un grand nerveux. La jalousie malade qu'il éprouve envers son frère cadet déclenche des crises de fureur qui laissent la ferme de ses parents dévastée. Plus tard, un drame familial, la mort de ses deux jeunes enfants, entraîne dans l'alcoolisme, puis la drogue, ce paysan devenu camionneur sur un chantier. C'est la descente aux enfers, la déchéance inéluctable.

Mitsuo Yanagimachi filme avec cette spirale vers l'abîme. C'est confondant d'émotion froide, surtout dans les scènes qui risquent les pires dérèglements : la noyade des enfants n'est qu'une séquence en gros plan et en temps réel de l'injection d'héroïne. Moins convaincant dès qu'il s'agit de relations psychologiques, des liens complexes qui unissent le père héros à sa femme, à son frère, à ses parents ou à sa concubine.

Économe de ses mouvements de caméra, parfois ironique à force de traîner sur le même ton paisible les

petits faits quotidiens et les événements dramatiques, les dans érotiques et ces états de violence qui, dans les films japonais, paraissent souvent outrés à nos yeux occidentaux, le cinéaste trouve, de loin en loin, la respiration d'un plan large de toute beauté.

Saraba poursuit un travail de chroniqueur appuyé sur des faits divers tragiques, commenté, il y a trois ans, avec *Les Faux d'Himalaya*. Mais à l'époque, Yanagimachi y mêlait une représentation mystique de la nature. Cette fois, horrois quelques plans sublimes de forêt agitée par le vent, les défilés ne sont qu'humains. Rigoureux et étonnant naissent de son parti-pris, de distanciation, respecté malgré l'accumulation de styles composés - chansons, scènes intimistes, moments de sensualité, séquences documentaires ou gags à la limite du graveleux. Il ne manque à ce mélange d'audace et de simplicité qu'un peu de profondeur pour atteindre à la véritable réussite.

JEAN-MICHEL FRODON

Tranches de danse

Le Centre Georges-Pompidou présente les films de danse primés au Festival de Francfort 1990, organisés par l'Institut Music Zenter, installé à Vienne, en Autriche, et qui regroupe plusieurs chaînes de télévision et des producteurs indépendants.

Le premier prix a été attribué à une œuvre insolite sur l'enfermement homosexuel, *Dead Dreams of Manichaeism*, avec le groupe anglais DVB (découvert au dernier Festival d'Avignon), filmé par David Hinton.

Viennent ensuite *Seseli* suivies de Nicole Massaux, par Dirk Greyseel (prix de la création vidéodance), *Charles Weidman : on his own* de Janet Mason et Virginia Brann (prix spécial du jury) et *Jean Wildt, le danseur rouge*, de Jean-Louis Sonzogni, hommage au chorégraphe est-allemand qui, après ses débuts intéressants dans la France de l'après-guerre, est reparti pour mettre au service de son pays son art expressionniste et militant. Il est mort en 1989, avant la sortie du film et la chute du mur, qu'il aurait probablement mal supportées.

D. F.

► Centre Georges-Pompidou, 9 février de 15 h 30 à 18 h 50. Le 10 de 14 h 30 à 18 h 50. Tél. : 42-77-12-33.

ARTS

Monuments à l'enfance morte

Suite de la première page

L'œuvre de Boltanski a grandi, suivi son cours selon les âges de la vie. Elle ressemblait, à ses débuts, à une quête difficile, attachante et plutôt ratée, d'identité. Elle faisait aussi figure d'enquête originale sur les moyens de bâtir une œuvre autour d'un contenu humain plutôt que sur des formes. Et plaçait l'artiste parmi les premiers plasticiens à se servir de la photographie comme substitut de la peinture.

Ce n'était pas forcément un mal dans son cas, puisqu'il allait tirer toutes sortes de partis du temps passé à l'étude des clichés d'amateur, dont il testait la capacité à rendre compte de la vie des individus. Il en concluait, d'ailleurs, qu'ils ne reproduisaient que des codes sociaux, qu'ils ne pouvaient faire la preuve de l'existence réelle de C. B., alias Boltanski, né en 1944, lequel, pris sur la plage ou en vélo, ressemblait à tous les enfants bourgeois de l'époque. Dans le même temps, sous le couvert de l'objectivité, jouant à l'ethnologue ou au sociologue, mais surtout pas à l'artiste (un était au lendemain de 68), il mesurait le pouvoir émotionnel de ses images. Et les accumulait, donnant tantôt dans le portrait (les membres du Club Mickey ou les élèves du CES de Lantillères, à Dijon), tantôt dans la nature morte (les inventaires d'habits), tantôt dans la scène de genre (la famille D).

Finie la tendresse
finie l'innocence

Aujourd'hui, Boltanski reprend ces trois catégories. Mais les visages d'enfants, dont on n'apprenait rien de particulier par la photographie, ont été portés au rang d'icônes. Les photos d'habits sous verre, et gels sont devenues des « réserves » de vie (en suspendant aux murs des tonnes de vêtements, des peaux d'humains réduites à l'effacement), ou grilles à plusieurs entrées, de plus en plus floues, mais traitées dans une manière de plus en plus dure.

Les plus anciennes, celles de 1985-1986, sont religieusement éclairées par de petites ampoules électriques bleues par des guirlandes de fils, qui peuvent aussi pendre, affrayants, jusqu'à la prise. Les murs blancs d'une grande salle rectangulaire du musée sont pleins de ces Monu-

ments, autels et repositoirs, que Boltanski a présentés les premiers fois dans les prisons des Doges, à Venise, en marge de la Biennale de 1986, et à Paris, dans la chapelle de la Salpêtrière, pour le Festival d'Automne. Dans la pénombre, portés par l'architecture des lieux, les visages d'enfants aux traits rongés, vus à l'anonymat, faisaient grande impression.

Le choc, au le sabbat dans la grande bibliothèque du musée, plongée dans la nuit, où sont réunies ses pièces les plus récentes. Celles-ci ont été réalisées à partir

de grands ensembles de documents nouveaux : *Elèves du lycée Chases* en 1931, *Archives de l'année 87 du journal El Caso*, un journal espagnol spécialisé dans la photo de personnes assassinées, *Gens de Berlin* entre 1935 et 1955, *Suisses morts*, *Russes d'Odesa*. Ces archives publiques, Boltanski les associe à l'idée de ses propres archives, en réutilisant les boîtes à gâteaux dont il a emmené à se servir dans les années 60 pour chasser ses souvenirs. Mais, cette fois, il ne les étiquette plus. Il ne parle plus de lui (s'il n'a jamais parlé de lui ?). Il les utilise comme piédestals, comme étagères, comme socles, à la place des petits cadres aux couleurs



Des visages portés au rang d'icônes.

à la limite du supportable. A Grenoble, dans l'espace que l'on traverse comme une salle des pas-perdus, ils baignent un peu trop dans une ambiance de sapin de Noël pour que l'on puisse y percevoir, comme à Venise et à Paris, le non-dit : de terribles images d'une mort collective, l'holocauste. On peut d'ailleurs se demander si Boltanski n'a pas voulu qu'il en soit ainsi, de façon à montrer qu'il en avait fini avec la manière douce des iconostases, et qu'il penche désormais pour une mise en relief réaliste, profane et violente, de ses *Ténés*.

Le choc, au le sabbat dans la grande bibliothèque du musée, plongée dans la nuit, où sont réunies ses pièces les plus récentes. Celles-ci ont été réalisées à partir

de grands ensembles de documents nouveaux : *Elèves du lycée Chases* en 1931, *Archives de l'année 87 du journal El Caso*, un journal espagnol spécialisé dans la photo de personnes assassinées, *Gens de Berlin* entre 1935 et 1955, *Suisses morts*, *Russes d'Odesa*. Ces archives publiques, Boltanski les associe à l'idée de ses propres archives, en réutilisant les boîtes à gâteaux dont il a emmené à se servir dans les années 60 pour chasser ses souvenirs. Mais, cette fois, il ne les étiquette plus. Il ne parle plus de lui (s'il n'a jamais parlé de lui ?). Il les utilise comme piédestals, comme étagères, comme socles, à la place des petits cadres aux couleurs

vieilles des *Monuments*. Il en fait des *Reliquaires*, et un grand mur éclairé par une rampe de lampes posée sur le dessus, qui n'éclairait que la surface ronflante du métal. Celle-ci respire un vécu, tout en conservant le secret des *Archives* de C. B. de 1965 à 1989, que le mur est censé contenir. C'est une belle image de l'œuvre d'art habitée, portée par une histoire personnelle, qui n'a pas à être montrée, le propos de l'artiste n'étant plus de tout de traiter du particulier, mais des généralités. Avec autorité.

Les visages des élèves du lycée Chases ne sont plus qu'orbites et fentes éclairées par des lampes articulées de bureau presque collées à la surface de chaque figure, qui reflète la lumière de l'am-

monies, tandis que l'abat-jour forme un trou noir au beau milieu de ce qui reste des têtes. Finie la tendresse, finie l'épanchement, finie la nostalgie, finie l'innocence. L'innocence et l'enfance sont mortes : il sera question de culpabilité. Et de parties de cache-cache entre victimes et assassins, où Boltanski ne se pose plus en curé, pope ou rabbin, mais se donne volontiers pour ce qu'il croit être : un tueur. Qui tue ses sujets, qui fait du sale boulot, comme tout artiste un peu lucide, qui pense au phénomène de la création. Surtout si l'œuvre est figurative.

« Un artiste grand public »

Pas facile, Boltanski, qui n'avance jamais une chose sans immédiatement la mettre en doute, ni lui associer son contraire. Qui, depuis vingt ans, n'a pas cessé de s'interroger sur les moyens de l'art et le contenu des images, de glisser d'une idée à l'autre et de faire rebondir sa création, chaque fois sur des manques. A gagner. La photo ne reproduit pas la réalité, il en ferait un moyen de produire de l'illusoire. La photo ne restituait pas la vie, il lui fallait chercher sa vérité : la mort, qui obsède l'artiste depuis toujours. L'art contemporain était hermétique et froid, il en ferait quelque chose de linéaire et d'émotionnel. L'art contemporain était coupé du monde, ne fonctionnait qu'en référence à lui-même et pour une poignée d'initiés, il lui fallait chercher ses références ailleurs, partout, dans le cinéma, les arts populaires, le « bas », comme on dit ces temps-ci, pour devenir un « artiste grand public ». Cela, tout en cherchant de nouveaux moyens d'expression, tout en s'inscrivant dans une problématique formelle d'actualité.

Exigeant Boltanski, peintre conceptuel et figuratif (une fois n'est pas coutume, à moins que tous les grands peintres figuratifs soient aussi des conceptuels), qui, entre Hopper et Mondrian, a choisi Hopper, même s'il reconnaît que Mondrian est un plus grand artiste. Exigeant comme les meilleurs, s'interrogeant constamment sur le sens de son travail et la fonction de l'art, et s'arrangeant pour faire passer ses réflexions personnelles au travers d'images pour tous. Des réflexions intéressantes, d'ordre général, sur l'art et la vie, l'art et l'homme, l'art et le sacré, l'art et l'histoire, l'art (ou le rôle) et l'émotion. Des images sensibles, à double fond et sans trop d'illusion, qui peuvent effectivement émouvoir, très profondément, peut-être parce qu'elles ont de la fragilité. Très fort Boltanski. Cela commence d'ailleurs à se savoir, même aux Amériques.

GENEVIEVE BREHERETTE

► Musée de Grenoble, place de Verdun, jusqu'au 11 mars.

COMMUNICATION

L'éditeur musical
Thorn-EMI
prend le contrôle
de Thames TV

Le groupe d'édition musicale et d'émission électronique Thorn-EMI a annoncé, vendredi 8 février, qu'il avait pris le contrôle de Thames TV, la plus importante et la plus rentable des télévisions indépendantes britanniques. Thorn-EMI, qui possède déjà 22,2 % d'Independent Television News Ltd, ainsi que des participations dans une société de télétexte et dans la Société européenne de satellite, détient désormais 56 % de la télévision londonienne, après le rachat des parts (28 %) du groupe britannique BET (le Monde du 9 février) pour 414 millions de francs. La valeur totale de Thames TV est de 1,49 milliard de francs.

L'appui financier de Thorn-EMI s'ajoute à Thames TV des chances supplémentaires de conserver sa franchise : les quinze autorisations d'émission des télévisions britanniques indépendantes seront, en effet, remises sur le marché au printemps. On prête cependant l'intention à Thorn-EMI de racheter les 44 % restants du capital de Thames TV pour un montant de 666 millions de francs et l'espoir de conserver au moins 50 % du capital d'ici à 1994. Car, selon un représentant de Thorn-EMI, les bénéfices enregistrés par Thames TV « en font une bonne affaire en soi, même sans en avoir la franchise ».

Ph. D.

La restructuration du groupe Le Provençal par Hachette

Grève au quotidien « Var-Matin »

Le quotidien départemental *Var-Matin* (Toulon) n'a pas paru, samedi 9 février, en raison d'une grève de vingt-quatre heures votée majoritairement, jeudi 7 février, par une assemblée générale du personnel. La moitié des 300 salariés (dont 90 journalistes) se sont déclarés en faveur de cette grève. Cette dernière a été lancée à l'appel de l'intersyndicale regroupant le Syndicat national des journalistes (SNJ), la CPDT, la CGT, la CGC, ainsi que par la coordination représentant le personnel administratif du journal. Elle est destinée à protester « contre le démantèlement des services comptables. Neuf employés de *Var-Matin* sont concernés par une opération visant à centraliser les services comptables du journal à Marseille, siège du groupe Le Provençal, qui contrôle, en plus du *Provençal*, son édition vespérale, le *Soir*, le *Méditerranéen* et *Var-Matin*.

M. Laurent Perrière, PDG du groupe Le Provençal, dont Hachette a pris le contrôle au début de l'été 1987 (le Monde du 2 juillet 1987), a indiqué qu'il n'y avait pas de démantèlement, mais un essai de rationalisation des services administratifs, s'inscrivant dans la politique du groupe.

Les grévistes s'inquiètent du sort de cinq des neuf employés concernés, mais le malaise semble plus profond. Au sein du groupe Le Provençal, *Var-Matin*, qui débordait, avec ses 79 070 exemplaires quotidiens vendus en 1989, les frontières de son territoire, a toujours été sensible aux

manœuvres de son aîné, le *Provençal*. Longtemps dirigé par le frère de Gaston Defferre, M. Jacques Defferre, qui disposait alors d'une grande indépendance farouchement défendue, le quotidien varois, qui dispose de ses propres moyens techniques, craint que son autonomie ne soit mise en cause par la politique industrielle d'Hachette. D'autant plus que *Var-Matin*, qui a toujours été bénéficiaire, a enregistré pour la première fois un déficit de 4,8 millions de francs. Enfin, la rédaction s'inquiète d'une possible réduction de ses effectifs.

Y. M. L.

► Mort de James Knight, fondateur de l'empire de presse Knight Ridder. — James Knight, co-fondateur de l'empire de presse américain Knight Ridder Inc., est mort, le 5 février, à Santa Monica (Californie), à l'âge de quatre-vingt ans. Avec son frère John, James Knight avait hérité de l'entreprise de presse qu'avait créée son père en 1909. Ils en firent un véritable empire de presse à partir de 1937, grâce à des fusions et acquisitions. Le groupe est devenu le cent quatre-vingt-neuvième des plus importantes des États-Unis. Établi à Miami (Floride), il compte, parmi ses vingt-neuf quotidiens, des titres aussi prestigieux que *The Philadelphia Inquirer* ou *The Miami Herald*.

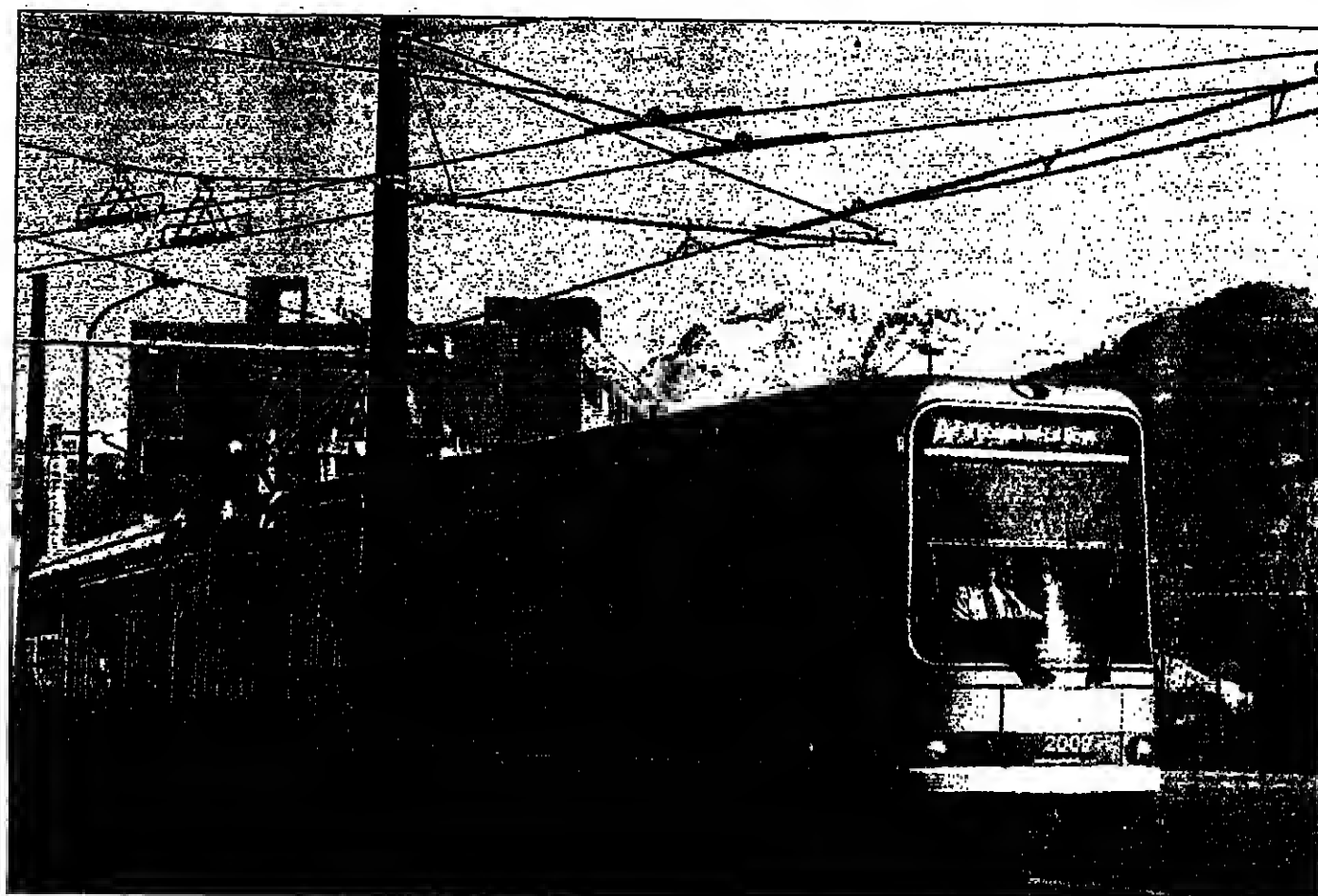
سكوت كوك

Le Monde

TECHNOPOLES

GRENOBLE

Grenoble revendique le titre de « cerveau » du triangle qu'elle forme avec les villes voisines de Lyon et de Genève. Ses 10 000 chercheurs et ses 35 000 étudiants, ses très nombreux laboratoires publics et privés et ses entreprises de haute technologie, tous installés dans une agglomération de 400 000 habitants, l'ont hissée à un niveau de compétence jamais atteint au cours de son histoire. Au sein de la technopole grenobloise se brassent et s'échangent des idées vite transformées en équations mathématiques puis développées dans des



G. ATGER/EDITING

entreprises high-tech. Dans cette cité « surdouée », de puissantes synergies s'établissent entre la recherche et l'industrie, donnant naissance à de nouveaux pôles d'excellence porteurs d'avenir pour la « capitale des Alpes ». Rien, ou presque, n'est venu perturber l'ordonnement d'un site façonné par les montagnes qui l'entourent. Grenoble a grandi, grossi, mais elle demeure une des rares agglomérations françaises de cette taille à avoir su concilier les exigences urbaines avec celles qu'impose un environnement exceptionnel.

La ZIRST, république des industriels

La zone de Meylan-Montbonnot forme une communauté originale d'entreprises. Y entrer n'est pas si simple. Et l'échange n'est pas la règle générale

GRENOBLE possède à sa porte une « galaxie de l'intelligence » et du savoir-faire dans le domaine de la haute technologie, la zone pour l'innovation et la recherche scientifique et technique (ZIRST). Créée il y a près de vingt ans à Meylan, dans la proche banlieue grenobloise, elle réunit aujourd'hui, sur 65 hectares, 200 entreprises de toutes tailles. Certaines sont spécialisées dans l'informatique industrielle et les automatismes, d'autres dans l'intelligence artificielle, la construction de systèmes de synthèse d'images ou encore la micromécanique de haute précision.

Ces sociétés emploient 5 000 personnes, en majorité des ingénieurs et des techniciens supérieurs, dans un cadre remarquablement préservé. Ici les bâtiments industriels de un ou deux étages s'inscrivent dans un paysage boisé que les Grenoblois aiment arpenter à pied ou pour pique-niquer l'été en famille. Rien, ou presque, ne vient entacher un lieu resté presque naturel ; seule la circulation automobile trouble la quiétude de cet espace, une preuve parmi d'autres de la forte activité et du dynamisme qui règne dans cette zone industrielle.

Les « zirstiens » forment une communauté originale sélectionnée par un comité d'agrément, véritable gardien de l'éthique de la ZIRST. Il veille jalousement au respect des équilibres de peuplement du parc. Il faut montrer patte blanche pour prétendre installer des bureaux affectés à des activités de recherche-développement, mais aussi de services, ou construire des locaux qui abriteront

des activités de production industrielle à haute valeur technique. « Il n'est pas question de « polluer » physiquement ou intellectuellement le site. Nous devons faire respecter l'homogénéité de ce lieu qui rassemble des gens qui ont les mêmes idées, le même besoin de créativité et la même volonté », confie un des membres du comité de sélection. Avec ses collègues (1), il examine chaque mois de dix à quinze dossiers qui comprennent, outre des informations relatives à l'expérience des dirigeants-candidats et à leurs motivations d'implantation, une analyse financière précise de leur entreprise et du projet qu'ils comptent conduire dans ce lieu privilégié. Cet examen d'entrée sur la zone — celle-ci « se méfie », répètent sans cesse ceux qui y sont installés — serait à l'origine du faible taux de défaillance des entreprises ; il est inférieur à 3 %.

A l'écoute de la recherche et de l'innovation

Désormais admis, le nouveau promeu va pouvoir s'initier au monde de la ZIRST. Celui-ci est composé de gens issus des laboratoires de l'université ou des grandes écoles d'ingénieurs, comme l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG), ou encore de grandes entreprises qui ont suscité, parfois favorisé, l'« essaimage » de certains de leurs cadres dans le monde industriel. La plupart disposent d'une culture scientifique et technique importante. Ils ont d'autre part très souvent des liens étroits avec leurs lieux de travail antérieurs des lieux

étroits avec leurs camarades devenus responsables de laboratoires ou patrons de filiales de grandes entreprises implantées dans l'agglomération grenobloise. Ce réseau constitue l'une des forces de la ZIRST, qui vit ainsi à l'écoute de la recherche et de l'innovation.

Les industriels de la ZIRST entendent effacer l'image, selon eux négative, qui leur a trop longtemps collé à la peau, celle de « professeurs Mombus à la tête d'entreprises mal finies ». C'est la raison pour laquelle la ZIRST refuse d'accueillir des « pépinières d'entreprises ». Celles-ci s'installent de préférence dans des espaces situés à l'intérieur de l'Institut national polytechnique ou à proximité immédiate du Centre d'études nucléaires de Grenoble.

Un patron d'une PME de quarante salariés, admis à résider sur la ZIRST depuis deux ans, qualifie de « teigneux et travailleurs » ses collègues. Mais il reconnaît qu'il manque à beaucoup d'entre eux le « sens des affaires » et une « culture commerciale » que ne leur ont pas dispensées les universités dont ils sont issus. Cette faiblesse est probablement à l'origine de la non-éclosion, sur ou à partir de la ZIRST, d'entreprises de taille importante. Beaucoup d'entre elles atteignent péniblement une dizaine de salariés — elles sont 57 % à employer de 1 à 10 personnes — 33,5 % des entreprises ont entre 10 et 50 salariés, 6 % réunissent de 50 à 100 personnes et seuls 3,5 % des entreprises ont plus de 100 salariés (notamment Merlin Gerin, 850, le Centre national d'étude des télécommunications, 320).

L'un des succès remporté par la ZIRST est d'avoir su, depuis sa création au début des années 70, préserver son indépendance. Elle est devenue une sorte de « république des industriels », affirme Jean-François Kravtchenko, président de l'association PROZIRST, qui regroupe des chefs d'entreprise. De très subtiles relations ont été tissées entre les hommes politiques locaux qui ont initié puis facilité le développement de la ZIRST (2) et leurs partenaires industriels. Les premières se tiennent dans des affaires de seconde et laissent vivre librement la ZIRST. Ils se contentent d'en toucher aujourd'hui les dividendes, sous forme de taxe professionnelle.

Leur principal mérite fut d'accepter les contraintes imposées notamment par le comité d'agrément ; bref, d'avoir eu, selon M. Kravtchenko, « la sagesse de ne pas faire de concessions pour peupler cette zone industrielle ». Ainsi, le dernier terrain disponible sur la commune de Meylan fut vendu dix-huit ans après la création de la ZIRST, alors que de très nombreux candidats qui ne répondaient pas aux critères de sélection frappaient à sa porte.

Un pari gagné

La commune de Montbonnot s'apprête à accueillir, sur une superficie de 45 hectares, l'extension de la ZIRST grenobloise. Elle semble disposée à respecter les principes qui ont prévalu jusqu'ici chez son voisin. Toutefois, son maire, M. André Hennequin (divers droite), rappelle que Montbonnot « souhaite avoir son mot à dire sur un territoire commun ». Les membres de PROZIRST espèrent de leur côté que, comme son collègue, M. Guy Cabanel, sénateur PR et maire de Meylan, « il se contentera de remettre, une fois par an, la coupe du cross de la ZIRST ».

Pour préserver son autonomie, l'association des industriels se garde bien de réclamer la moindre subvention aux communes supports du développement de la ZIRST et au département de l'Isère. Seules les cotisations obligatoires et calculées sur l'effectif de chaque entreprise, font vivre PROZIRST. L'association, qui se défend d'être le « gouvernement » de cette zone pour l'innovation, prépare les dossiers de demande d'agrément, aide les industriels à trouver de nouveaux locaux, réalise un important fichier de demandes et d'offres d'emplois mis à la disposition de ses membres ; enfin elle facilite les contacts entre les industriels propriétaires ou locataires d'espaces.

Mais les relations d'affaires entre ces entreprises, qui travaillent souvent sur les mêmes marchés et qui sont donc très concurrentielles, sont finalement assez peu importantes, reconnaissent les responsables des plus grosses sociétés comme Merlin Gerin ou la SAMES (240 salariés). Le directeur de la recherche et du

développement de cette société spécialisée dans les systèmes d'application automatique de la peinture admet qu'il y a tout ce qu'il faut, ici, pour bien travailler, mais qu'aucune véritable synergie n'existe entre sa société et ses voisins.

A la tête d'effectifs plus modestes (15 personnes), le PDG de Project Images, M. Gilbert Hus, qui développe des productions fabriquées à partir d'images de synthèse, estime qu'il n'aurait jamais pu mener ailleurs que sur la ZIRST son projet d'entreprise : « Pour fabriquer des dessins animés à l'aide d'ordinateurs, j'ai pu bénéficier quotidiennement de l'aide du fournisseur du matériel avec lequel je travaille. Cette société est située à quelques dizaines de mètres de mes locaux. Nous avons réalisé entre nous un véritable partenariat. Malheureusement, sur la ZIRST, les intelligences se connectent insuffisamment. » Mais ce sont les échanges informels

qui se produisent quotidiennement sur cette zone industrielle qui sont, affirment tous ceux qui y travaillent, les plus riches. Le restaurant inter-entreprises est ainsi, selon un ingénieur informaticien, « une serre de fertilisation de la matière grise ».

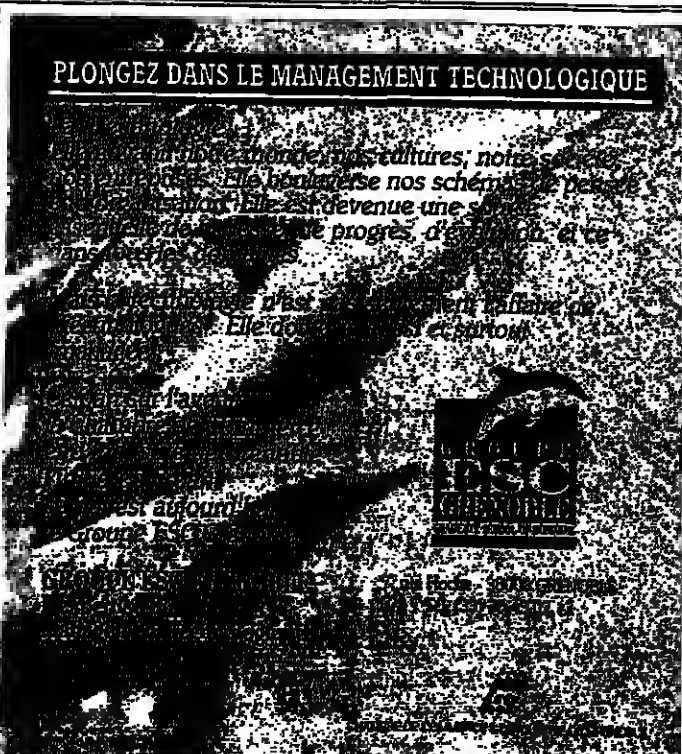
CLAUDE FRANÇILLON
Lire la suite page 16

(1) Le comité d'agrément est composé de quatre élus représentant les communes de Meylan et de Montbonnot, d'un membre de la chambre de commerce et d'industrie, d'un représentant du Centre d'études nucléaires de Grenoble, du responsable de l'Institut national polytechnique de Grenoble.

(2) La ZIRST de Meylan fut lancée en 1972 à l'initiative de la municipalité GAM de Meylan. Celle-ci fut remplacée en 1983 par un conseil municipal à majorité UDF et RPR.

AU SOMMAIRE

- Les limites du pôle informatique ■ La montée du génie biomédical ■ L'image dans toutes ses dimensions... Page 14
- Une interview de M. Didier Pineau-Valencienne, PDG de Merlin Gerin et du groupe Schneider ■ A Eybens, les ressources humaines d'abord... Page 16
- Ramener la nature dans la ville ■ Très solitaire, peu solitaire... Page 17



GRENOBLE TECHNOPOLE

Les limites du pôle informatique

Puissantes, la recherche et l'industrie informatiques n'ont pas comblé
tous les espoirs des années 60

SOUVENT qualifiée de Silicon Valley à la française, la région grenobloise est, avec la région parisienne, le principal pôle informatique de l'Hexagone. 10 000 personnes travaillent dans ce domaine d'activité : 1200 chercheurs et universitaires forment 1500 étudiants ; 4500 personnes sont employées dans l'industrie du logiciel et des services informatiques, et 2500 chez les constructeurs de matériels, Hewlett-Packard et Bull notamment. Mais à l'heure où l'industrie informatique et électronique européenne est en pleine crise, avec en particulier l'effacement de Philips, les milliers de licenciements annoncés chez Bull et chez Thomson, on ne peut que s'interroger sur les compétences des centres de recherche français en informatique et sur l'image floue du « pôle » grenoblois en particulier.

Certes s'y trouvent rassemblés des laboratoires aussi prestigieux que ceux du CNET (Centre national d'études des télécommunications), du CENG (Centre d'études nucléaires de Grenoble), l'Institut de physique atomique, qui avec le Laboratoire d'électronique, de technologie et d'instrumentation (LETI) contribuent à la recherche en informatique et électronique. Rares néanmoins sont les innovations d'importance mondiale qui soient sorties des laboratoires de la capitale du Dauphiné. Les défauts propres à l'industrie française — en particulier la mauvaise articulation entre recherche, formation et industrie — en ont coté l'essor. Quoi qu'il en soit, Grenoble n'est pas San Francisco.

Au cœur du dispositif, l'Ensimag (École nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées de Grenoble), grande école d'ingénieurs dépendant de l'Institut national polytechnique, et l'Imag, institut de recherche qui lui était associé à son origine, représentent un énorme potentiel.

En 1960, l'Ensimag a longtemps été le seul lieu de formation d'ingénieurs informatiques. Sa renommée et l'attrait géographique lui ont permis (et lui permettent toujours) d'attirer les meilleurs candidats venus de tous les coins de la France. 22 % de l'éducation nationale, 20 % de l'enseignement supérieur, 20 % du CNRS, et le reste du ministère de la recherche pour les bourses de thèses.

Une politique de partenariat

Secrète depuis quelques années, elle a néanmoins pas su exploiter cette offre. Après trente ans d'existence, il apparaît que ce centre de formation a fonctionné en vase clos. Les centres de recherche situés dans sa mouvance, longtemps paralysés par des querelles internes, ont peu réussi à transférer vers l'industrie les résultats de leurs travaux. « Il y avait un mur entre Bull et l'Imag », se souvient un chercheur. Il y a encore quelques années, les ingénieurs de chez Bull ne savaient même pas ce qu'était le système d'exploitation Unix, ni ce qu'était une station de travail (sur lesquels nous travaillions), alors que nous étions dans les mêmes locaux.

La nomination en 1987 d'un nouveau directeur de l'Imag, Jean-Pierre Verjus, pourrait néanmoins donner un nouvel essor à cet institut. Ce professeur d'informatique — qui fut à Reconnes le fondateur de l'IRISA (Institut de recherche en informatique et systèmes aléatoires), laboratoire mixte du CNRS et de l'INRIA (Institut national de la recherche en informatique et automatique) — a entrepris de fédérer les différents laboratoires qui, en 1983, avaient pris leur autonomie. Les recherches s'orientent autour d'un nombre limité de thèmes : informatique médicale ; intelligence artificielle ; traitement d'images et robotique ; architecture

de machines et parallélisme ; génie logiciel ; mathématiques appliquées. Son budget, de 155 millions de francs en 1989 (y compris 110 millions de francs représentant les salaires de 600 personnes), provient pour 40 % de l'éducation nationale, 22 % de contrats (communaux pour l'essentiel), 20 % du CNRS, et le reste du ministère de la recherche pour les bourses de thèses.

Pour des raisons financières, mais aussi pour décloisonner l'Imag, intensifier les collaborations avec d'autres centres publics et privés, Jean-Pierre Verjus a relancé une politique de partenariat. Une nouvelle unité a été créée avec Bull. Elle est située non loin du centre de recherche de l'Opco Software Foundation (OSF, regroupement de constructeurs dont IBM, Dec, HP, Apollo, Bull...), qui a également exprimé le souhait de coopérer avec les chercheurs de l'Imag. Un partenariat a également été mis sur pied avec l'INRIA pour développer des projets en commun.

Hors des frontières

Ce nouveau dynamisme ne pourra que renforcer le tissu d'industries et de sociétés de services déjà en place et dont les principaux secteurs sont : côté constructeurs d'ordinateurs, l'américain Hewlett-Packard, implanté depuis 1971 et qui y emploie 1700 personnes ; côté informatique industrielle, Merit Gerin, filiale de Schneider, un fabricant qui n'avait pas attendu l'informatique pour exister ; côté sociétés de services, Cap Gemini Sogefi, première SSII européenne, dont le président, Serge Kampf, a toujours voulu que le siège reste à Grenoble, ville où la firme fut créée.

Près de ces grandes entreprises, des centaines de petites sociétés ont fleuri sur la ZIRST (zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques) de Meylan, en banlieue grenobloise.

L'une des plus prestigieuses, la société ITMI (Industrie et technologie de la machine intelligente), est aujourd'hui une filiale de Cap Gemini Sogefi. Créée en août 1982 par des chercheurs pour être une structure intermédiaire entre l'université et l'industrie, elle emploie maintenant 110 personnes, pour un chiffre d'affaires de 56 millions de francs.

Cette société d'ingénierie de haute technologie a pour particularité de développer des systèmes sur mesure dans trois domaines : la liaison par ordinateur pour le contrôle qualité de la production industrielle et le guidage de machines, les systèmes-experts pour le pilotage de procédés industriels et le diagnostic de machines, les postes robotisés intégrés d'assemblage, de soudage.

Pour rester au courant des derniers résultats de la recherche, elle détache régulièrement des ingénieurs dans des laboratoires : à Grenoble, mais aussi aux États-Unis (à Carnegie Mellon), et au Japon, grâce à des contrats du ministère de la recherche et de la Communauté européenne. « Toute notre recherche est financée, est fier de déclarer Gérard Mezin, le PDG de la firme, nous sommes sous la PAE française qui participe au plus grand nombre de projets européens. » Ses clients se trouvent plutôt hors des frontières de l'Hexagone. « Nous travaillons beaucoup avec l'automobile japonaise », explique son président, « mais nous avons pas un seul contrat avec Peugeot », poursuit-il, « on peut aller plus loin ».

Le potentiel existe bien. Mais, plusieurs exemples le prouvent, les industriels se montrent parfois déficients à l'export. Différent du modèle américain, différent du japonais, le modèle recherche-industrie à la française n'a pas encore à Grenoble trouvé ses marques.

ANNIE KAHN

La montée du génie biomédical

Une collaboration exceptionnelle entre ingénieurs, biologistes et médecins

SE faire une place au soleil, en médecine, n'était pas une chose facile pour Grenoble. La proximité de Lyon, ville renommée dans l'univers médical, ne pouvait que lui faire de l'ombre. Tirant parti de ses compétences informatiques, Grenoble a néanmoins trouvé son créneau : le génie biologique et médical. 3600 personnes travaillent dans ce secteur, soit au sein d'un laboratoire de recherche, soit dans une entreprise. Les domaines couverts vont de la recherche fondamentale à l'élaboration de nouveaux instruments de diagnostic ou de nouvelles techniques médicales.

Plusieurs importants laboratoires de recherche ont ainsi décidé de s'implanter ou de se créer à Grenoble. Le Centre de recherche du service de santé des armées (CRSSA)

Philippe Cioquin et Jacques Demongot, professeurs à la faculté de médecine de Grenoble, rejoignent aussi dès sa construction les locaux de l'Institut Albert-Bonniot. Tous deux docteurs en médecine et en mathématiques, ils ne recrutent dans leur équipe que des chercheurs ayant une double formation de médecin et d'ingénieur. Leurs travaux s'orientent dans trois directions. La réalisation d'un système d'information hospitalière est menée en collaboration avec le constructeur américain Digital Equipment. Il permettra de visualiser sur une même station de travail le dossier d'un patient et les images le concernant, qu'elles proviennent d'un scanner, d'un système de RMN (résonance magnétique nucléaire) ou autre.



Observation du mouvement oculaire dans les laboratoires du CEA-Grenoble

regroupait en 1988 ses équipes, soit 350 personnes dont 100 chercheurs, dans les locaux rénovés de l'hôpital militaire de La Tronche, dans la banlieue nord de Grenoble. Début 1992, l'Institut Albert-Bonniot, centre d'études et de recherche en informatique, médecine et biologie, devrait, à son tour, ouvrir ses portes, à proximité immédiate du centre hospitalier universitaire, situé lui aussi à La Tronche : 120 chercheurs y seront regroupés dans un premier temps. Enfin, la mise en route du synchrotron (en 1993) permettra d'intensifier les recherches dans le domaine de la santé, en ce qui concerne notamment l'examen de la structure des protéines et l'étude des vaisseaux sanguins.

Le fait que « toutes les branches de la science (y compris la médecine) soient à Grenoble réunies dans une même université » explique pourquoi les synergies entre ingénieurs et médecins ont pu aussi bien se développer, estime Gérard Brugal, professeur et président du CEMIB (Centre d'études médecine-informatique-biologie). Spécialiste dans l'analyse d'images médicales, son équipe de recherche réunit des informaticiens, des biologistes fondamentaux et des médecins. Le système Samba, pour l'analyse de cellules, qu'il a mis au point, est fabriqué par ITIN et commercialisé dans le monde entier. Il travaille actuellement en collaboration avec la firme allemande Zeiss et Alcatel à la réalisation d'une deuxième génération d'appareils, qui, intégrés à un microscope, permettront de déceler plus facilement les cellules cancéreuses.

A. K.

Deuxième axe de recherche : l'intelligence artificielle et les neurosciences. Leur ambition est de modéliser le raisonnement de l'esprit humain. Troisième axe et sans doute actuellement le plus spectaculaire : il s'agit de la mise au point d'un robot capable d'aider un chirurgien à détecter et à traiter des maladies du cerveau. Un modèle existe actuellement qui a permis d'opérer plus de 200 malades. Grâce à lui, le chirurgien peut introduire une aiguille dans le cerveau pour effectuer un diagnostic ou une action thérapeutique. Le système analyse des images du cerveau malade obtenues par scanner ou RMN et les compare à celles contenues dans un atlas informatisé du cerveau. Cette analyse permet de définir quelle sera la trajectoire optimale que devra suivre l'aiguille et de positionner le guide avec une précision inférieure au millimètre.

D'autres équipes de recherche, non universitaires, ont également conçu — ou participé à la conception — des systèmes médicaux sophistiqués et couronnés par un succès commercial. C'est en particulier au LETI (Laboratoire du Centre d'études nucléaires de Grenoble) qu'a été créé un des éléments de la Gamma caméra, commercialisée par la firme Sopha Medical, qui permet de visualiser le fonctionnement d'un organe après qu'on y a introduit une substance radioactive.

L'image dans toutes ses dimensions

Des procédés d'affichage à la réalisation d'images de synthèse, des systèmes de vision pour robots aux synoptiques des pupilles de commande, une grande diversité de travaux de recherche et de réalisations sont menées, à Grenoble, dans le domaine de l'image. Des spécialistes de compétences variées — électroniques, informatiques, robotiques, graphiques — ont mis en commun leur savoir-faire dans des laboratoires publics ou privés pour, dans un premier temps, répondre aux besoins de grands utilisateurs comme le Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG) ou les firmes d'informatique présentes dans la capitale du Dauphiné.

Thomson, le Centre national d'études des télécommunications ou le LETI (division d'électronique, de technologie et d'instrumentation du Commissariat à l'énergie atomique) travaillent à la réalisation d'écrans plats pour ordinateurs ou téléviseurs. Le

LTRF (Laboratoire de traitement d'images et de reconnaissance des formes), avec le LRIA (Laboratoire d'informatique fondamentale et d'intelligence artificielle), tente de mettre au point des systèmes qui permettront à un robot mobile de se repérer et de déplacer comme s'il voyait. Ce dernier laboratoire, dont étaient issus certains des fondateurs d'ITMI (voir ci-dessus), travaille aussi avec cette société pour des contrats industriels.

Des images de synthèse au nucléaire

C'est également un ancien chercheur du LRIA, Jean-François Miribel, un des fondateurs de ITMI, qui est à l'origine d'une autre petite entreprise de ce secteur, Getris Images. Spécialisée dans l'image de synthèse, elle commercialise dans le monde entier (plus de 50 % de son chiffre d'affaires de 30 millions de francs sont réalisés à l'export)

des stations de travail vidéo-graphiques pour créer, animer et traiter des images. Ses clients sont aussi bien des chaînes de télévision que des agences de publicité dans des firmes industrielles dans le domaine de l'automobile, de l'architecture, de l'aviation, dans le domaine médical etc.

C'est encore sur une niche originale que s'est placée Corys, une petite société créée en 1989 en « essaimement » du CENG. Elle conçoit et fabrique des simulateurs de procédés industriels comme des centrales nucléaires ou thermiques, des usines chimiques ou des postes d'équilibre ferroviaire pour la formation des techniciens.

Dans ses locaux, une salle de commande de centrale thermique facitue avoisine la salle de commande d'une centrale nucléaire britannique sur le point de partir outre-mer pour y être livrée. Avant de travailler en réel, les techniciens d'EDF s'exercent

ainsi sur les pupilles de Corys, tandis que le professeur envoie, depuis son poste, toutes les sortes de pannes ou d'anomalies de fonctionnement possible. Physiciens, informaticiens et ergonomes travaillent dans cette entreprise de 45 personnes, qui prévoit de réaliser en 1990 un chiffre d'affaires de 40 millions de francs, dont 50 % à l'export.

Enfin, l'incontournable et déjà cité LETI travaille aussi dans le domaine de l'image. Pour des applications médicales (voir ci-dessus), mais aussi dans d'autres domaines industriels, comme la microélectronique — pour repérer des défauts de gravure sur des circuits — ou la nucléaire — pour analyser des images de centrales (et contrôler les crayons contenant du combustible nucléaire par exemple) — ou l'aéronautique — pour, grâce à des appareils de tomographie industrielle, voir à l'intérieur de la matière et détecter d'éventuels défauts.

A. K.

A
GRENOBLE,
LE
BONHEUR
SE
CONSTRUIT
AVEC
COCITRA
DAUPHINÉ



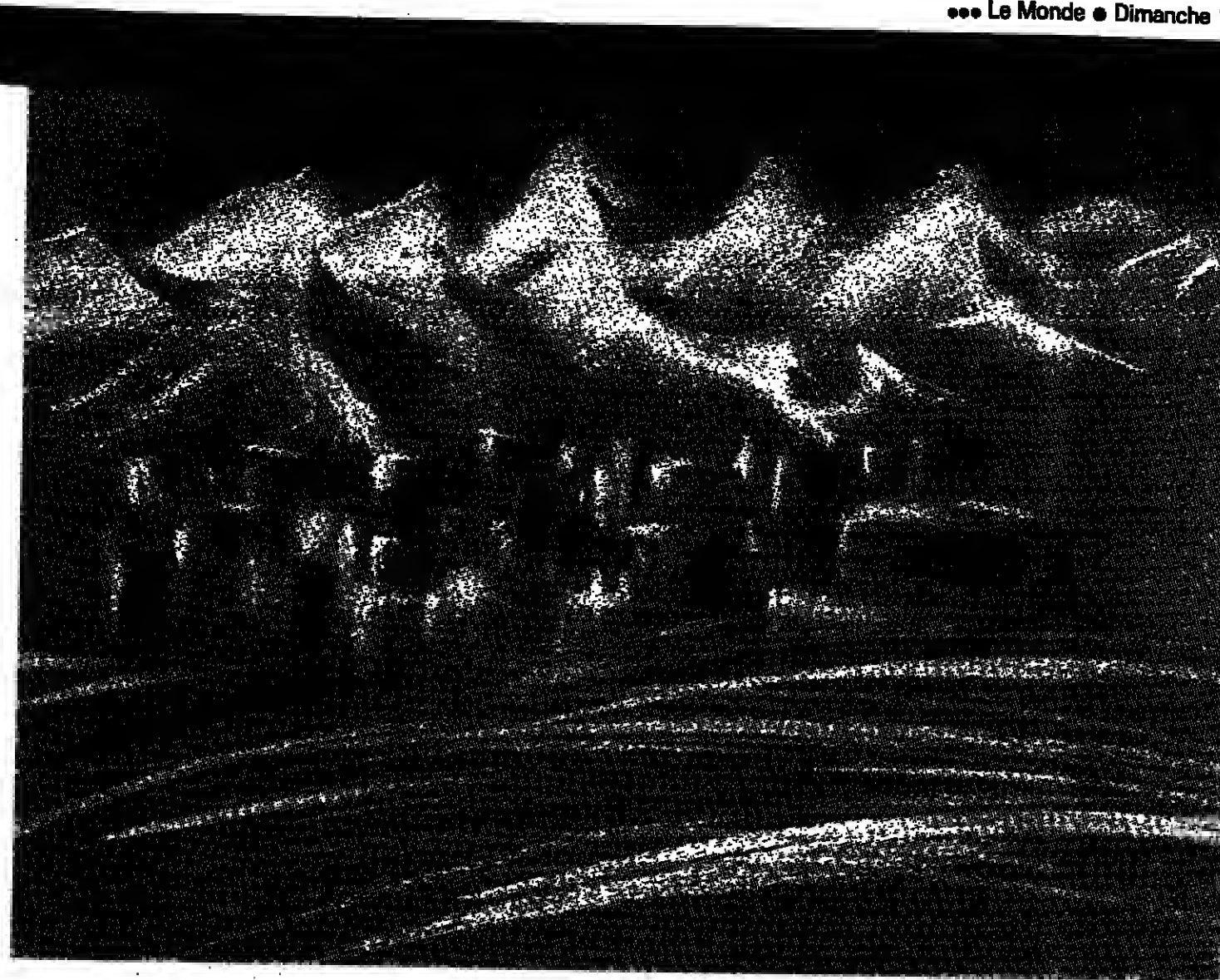
Avec l'aide
du 1% logement,
Cocitra-Dauphiné
apporte les solutions
d'habitat les plus
universelles
et les plus
innovatrices
à tous les salariés
des entreprises
affiliées.
C'est la condition
et le parti-pris
du bonheur
dans la ville.

Photo :
extraît du reportage de
Jean-Pierre Ferrero
pour Cocitra.
"Le bonheur dans
la ville", sept. oct. 90.



Votre contact pour tous renseignements : Jean-François Martin
Cocitra - 3, rue Bayle Staudhal - 38000 GRENOBLE
TN 76 51 88 88 - FAX : 76 51 07 14

هنا من الأصل



GRENOBLE TECHNOPOLE ICI VOUS POUVEZ

ENTREPRENDRE

En Rhône-Alpes, deuxième région économique de France, à 50 mn de l'aéroport international de Lyon-Satolas, à 1 h 30 de Genève-Cointrin, l'agglomération de Grenoble est depuis toujours à l'avant-garde des révolutions industrielles. Dans ce domaine, elle bénéficie d'une solide tradition, notamment dans l'hydraulique, l'électricité et le travail des métaux. Au cours de son histoire, elle a démontré une rare capacité d'innovation et d'adaptation par la présence d'une main-d'œuvre fortement qualifiée et l'apport permanent des technologies de pointe. Autant d'atouts qui font qu'entreprendre : ici, vous pouvez.

FORMER, RECRUTER

Sur le territoire de plus de 40 communes, la grande agglomération de Grenoble abrite 3,5 % des habitants européens, produit 7 % des écus, accueille 17 % des chercheurs et forme 31 % des ingénieurs européens. Plus de 8 000 chercheurs publics et privés font de la Technopole de Grenoble la première concentration de recherche française après la région parisienne. Ses 8 grandes écoles et ses 4 universités délivrent chaque année plus de 800 diplômes d'ingénieurs et près de 700 doctorats. 40 000 étudiants, dont 5 500 étrangers venant de 150 pays, lui valent d'être l'un des 3 pôles universitaires en France ayant obtenu le label européen. A cet égard, elle vient de remporter le ruban bleu français du plus important montant de bourses Erasmus allouées par étudiant. Recruter les hommes d'un haut niveau de formation dont vous avez besoin : ici, vous pouvez.

INNOVER

L'agglomération de Grenoble mérite plus que toute autre le nom de Technopole. Elle dispose d'un remarquable potentiel de recherche et développement, notamment dans les principaux pôles d'excellence que constituent les secteurs électronique, micro-électronique, informatique, mathématique, physique, magnétique, nucléaire, matériaux et biotechnologique. Sa jeunesse — 48 % de la population a moins de 30 ans — et son dynamisme industriel reconnu en font un véritable laboratoire naturel de fertilisation croisée qui réussit une symbiose parfaite entre Université, Recherche et Industrie. Trouver les moyens d'innover : ici, vous pouvez.

VIVRE EN PLEIN EQUILIBRE

L'environnement et le cadre de vie sont exceptionnels. A moins d'une heure de route, 35 stations de sports d'hiver, 14 golfs et 100 lacs et plans d'eau, 400 000 hectares d'espaces naturels protégés en parcs nationaux vous attendent. Vivre intensément : ici, vous pouvez. Votre entreprise peut venir rejoindre les forces des 20 000 personnes engagées dans le défi des hautes technologies. Plus de 40 parcs technologiques, zones d'activité et parcs tertiaires constituent une offre extrêmement diversifiée d'espaces d'entreprise disponibles. Vous êtes assurés d'y trouver la gamme la plus complète d'équipements et de services que vous êtes en droit d'exiger.

Le Conseil général de l'Isère s'est doté d'un outil de coordination de tous les opérateurs économiques du département. Grenoble Isère Développement est votre partenaire privilégié. Quel que soit votre projet économique, nous sommes à votre disposition pour vous informer et vous accueillir.

INVENTER EUROPOLE

Grenoble invente Europole pour affirmer son ambition dans la compétition européenne, dynamiser la compétitivité et la technologie des entreprises. Après avoir initié, dans les années 70, le concept de Technopole avec la ZIRST de Meylan, la Grande Agglomération de Grenoble crée, en son centre exact, l'opération phare qui lui manquait.

De cette volonté naît un concept novateur, catalyseur de toutes les énergies et qualités de la technopole, synthèse de l'ensemble des facteurs-clés de réussite.

— 14 ha au cœur de la ville, en prolongement du fameux polygone scientifique, raccordés à la gare SNCF (TGV), au tramway et bientôt aux autoroutes de Lyon, Marseille et Chambéry-Genève.

— Plus d'un quart de million de mètres carrés dédiés au Tertiaire supérieur, plus de 7 000 emplois à terme, Europole Grenoble a peu d'équivalent en France et en Europe.

Sur le site, seront réunis des outils d'échange et de savoir-faire très performants : Recherche, Production, Tertiaire d'accompagnement, Formation comme l'Ecole supérieure de commerce de Grenoble, Services comme le World Trade Center, le Centre international du tertiaire ou le MART de Grenoble.

Ce parc d'activités tertiaires supérieures, dont la force tient à l'intégration au cœur même de la ville et à la qualité de la conception urbanistique et architecturale, contribuera à assurer le rayonnement international de la technologie Grenoble-Isère.



EUROPOLE
GRENOBLE
SEM GRENOBLE 2000

Delcroix/asp3

GRENOBLE ISÈRE DÉVELOPPEMENT

**GRENOBLE
ISÈRE**
ICI VOUS POUVEZ

Conseil Général de l'Isère

DIRECTION DE LA PROMOTION : 1, place Firmin-Gautier
38028 Grenoble cedex - Tél. (33) 76 70 97 02 - Fax : 76 48 07 03

DIRECTION DE LA PROMOTION : 1, place Firmin-Gautier,
38000 Grenoble - Tél. (33) 76 48 48 09 / 76 21 50 99 - Fax : 76 70 03 84

GRENOBLE TECHNOPOLE

La vocation mondiale de Merlin Gerin

M. Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider, précise la stratégie de la société grenobloise et celle du groupe qu'il dirige

Première entreprise de la technopole grenobloise, spécialisée dans la maîtrise de l'énergie électrique, Merlin Gerin emploie 8 000 personnes sur son site isérois. Berceau de cette société créée en 1920 par des entrepreneurs locaux, Grenoble a réuni, pendant de nombreuses années, la majorité des effectifs de cette entreprise. Elle a connu, à partir de 1980, sous la présidence de M. Jean Vaujany, une croissance exceptionnellement forte. En 1980, son chiffre d'affaires était de 3 milliards de francs. Il approche, dix ans plus tard, les 18 milliards de francs. Les effectifs de la société en France et à l'étranger s'élèvent à 31 000 personnes.

En juin 1989, M. Didier Pineau-Valencienne, « patron » du groupe Schneider, qui venait de réussir son « OPA » sur la Télé-mécanique, devenait PDG de cette entreprise, mais également de Merlin Gerin. Il entend désormais asseoir, autour de l'électricité et de ses métiers, aussi bien Merlin Gerin et la Télé-mécanique que Jeumont-Schneider-Industrie et Spie-Batignolles.

« La société Merlin Gerin est-elle en passe de devenir le fleuron du groupe Schneider ? »

« Quand je suis arrivé, le 1^{er} janvier 1981, à la tête du groupe Schneider, celui-ci était un conglomérat, qui avait des participations dans de très nombreuses sociétés n'exerçant pas le même métier. Celles-ci couvraient un large espace, allant notamment de la mer à la montagne, avec des chantiers navals, une usine de skis (Dynamic) et une autre de vêtements de sports d'hiver (Fusilap), en passant par la sidérurgie, l'électricité, la mécanique. Toutes ces activités n'avaient rien à voir entre elles et elles n'étaient pas « gérées ». Elles avaient d'ailleurs toutes une totale indépendance.

« Lorsque nous avons fait le choix de sortir de ce conglomérat pour devenir un groupe industriel, je me suis rendu compte que l'on pouvait bâtir un leadership mondial dans le domaine de la mécanique et dans celui de l'électricité. Les événements ont fait que nous n'avons pas pu réaliser nos vœux dans le premier secteur. Je le regrette.

Nous avons donc engagé toutes nos forces dans le second, les équipements électriques basse tension,



M. Didier Pineau-Valencienne : « Il y a un très grand danger dans notre pays de vouloir tout concentrer sur Paris. (...) Grenoble restera le cœur de notre société. »

moyenne tension et haute tension, ainsi que dans celui de l'installation électrique. » Dès lors, aucun bouton de guêpe n'a manqué à nos sociétés. Nous avons vu tout ce qui n'était pas essentiel à l'industrie, notamment nos immeubles. Nous avons pu procéder, chez Merlin Gerin, à des augmentations de capital et nous avons permis à cette société de réaliser les acquisitions internationales nécessaires à son développement. Depuis 1983, nous avons bâti une toile d'araignée dans toute l'Europe grâce à des rachats d'entreprises, qui vont se poursuivre en Europe de l'Est. Par ailleurs, nous avons lancé des têtes de pont en Asie du Sud-Est en construisant notamment une usine en Indonésie et en nous implantant à Hongkong et à Singapour. Cette croissance externe nous a conduits aussi en Amérique du Nord où nous avons racheté, notamment, Federal Pioneer, 2 500 personnes.

leader au Canada dans les domaines de la distribution électrique et des transformateurs. Tout cela a permis à Merlin Gerin de connaître, ce 3^e trimestre, une croissance annuelle de l'ordre de 20 %.

« Le développement actuel de Merlin Gerin ne risque-t-il pas de transformer profondément les relations qu'entretiennent depuis plusieurs dizaines d'années cette société avec Grenoble ? »

« Il y a un très grand danger dans notre pays de vouloir tout concentrer sur Paris. C'est un facteur de baisse des coûts. Les choses ont beaucoup évolué ces dernières années en France. Notre pays s'est décolonisé, grâce notamment à l'amélioration des moyens de communication. Le réseau téléphonique et le TGV sont les deux exemples les plus marquants. Aussi Merlin Gerin peut parfaitement, à partir de Grenoble, tenir son rang de grande entreprise à vocation mondiale. Cette ville restera le cœur de notre société. Enfin, l'environnement scientifique et universitaire constitue un atout important que nous devons largement prendre en compte.

« Précisément, en raison de cet environnement, pensez-vous que vos usines grenobloises seront davantage orientées vers la recherche et le développement que vers la production de matériel électrique ? »

« Les choses vont en effet changer. Toute la partie conception et recherche va naturellement demeurer ici. Nous avons eu le souci, depuis plusieurs années, de répartir en France et à l'étranger les productions. Loin d'enlever du travail à la région grenobloise, cela lui a, bien au contraire, permis de consolider une main-d'œuvre qualifiée et de qualité.

« Il y a dix ans, le prix de la main-d'œuvre entrait pour 40 % dans le coût de nos produits. Demain, la part de la main-d'œuvre sans qualification sera de quelques pour cent. Aussi les entreprises n'auront plus besoin de se délocaliser dans des pays à main-d'œuvre peu coûteuse. Pour cela, nous devons créer des usines où la productivité sera remarquable. Les systèmes de production vont considérablement évoluer. Au lieu d'avoir de nombreuses petites usines dispersées dans le monde, Merlin Gerin aura deux ou trois « usines cœur de gamme » pour fabriquer ses produits de base. D'autres usines plus petites feront de la sous-traitance. Enfin, il y aura une troisième catégorie d'établissements qui seront des « entrepôts logistiques », dont la mission sera d'adapter nos produits aux besoins locaux.

« Sans la présence financière de Schneider aux côtés de Mer-

lin Gerin, cette dernière aurait-elle pu connaître un tel développement ? »

« Naturellement non. Je vous donne un exemple. Il y a dix ans, Merlin Gerin était, en taille, la moitié de la Télé-mécanique. Jus- qu'en 1988, Télé-mécanique est restée seule. En 1991, Merlin Gerin sera deux fois plus grosse. Son développement a été rendu possible grâce à sa capacité de propositions d'acquisitions, qui a été en permanence soutenue par Schneider.

« Pour la première fois dans l'histoire de Merlin Gerin, son PDG n'est pas issu de Grenoble. Cela n'a-t-il entraîné une perte d'autonomie de l'entreprise ? »

« Il y a souvent confusion entre autonomie et décentralisation. Je suis pour la décentralisation mais, dans un groupe, il ne peut y avoir autonomie. On appartient au même ensemble. Aussi les décisions stratégiques et financières sont prises au niveau de Schneider. Mais la réalisation financière, comme l'exécution stratégique, se font au niveau de l'entreprise. Il s'agit d'un pouvoir partagé qui doit permettre à Merlin Gerin comme aux autres sociétés du groupe de jouer un rôle mondial. Par ailleurs, le groupe Schneider doit permettre le développement des synergies entre les sociétés qui le composent. Sur ce plan, les choses se sont considérablement améliorées, notamment dans le domaine de la recherche et du développement. Ces nouvelles relations de travail ont permis d'importantes économies à la Télé-mécanique comme chez Merlin Gerin. Il y a, en outre, entre elles de réelles complémentarités internationales.

« La participation de Schneider dans le capital de Merlin Gerin va-t-elle augmenter ? »

« En 1981, nous contrôlions 35 % du capital, aujourd'hui nous en sommes à 64 %. Plus nous irons vers la constitution d'un groupe intégré, plus nous devons augmenter nos participations dans nos sociétés industrielles. Actuellement, nous disposons de 100 % du capital de Jeumont-Schneider et presque 100 % de celui de la Télé-mécanique. Il est tout à fait envisageable qu'un jour le groupe Schneider possède 100 % de toutes ses filiales. C'est une évolution naturelle.

« Au sein de votre groupe, essentiellement tourné vers l'électricité, la présence de Spie-Batignolles, et de ses activités liées au tourisme, est-elle compatible avec votre stratégie ? »

« Il ne faut pas être monolithique. Avoir deux métiers n'est pas anormal. Ainsi General-Electric comme Siemens développent d'autres activités. Beaucoup de gens voient en Spie-Batignolles un constructeur comme Dumez. L'activité installation électrique et génie industriel de Spie, qui met en œuvre l'ensemble des productions de Merlin Gerin, la Télé-mécanique et Jeumont-Schneider Industrie, représente 75 % de l'activité de Spie-Batignolles. Le reste est assuré par l'activité loisirs, par la construction et les grands travaux. Spie-Batignolles fait partie intégrante du groupe. Cette société doit être un vecteur de développement de notre activité de production de matériel électrique.

« Quelles sont, aujourd'hui, les ambitions du groupe que vous dirigez ? »

« Nous souhaitons occuper la première place mondiale dans nos secteurs d'activité. Mais les garanties qu'exigent à l'heure actuelle les banquiers français et étrangers sont telles que Merlin Gerin ou les autres sociétés du groupe, sur leurs seules ressources, ne seraient pas en mesure de financer les projets. Mais je m'interroge. Le groupe Schneider est-il suffisamment gros pour répondre aux demandes de fonds dont nous aurons besoin demain ? Notre chance est d'être aujourd'hui dépendants de l'opération Télé-mécanique.

« Mais si nous voulons vraiment devenir un groupe mondial par une croissance interne et externe forte au cours des dix prochaines années, il faudra probablement mobiliser 20 milliards de francs, c'est-à-dire une fois et demie notre capitalisation boursière actuelle. Ce sont des enjeux qui sont à la portée d'ensembles dont je ne suis pas certain que Schneider ait la taille. Des regroupements avec d'autres sociétés peuvent être nécessaires. Ce qui s'est passé entre Dumez et la Lyonnaise des eaux est exemplaire. Je n'exclus absolument pas de rechercher, un jour, pour cette maison, des complémentarités qui assureraient davantage encore la pérennité de Schneider. Je n'ai qu'une idée en tête, le destin et le succès mondial des activités que nous avons choisies, et disposer de toutes les structures nécessaires pour cela. »

Propos recueillis par CLAUDE FRANCHILLON

Les ressources humaines d'abord

A Eybens, la zone industrielle Human tech veut privilégier l'innovation sociale

D'ÉVENIR un Eden industriel ou, plus modestement, un laboratoire d'innovation sociale : telle est l'ambition du parc d'activités des Ruines, cher à M. Marc Baletto, maire socialiste d'Eybens, dans la banlieue sud de Grenoble. Selon le projet Human Tech, une convention originale a été conclue avec le département de l'Isère et le conseil régional, via l'agence Aravis qui en dépend (1). Malgré un budget annuel modeste (420 000 francs), les signataires s'engagent à donner aux entreprises candidates à une implantation sur cette zone industrielle, « les meilleures chances de réussir leur création ou leur transfert ».

Cela passe par le conseil en organisation des postes de travail, l'adaptation des compétences, la gestion prévisionnelle de l'emploi, en un mot la valorisation des ressources humaines. Ce thème est aussi celui de l'un des groupes de travail de l'association départementale Tétrapole, « portée » par le conseiller scientifique de M. Alain Carignon, M. Pierre Corbet, qui fut responsable du Centre d'études analytiques de Grenoble et « numéro deux » de Rossignol. M. Corbet ne cesse de plaider pour une « approche globale des problèmes », à laquelle il attribue les succès grenoblois dans la liaison recherche-industrie et dans l'aménagement des relations entre le campus et la ville. A propos du projet d'Eybens, « je ne peux qu'être d'accord », déclare donc M. Corbet, bien que le conseil général de l'Isère et la mairie d'Eybens ne soient pas du même bord politique.

La recherche d'un équilibre économique

Les entreprises nouvelles venues aux Ruines devront adhérer à une « charte » sur leur manière interne de traiter les questions de travail, comme sur leur participation à des réflexions inter-entreprises. Les actions concertées d'accompagnement faciliteront l'accès à des aides publiques. Quelques sociétés sont déjà présentes sur le site, avant même que toutes les ambitions ne soient définies. M. Serge Masson, de la société d'ingénierie Icone (40 salariés) admet que le projet Human Tech n'a pas été sa motivation première dans l'installation à Eybens. Mais, pour M. Bernard Charvet, dirigeant de deux sociétés de plastiques techniques, regroupant une cinquantaine de salariés, sans syndicat ni délégués du personnel élus, le parti urbanistique de la zone permettait déjà d'avancer, comme il le souhaitait, vers « l'harmonie du lieu de travail, avec de l'espace, du volume, de la clarté ». Ces deux gestionnaires estiment qu'Aravis jouera envers eux un rôle déterminant dans les prochains mois, comme à l'égard de la balbutiante « Cité du maillage », fondée voici peu par la délégation Dauphiné-Savoie de l'Association française des cercles de qualité (AFCEQ).

Le maire d'Eybens, M. Marc Baletto, professeur de philosophie de son état, souligne qu'il poursuit des ambitions économiques : il s'agit d'équilibrer le développement de sa ville - 8 000 habitants, 5 000 emplois - dans laquelle le constructeur américain d'ordinateurs Hewlett-Packard pèse lourd (1 800 salariés). La zone des Ruines est un bon moyen d'obtenir que ce modèle de relations sociales et de « citoyenneté d'entreprise »

ait une descendance locale. « La haute technologie, tout le monde la recherche », dit M. Baletto. Sa commune souhaite simplement attirer des entreprises de production bien considérées dans leur profession, quelle qu'elle soit, pour leur niveau technique. Il a bon espoir de faire le plein, car le site est « attractif. Certains jugent qu'on en fait un peu trop », plaisante-t-il, mais il jure qu'il s'est gardé des effets d'annonce claironnants.

Le sort en est jeté : l'agence Aravis trouvera à Eybens son premier champ d'expérience géographique. Un Comité d'agencement sera formé d'élus, de représentants d'entreprises, de la société d'économie mixte du département, de la chambre de commerce et d'industrie et de la « boutique de gestion » de Grenoble. Sa faiblesse sera sans doute de ne pas comprendre de représentants des salariés. Au total, le projet devrait devenir un atout formidable pour la notoriété de la commune, comme le fut la ZIRST à l'égard de Meylan.

Justement, sans forcer le trait, on pourrait considérer la zone d'innovation, de recherche scientifique et technique de Meylan (ZIRST), succès économique incontestable, comme une sorte d'ami-moindre des volontés exprimées, à Eybens, M. Paul Auguste, permanent de l'union départementale CFDT, chargé de la ZIRST, est devenu « un élu du patronat ». Par exemple, il n'a jamais eu de réponse à un courrier conciliant, adressé aux employeurs, après des constats de carence dressés lors d'élections professionnelles. A un projet comme celui d'Eybens, il proposerait volontiers du « grain à moudre » : négociation sur les heures de délégation et les carrières des militants, mutualisation des charges entre les entreprises, pour la désignation de délégués de sites, et une vision moderne du syndicalisme. Quant à lui, M. Xavier Charvillat, adjoint (PS) chargé des questions économiques, se montre serein sur les risques inhérents à Human tech. Il a mesuré que la commune pourrait être appelée, un jour, à jouer un rôle - forcément dédiant - dans un conflit social, en raison de son implication actuelle dans le projet. Il en accepte l'idée, convaincu que « ce rôle serait plus difficile à tenir encore, s'il méconnaissait des aujourd'hui les partenaires sociaux ».

GÉRARD BUÉTAS

(1) Financée à parité par l'Etat et le conseil régional Rhône-Alpes, l'Agence régionale pour la valorisation de l'innovation sociale et des conditions de travail dans l'entreprise (Aravis) dispose d'un budget annuel de quatre millions de francs et d'une équipe permanente de cinq personnes. Elle intervient dans les entreprises pour de courts diagnostics. Elle teste de recenser les compétences des cabinets de conseil. Elle souhaite avoir une fonction d'appui technique aux collectivités locales. La création de l'agence Aravis avait été suggérée dans un rapport de prospective d'une commission régionale animée par Jean Carrière, ancien président de la Lyonnaise de banque, aujourd'hui décédé. L'assemblée constitutive d'Aravis a eu lieu le 5 février 1990. L'Union patronale Rhône-Alpes et tous les syndicats représentatifs des salariés en sont membres, mais la CGT a préféré ne pas occuper de poste de responsabilité.

La ZIRST, république des industriels

Suite de la page 13.

Quant aux chefs d'entreprise, ils cultivent abondamment ces relations de bon voisinage pour, affirme Gérard Dulac, ancien « patron » de la société APTOR, « échanger nos connaissances managériales tout en protégeant notre propre business ». « Lorsqu'un jour j'ai rencontré de graves difficultés, une quinzaine de chefs d'entreprise de la ZIRST se sont mobilisés aussitôt pour essayer de me tirer d'affaire. Ils se sont réunis toute une nuit dans mon bureau pour travailler au sauvetage de ma boîte », raconte le dirigeant d'une PME aujourd'hui remise sur ses rails.

Le pari qui consistait à créer, au cœur de l'agglomération grenobloise et au contact de son industrie et de ses laboratoires publics et privés, une zone industrielle capable de féconder des projets indus-

triels originaux paraît gagné. La ZIRST bénéficie d'une image tout à fait remarquable. « On la visite presque comme un musée », commente la directrice de PROZIST. Pour Michel Bernardy de Sigoyer et Pierre Boissonier, deux chercheurs au CNRS, auteurs d'un livre sur la technopole grenobloise (3), la ZIRST est bien « l'annonce d'un territoire industriel de type nouveau largement ouvert aux mutations des techniques modernes avec une prépondérance pour les industries du savoir, du logiciel, de la création intellectuelle dans tous les sens du terme, industries compétitives du XXI^e siècle ».

C. F.

(3) Grains de technopole, de Michel Bernardy de Sigoyer et Pierre Boissonier. Presses universitaires de Grenoble.

EN VENTE UNIQUEMENT DANS LA REGION RHÔNE-ALPES

Le Monde ÉDITION RHÔNE-ALPES

office rhône-alpes du livre

présentent

"ÉCRIVAINS EN RHÔNE-ALPES"

Le guide de référence pour découvrir la richesse et la diversité de la littérature rhône-alpine :

- Le dictionnaire des écrivains : romanciers, poètes, auteurs dramatiques. Avec des textes de présentation écrits par André Clavel, Jean-Jacques Lerrant, Bernadette Bost... Portraits, entretiens, critiques de la rédaction du « Monde des Livres » et de nombreux extraits d'œuvres.
- Le dictionnaire des collections et des revues littéraires éditées dans la région.
- Les prix littéraires et les aides à la création régionale.

88 pages, 50 F.

(*) Association loi de 1901 pour la promotion de la lecture, des éditeurs et des écrivains de Rhône-Alpes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هذا من الأصل

GRENOBLE TECHNOPOLE

Ramener la nature dans la ville

Plan « vert », tramway, traversée souterraine du centre... L'écologie est au cœur des préoccupations municipales

De retour dans sa ville après deux années passées à la tête du ministère de l'environnement, M. Alain Carignon allait-il, sur son propre terrain, mettre en application les grands principes écologiques qu'il avait soutenus, entre 1986 et 1988, au sein du gouvernement de Jacques Chirac ? Aujourd'hui les Français vivent essentiellement en milieu urbain, souligne le maire de Grenoble (en congé du RPR depuis un an). Il faut donc organiser nos cités autour de la notion d'environnement et s'efforcer de ramener la nature dans les villes.

Inscrite dans un cadre superbe de montagnes qui dépassent parfois 3 000 mètres, Grenoble bénéficie d'un cadre exceptionnel. Mais celui-ci peut être à l'origine d'importantes nuisances. La « cuvette » grenobloise, qui « culmine » à 200 mètres d'altitude, souffre en effet de sa situation géographique. Parfois un « couvercle » d'air chaud retient prisonnière la pollution. Quelques jours par an, Grenoble étouffe sous la crasse en suspension dans l'atmosphère, que le vent a du mal à dissiper. Pour protéger son air, la ville fut la première de France à recourir, il y a deux ans, pour ses propres automobiles à essence à un carburant sans plomb et au gazole à basse teneur en soufre pour tous ses véhicules Diesel. Mais c'est surtout l'installation de 14 kilomètres de lignes de tramway qui, d'ores et déjà, a permis une diminution importante des émissions de polluants. A elle seule, la nouvelle ligne qui relie le centre-ville au campus universitaire, mise en service le 26 novembre 1990, permettra, selon l'Association pour la protection contre la pollution atmosphérique de l'agglomération grenobloise (ASPPAG), « une diminution des rejets de 3,9 tonnes de soufre et 11,7 tonnes d'acide sulfurique par an, soit 36 % de pollution en moins dans l'air ».

L'ASPPAG, partout où elle le peut, intensifie la lutte contre la pollution atmosphérique. Ainsi les grandes entreprises industrielles

comme les usines destinées au chauffage urbain sont incitées à substituer le gaz aux produits soufrés et à s'équiper des procédés de dépollution les plus modernes.

Le tramway, inauguré en 1987, est unanimement considéré comme une réussite technologique, commerciale et écologique. Si la gauche estime avoir eu, sous la municipalité d'Hubert Dubedout (PS), la paternité du projet, la droite républicaine, haut et fort, les réalisations qui ont accompagné sa construction. Le « tram » a permis d'embellir et de redynamiser un ensemble de rues et de quartiers, jusqu'alors traversés par une noria de bus dégageant d'épaisses et nauséabondes fumées, qui les rendaient invivables. Les Grenoblois ont, depuis la mise en service du tramway, réappris à marcher et à parcourir un espace urbain en partie reconquis.

Eradiquer le bruit et la pollution

M. Alain Carignon veut aller plus loin. Depuis dix-huit mois, les services techniques de la ville, en collaboration avec l'entreprise Bonygues, projettent de creuser sous l'hypercentre de la cité dauphinoise un tunnel de 1,5 kilomètre. L'ouvrage aurait une double vocation : assurer le transit – payant – des automobiles pressées de traverser Grenoble pour gagner les autoroutes qui convergent vers la capitale des Alpes, et alimenter grâce à ce « tube » une série de parkings enterrés sous la ville. Le maire imagine ainsi un centre-ville privé d'automobiles en surface. « Il s'agit d'un projet qui s'inscrit aux antipodes de la réflexion menée dans les grandes agglomérations, qui font circuler sous terre les transports en commun et qui privilégient la circulation automobile en surface ».

Le débat divise la population. Certains redoutent les changements considérables d'habitudes que leur imposera un tel projet. La reconquête de nombreux hectares de voirie est séduisante ; elle se traduira concrètement par un développement fondroyant des



Le campus universitaire de Grenoble : un cadre de montagnes exceptionnel.

espaces piétonniers et l'émergence de larges « couloirs verts » se développant sur les ruines de la civilisation automobile. « Nous éradiquerons, avant l'an 2000, le bruit et la pollution. La campagne va revenir dans le centre de notre ville. Grenoble sera la première cité européenne à avoir imaginé différemment son espace urbain », s'exalte déjà son maire.

Les opposants au « tube » – comme le conseiller municipal écologiste de Grenoble, M. Raymond Avrier, ou le président de la puissante Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), M. Pierre Planès – estiment que le projet « accepte comme une fatalité la croissance infinie de l'automobile dans les villes » (malgré la mise en service du tramway, le trafic

automobile augmente annuellement de 3 %). Ils font observer que le projet de tunnel n'est viable économiquement que s'il génère un accroissement important de la circulation en direction du centre-ville, qui sera alors absorbée aux deux extrémités du « tube ». Mais les spécialistes des ouvrages souterrains reconnaissent que le retraitement des gaz d'échappement n'est pas, à l'heure actuelle, techniquement possible, en raison des contraintes très fortes de la ventilation nécessaire à l'intérieur du tunnel (1).

Aucune amélioration de la qualité de l'air n'est donc à attendre de la galerie souterraine, dont le coût, avec ses parkings, est estimé à 2,5 milliards de francs. En outre, si le « tube » transforme les condi-

tions de vie dans l'hypercentre, en réduisant le bruit et en libérant de vastes espaces, il risque de dégrader la situation des quartiers périphériques. Le tunnel routier sous Grenoble créera une ville à deux vitesses, prévoient déjà ses adversaires.

Un nouveau référendum

M. Alain Carignon répète qu'il n'entend pas rejeter l'automobile hors de la ville, mais, dit-il, « je rêve d'une cité où la voiture individuelle aura une place différente, où l'on pourra aisément accéder au centre de la cité en s'enfonçant sous terre ». Après des études qui devraient encore durer plusieurs mois et une large concertation avec

les associations et les unions de quartier, le maire de Grenoble consultera la population par référendum (2).

Au mois de juin 1989, le conseil municipal a adopté un « plan pour l'environnement » destiné à faire de Grenoble une ville pilote en matière de protection de la nature et la qualité de la vie. Il doit mobiliser annuellement 10 millions de francs environ. « L'objectif d'Alain Carignon est de séduire et de jouer avec les apparences, constate son adversaire socialiste, M. Michel Destot. Dix-huit mois après le vote du « plan vert », seulement 10 % des mesures ont été appliquées. » Dans une ville où l'électorat écologiste pèse traditionnellement lourd, la liste Ecologie-alternative et auto-gestion a réuni 8,5 % des suffrages aux élections municipales de mars 1989. Elle endigua ainsi partiellement l'« offensive verte » du « tétart » constitué alors par l'ancien ministre de l'environnement de M. Jacques Chirac, M. Alain Carignon, et l'ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs de M. Laurent Fabius, M. Haronn Tazieff (divers gauches), présents dans la même équipe municipale. Ils entendaient ainsi affirmer, avec force, que, « pour Grenoble, la nature est avant tout [leur] partenaire ».

Mais le maire de Grenoble peut-il, vis-à-vis de son électorat et des forces sociales qui l'ont porté à l'hôtel de ville en 1983 puis reconduit en 1989, mener plus loin encore sa politique de « réversion » de sa cité ? Il faudra probablement de longs mois et un grand pouvoir de persuasion à Alain Carignon pour faire accepter aux Grenoblois cette nouvelle « révolution ».

C. F.

(1) 45 000 véhicules devaient traverser quotidiennement le tunnel. Aujourd'hui, l'axe qui parcourt la ville le long des boulevards Agutte-Senbat et Edmond-Réy n'en reçoit que 20 000.

(2) En 1983, les Grenoblois s'étaient prononcés en faveur du tramway lors d'un référendum. Avec 53 % des suffrages, le oui l'avait emporté. Le taux de participation avait été de 36,8 %.

Très solitaire, peu solidaire...

Grenoble continue d'enfler, sans que soient ordonnées les relations avec le département et la région

Si l'on en croit l'Histoire, celui qui parvint à Grenoble y trouva la consécration. C'est en tout cas le sentiment de Napoléon lorsque, le 7 mars 1815, au retour de l'île d'Elbe, il fait son entrée par la porte de Bonne : « Avant Grenoble, j'étais oisif, à Grenoble j'étais prince ». Près de deux siècles plus tard, pour beaucoup d'ingénieurs, chercheurs, professeurs, informaticiens et autres scientifiques, Grenoble représente plus que jamais le symbole de l'excellence et l'écrin où l'industrie, la science et la recherche forment un parfait ménage à trois.

Les habitants de la dixième agglomération de France aiment parler de la « région grenobloise », comme si Grenoble, au milieu du Y des trois vallées, émettait un rayonnement tel aux alentours que se dessinent une vraie région, un schéma hiérarchisé de villes, des relais, des « synergies », des circulations imbriquées et des pôles interdépendants. A vrai dire, le terme de « région » enferme à la fois une ambition légitime et une référence historique.

Comment une ville ne se voudrait-elle pas ambitieuse lorsqu'elle abrite sur son territoire des « gros calibres » comme Merlin Gerin, Cap Gemini, la direction mondiale de Hewlett-Packard pour sa branche PC, trente-huit mille étudiants, un institut national polytechnique de réputation européenne, la ville nouvelle de L'Isère d'Abeau en plein boom (que Lyon voudrait bien intégrer puisqu'elle touche sa banlieue et la valoriser). Au chapitre des succès, on signalera aussi que le numéro un français des sirops, Teisseire, a racheté il y a quelques jours son homologue hongrois Szabolcs Szot (35 % du marché de ce pays).

Référence aussi. En 1969 déjà, l'agence d'urbanisme publiait un « Livre blanc pour l'aménagement de Grenoble et sa région » intéressant cent une communes. Un document qui préconisait la création d'un vaste ensemble industriel et urbain autour de Voiron, à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest, qui décongestionnerait Grenoble, ainsi que l'installation de sites de médias d'une raffinerie de

pétrole complémentaire de celle de Feyzin.

L'histoire en a décidé autrement et la banlieue immédiate de Grenoble continue à enfler, tandis que, en dépit d'une dizaine de schémas de secteurs qui couvrent le département, l'urbanisation et les activités économiques prennent place un peu au petit bonheur la chance. Le préfet a dû, il y a quelques jours, s'opposer à la construction d'une perception et d'un établissement scolaire dans une commune car les édifices auraient été érigés de trop près d'une usine chimique. Dans le Grésivaudan notamment, entre Grenoble et Pontcharra, les pressions foncières sur un espace étroit et très sollicité exigent une vigilance rigoureuse.

« Il n'existe pas encore de schéma départemental d'aménagement du territoire », reconnaît Guy Névache, directeur de la société d'économie mixte Grenoble-Isère développement. Nous en préparons un, qui sera soumis au conseil général à l'automne 1991.

Comme la montre bien le récent livre *L'Isère à l'aube des années 90*, écrit sous la direction d'Henri Guibaud, le département s'articule autour de deux régions urbaines fortes : Grenoble et le Nord-Isère, c'est-à-dire le quart de cercle qui, de Vienne à Satolas, suit directement l'attraction de la métropole lyonnaise au même titre que le colono Saint-Etienne-Givors. Mais, en dehors de ces deux pôles, aucun élément « structurant » – comme disent les aménageurs – n'organise l'espace résiduel. Depuis qu'il préside le conseil général, le maire de Grenoble, toutefois, est conscient du dilemme. Faut-il, pour faire pièce à Lyon, renforcer encore Grenoble, qui attire juste la taille critique, ou « jouer » l'Isère, toute l'Isère ? Une Isère qui, par exemple, représente 24 % de l'ensemble des exportations de Rhône-Alpes ?

La réponse ne peut être que nuancée. Europe, derrière la gare flambant neuve, donnera à la ville le quartier d'affaires qui lui manque. Les vingt mille étudiants supplémentaires attendus d'ici à l'an 2000 devraient être localisés dans le tissu urbain actuel (alors que certains auraient préféré un

schéma multipolaire plus aéré couvrant un cercle de 30 à 50 km autour de Grenoble), parce qu'il faut, paraît-il, que les chercheurs et les industriels restent inséparables afin d'exploiter au mieux les « synergies ». A la rentrée 1993, Sup de Co ouvrira ses nouveaux locaux sur Europe avec mille étudiants au lieu de quatre-vingt-neuf quand la chambre de commerce créa l'école en 1984.

Trois secteurs géographiques font aujourd'hui l'objet de toute l'attention des milieux économiques et politiques. Au sud-ouest, entre Saint-Marcellin et Valence, Alain Carignon voudrait, avec le maire du chef-lieu de la Drôme, le socialiste Rodolphe Pesce, créer un pôle de développement appuyé à la fois sur le TGV, une nouvelle gare et sur le débouché de l'axe autoroutier Genève-Chambéry-Grenoble-le Rhône. Là pourrait être localisée à l'avenir une usine nucléaire de la deuxième génération.

« Le vieil Irredentisme dauphinois »

Au nord-est, à la lisière de la Savoie, la gare qui sera installée entre Montmélian et Pontcharra, non loin de la Maurienne et de la Tarentaise et sur l'axe TGV Lyon-Chambéry-Italie, constituera à coup sûr, et ce dès 1995, une plateforme à laquelle viendront se greffer des activités de haut niveau. Enfin, les quelque vingt mille hectares aujourd'hui agricoles de la plaine de la Bièvre, autour de l'aéroport de Saint-Genois, représentent un atout foncier appréciable dans une région Rhône-Alpes assez urbanisée et accidentée. C'est là que le conseil général nourrit l'ambition d'aménager une vaste zone d'industries liées à l'aéronautique, en appui et en relais de Satolas.

Grenoble, enfin, compte sur le futur des autoroutes sud vers Sisteron, inscrit in extremis en novembre dernier au schéma gouvernemental. Mais les difficultés du tracé à la sortie sud de Grenoble risquent de retarder les échéances, ce qui serait « tout à fait regrettable », estime le pré-

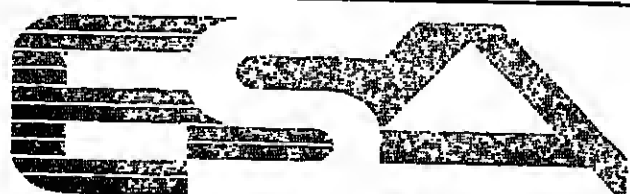
sident de la chambre de commerce, Christian Ganduc, « alors qu'il faut au contraire tout faire pour l'accélérer ».

Grenoble donne le sentiment de n'avoir pas besoin des autres villes. Avec Chambéry on Anancy, avec Genève, on est en présence d'une « ignorance mutuelle », alors que la géographie et l'économie – le nucléaire notamment (le CERN à Genève et le Synchrotron à Grenoble) – poussent à jeter des ponts. Chacune aux alentours, la notion de « réseau de villes » ne trouve à Grenoble aucune traduction concrète. Même la coupe par ce qui relève des conseils généraux de l'Isère et de la Savoie.

Alors que Saint-Etienne et Roanne ont compris que leur sort dépend d'une bonne relation avec Lyon, seule métropole avec Paris à tenir un rang européen de premier plan, Grenoble ne se résigne pas facilement à sortir de sa superbe. « C'est absurde », commente un professeur d'économie, « nous sommes pourtant Noir et Carignon sont du même bord et ils sont tous deux des orphelins du RPR... »

Dans un document préparé par le cabinet TEN et intitulé « Proposition pour un schéma régional Rhône-Alpes », six « groupements d'intérêt géographique » sont suggérés, dont trois intéressent directement Grenoble : la voie dauphinoise, c'est-à-dire le barreau Lyon-Grenoble, l'axe alpin d'Anancy à Grenoble, et l'espace sud – « porteur d'une dynamique vers la Méditerranée » – englobant le sud de l'Isère. Or, sur ces trois orientations, les responsables dauphinois ne font pas montre d'un intérêt débordant. La prospective territoriale à grande échelle suscite moins d'initiatives que le nucléaire, l'informatique ou l'imagerie biomédicale et scientifique. L'un des plus proches collaborateurs de Charles Millon, le président du conseil régional de Rhône-Alpes, résume d'une phrase ce « mal vivre » : « Le vieil Irredentisme dauphinois rejette les appels à un développement intégré de tout l'espace rhodanien, alors que Genève, elle, en a bien compris tout l'intérêt. »

FRANÇOIS GROSCHICHARD



ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES DE GRENOBLE. GROUPE IAE-IEC
L'ECOLE SUPERIEURE DES AFFAIRES
une grande école de gestion à l'université

2ème CYCLE

Magistère de Gestion des Entreprises
Maîtrise de Sciences de Gestion
Maîtrise de Sciences et Techniques Comptables et Financières

3ème CYCLE

● Sept DESS :
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)
Commerce International
Finance d'entreprises et des marchés
Gestion du Personnel
Gestion des Systèmes d'Information
Management de la Fonction Achat
Marketing "Le quant"

● Un programme doctoral en Sciences de Gestion : DEA, Thèse

FORMATION CONTINUE

● Quatre Dess
Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)
Finance d'entreprises et des marchés
Management de la fonction Achat
Marketing "Ciblés"

ESA (Université Grenoble II) - 1241, rue des Résidences
BP 47 X - 38040 GRENOBLE cedex - Tél. 76 82 59 27

Le Monde

HEURES LOCALES

Réseaux

PARTENARIAT, synergie, réseau, sont des mots fétiches du vocabulaire de l'aménagement du territoire. Comment en fait-il autrement au moment où la décentralisation propulse au premier rang les villes, départements et régions, tandis que l'Etat, de plus en plus impécunieux, se retourne systématiquement vers les collectivités pour financer des lycées, une déviation routière, un port ou un TGV, demain une école d'ingénieurs ou des universités?

La DATAR est donc nécessairement conduite à rechercher des idées chez ses « partenaires du terrain » et à s'appuyer sur eux dans la réalisation des équipements. D'où l'intérêt des procédures comme les contrats de plan ou les contrats de villes, à condition qu'un peu d'ordre soit mis dans ce qui apparaît ici ou là comme un empiètement, voire un désordre, de compétences et de financements.

Initiative heureuse

Au nombre des « réseaux » solides et inventifs, on en retient deux. L'un, récent, la CRIDEL, qu'anime Didier Minat et qui tisse des ramifications essentiellement dans le monde rural. L'autre (constitué sous forme d'association loi 1901), le CNERP, qui a une expérience de plus de trente ans d'aménagement du territoire, et qui fédère dix comités régionaux d'expansion et quatre-vingts comités locaux et départementaux. Sa qualité première est d'être « apolitique », puisque son président actuel est Maurice Ligot (UDF), à qui succédera bientôt, et sans heurt, le rocardien Jean-Pierre Balligand. L'aménagement n'est l'apparat (ou l'héritage) ni de la droite ni de la gauche.

Le CNERP vient d'ailleurs de prendre une initiative heureuse en signant avec le ministre du travail une « convention d'étude » afin de dresser un inventaire des initiatives prises sur le terrain en faveur de l'emploi et du développement local. Jean-Pierre Solisson en tirera éventuellement profit dans l'ébauche d'un nouveau « plan pour l'emploi », à l'automne prochain. Paradoxe ou anomalie : il n'existe pas, pour l'instant, de comité d'expansion dans l'Yonne...

F. Gr.

Le tramway français, freins bloqués

Après une amorce de retour, ce moyen de transport en commun fait du surplace. La population le boude et les élus trouvent le matériel trop cher

Le tramway français connaît bien des malheurs. Les Brestois ont décidé, en octobre dernier, par référendum qu'ils n'en voulaient pas à 80%. Le maire de Reims, Jean Falala (RPR), qui l'avait inscrit dans son programme, s'est vu voler devant l'hostilité des commerçants et des « beaux quartiers » et, depuis le 4 février, le tramway a été définitivement abandonné. A Lille, la Communauté urbaine a choisi, le 28 janvier, le matériel italien de Breda de préférence aux voitures de GEC-Alsthom et Strasbourg le cède du côté du tramway italien de Socimi. On est loin des succès de Grenoble et de Nantes et du grand retour du « tram » en France annoncé à grand renfort de trompes en 1976.

Cette année-là, Marcel Cavaillès, alors secrétaire d'Etat aux transports, avait demandé aux maires de neuf grandes villes d'étudier une réimplantation de ce mode de transport, délaissé peu à peu depuis la guerre. De commissions en appels d'offres, fut défini un « tramway français standard » dont la fabrication fut confiée, en 1981, à Alsthom. Laborieusement à Nantes, en 1985, plus harmonieusement à Grenoble, en 1987, le tramway fit son apparition dans les rues : un tramway confortable, moderne et silencieux qui mettait fin à l'image vieillotte du véhicule brinquebalant de l'avant-guerre. Les usagers plébiscèrent le nouveau venu : à Grenoble, le nombre de voyages en transport en commun par habitant et par an est passé, grâce à ces deux lignes, de 96 à 135 de 1986 à 1991.

Des prix « affreux »

Comment s'expliquent les difficultés rencontrées par les projets ébauchés ? Le premier accusé est GEC-Alsthom. Unaniment, les exploitants et les élus reprochent à l'industriel des prix très élevés (15 millions de francs pour un tramway à plancher bas intégral au lieu de 13 millions pour le matériel italien), et ils dénoncent son attitude très peu commerciale. « C'est avec beaucoup de condescendance que le spécialiste du TGV a accepté de nous faire ce tramway », explique l'un d'eux. Et avec un tel manque d'enthousiasme, un tel refus d'entendre nos demandes qu'on peut se demander s'il tient à le vendre ! C'est en train de changer, mais, jusqu'à présent, GEC-Alsthom nous disait : nous le construisons comme ça ; ce sera tel prix et nous irons voir qui de droit pour vous interdire d'acheter à l'étranger. Une attitude que Renault Véhicules Industriels, notre fournisseur de bus, a abandonné depuis dix ans.

GEC-Alsthom ne l'entend pas de cette oreille et fait valoir deux sortes d'arguments pour se décharger. « C'est Alsthom ? », le problème, en France, est de faire sortir les gens de leur voiture, répond Michel Olivier, adjoint au directeur général de la division Transport de la société. Pour lutter contre une automobile confortable où il y a la radio, il n'est pas possible d'utiliser les tramways allemands ou suisses. Il faut du plus haut de gamme pour séduire des Français qui ont perdu l'habitude de ce mode de transport. La qualité se paie. La formule du plancher coûte cher. Les villes donnent l'impression de vouloir du sur-mesure au prix du gré à porter ! Il est vrai que nos concurrents italiens sont moins chers que nous, mais j'avais fait chiffrer les projets par nos amis de Fiat : ils arrivaient aux mêmes prix que nous. Breda et Socimi ne se livrent pas à une concurrence très honnête en pratiquant des prix « affreux » pour obtenir un ticket d'entrée en France, alors qu'ils n'ont pas encore percé en Italie.

Très rigide, Alsthom ? « Nous voulions fabriquer quelque chose de vendable dans plusieurs villes », regrette M. Olivier, mais Grenoble n'a pas voulu le même modèle que Nantes et Strasbourg ne veut pas du modèle grenoblois. Avec l'aménagement du modèle nantais, nous en sommes à la quatrième mouture... Personne ne veut les portes au même endroit ni avec le même nombre de battants. Les prix ne sont pas



Idées viles... Sur ce point, Claude Gressier, directeur des transports terrestres au ministère de l'équipement, donnerait plutôt raison à l'industriel. Il a vainement tenté de réconcilier celui-ci avec les élus. « C'est la pagaille », se plaint-il. Chaque ville fait son petit Meccano dans son coin. Lille, Strasbourg, Rouen ont lancé un appel d'offres international. Je trouve un peu curieux de faire tester un tramway italien en France.

Plus inquiétant que la disparition d'une politique industrielle digne de ce nom en faveur du tramway, est le refus de certaines villes de se doter d'un mode de transport pourtant adapté à leurs finances et à leurs besoins. Comme on l'a dit plus haut, Brest et Reims n'ont pas concrétisé leurs projets et Rouen

tarde à prendre une décision. Jacques Auxiette, maire socialiste de La Roche-sur-Yon (Vendée) et président du groupement des autorités responsables des transports (GART), est d'autant plus à l'aise pour se prononcer sur le dossier tramway que son association comporte des élus de toutes les couleurs politiques. « Le problème de fond n'est pas un problème technique, dit-il. Lorsqu'on constate des difficultés, c'est que le pouvoir politique n'est pas persuadé de la nécessité de développer le transport collectif. Le fait que, le plus souvent, ce soit les adjoints qui assument la responsabilité de ce secteur n'arrange rien. Tant que les « grands » maires ne se seront pas sensibilisés aux transports en site propre, nous constaterons ces velléités et ces flottements ».

En fait, le tramway est le révélateur impitoyable d'une politique ou d'une absence de politique municipale. « Ce mode de transport est difficile à implanter dans une ville, car il oblige à faire un choix entre la voiture et les transports en commun », explique Joël Lebrun, directeur général de Transco, filiale transports de la Caisse des dépôts et consignations. Le tramway ne peut pas passer à la sauvette. Il exige une volonté forte de la part des élus et il est au service d'un urbanisme maîtrisé. A Grenoble comme à Nantes et à Strasbourg, le tramway n'a été le moyen de repenser le centre-ville. Les élus se sont investis dans ce projet. Ils sont allés chez les commerçants pour vaincre leur inévitable hostilité. Ils y ont cru. A Brest et à Reims, les maires ne se sont pas vraiment impliqués et ils ont laissé faire leurs techniciens. On connaît le résultat.

Les impondérables politiques

Quel est l'avenir du tramway, dans ce contexte ? A raison de 100 millions de francs du kilomètre, il conserve toute sa place entre le bus deux fois moins efficace et le VAL trois fois plus cher. M. Gressier, son tuteur naturel, déclare : « Je plaide pour le tramway, parce que, en occupant la voirie, il oblige à donner enfin une priorité aux transports en commun. Il est mieux respecté que le bus. De plus, il a une bien meilleure image de marque que celui-ci ». Les projets ne manquent pas : Issy-Debutec en région parisienne, Strasbourg, Rouen, Toulon, Montpellier, Le Mans, Tours, Caen, Orléans, Nice et même Lyon, dont le maire parle d'un tramway pour les Minguettes, sont sur la liste des dossiers subventionnables. Grenoble, Saint-Etienne, Nantes, Marseille, Lille travaillent à des prolongements de lignes ou à des rénovations de matériel.

Resteront les impondérables de la politique locale qui ont sévi à Reims, où l'on a assisté à un affrontement sur ce sujet entre un maire RPR et un premier adjoint UDF. Jean Lecanuet, maire UDF de Rouen, supporterait-il, par exemple, que le tramway circule sur son territoire soit porté au crédit d'un syndicat intercommunal présidé par le socialiste Laurent Fabius ?

ALAIN FAUJAS

Départements sous la charge sociale

Les conseils généraux ne veulent plus payer l'allocation compensatrice aux personnes âgées handicapées dépendantes

« **L'**ÉCART entre la solidarité nationale et départementale en matière de dépendance se creuse dangereusement en défaveur des départements. Certains peuvent faire face, d'autres, les plus pauvres, rencontrent des difficultés. Peut-on accepter cette injustice ? En manifestant son inquiétude, lors de la dernière assemblée générale des présidents de conseil général (APCG), M. Jacques Barrot, ancien ministre et président du conseil général de Haute-Loire, n'a fait qu'exprimer ce que pensent actuellement la plupart de ses collègues.

La décentralisation a octroyé aux départements des charges sociales dont ils ne cessent de découvrir la complexité et l'étendue. Les élus locaux se soucient aujourd'hui d'autant plus du financement de la prise en charge des personnes âgées dépendantes que les projections pour le moyen et le long terme laissent prévoir un vieillissement important de la population. D'ici à l'an 2000, il devrait y avoir plus de 4 millions de plus de quatre-vingt ans. Si la plupart continuait à avoir une vie autonome, il y a de fortes possibilités pour que 22 % des plus de quatre-vingt-cinq ans (proportion enregistrée actuellement) soient dépendants physiquement ou

mentalement. Par qui et comment cette dépendance devra-t-elle être prise en charge ? Des réflexions sont déjà engagées au niveau national par le gouvernement. L'APCG pense, quant à elle, vers la création d'une allocation de dépendance relevant de l'aide sociale selon les règles actuelles - adaptées éventuellement - versée soit à l'établissement, soit à la personne ». Cette allocation serait financée par un « fonds national de la dépendance, alimenté par l'Etat, les caisses, les départements. Et jouerait le rôle d'instrument de solidarité entre les départements ». Une chose est sûre pour M. Barrot et les autres présidents : l'allocation compensatrice devra être supprimée.

Une dépense considérable

Cette allocation a été créée en 1977 pour payer aux personnes handicapées dépendantes de plus de soixante ans une personne chargée de leur venir en aide. Avantagée pour les individus, elle grève lourdement certains budgets départementaux. Il ne s'agit pas d'une prestation, elle ne relève donc pas de la compétence des commissions nationales d'admission à l'aide sociale. Elle est fixée par la COTOREP, qui évalue le handicap, et s'impose au dépar-

tement. De plus, contrairement aux aides sociales, l'allocation compensatrice n'est pas liée à une obligation alimentaire (la collectivité ne peut donc pas se retourner vers la famille), et ne peut être récupérée ni sur la succession ni sur les hypothèques.

En mai 1990, une circulaire a rappelé aux conseils généraux que cette allocation doit également être versée aux personnes dépendantes séjournant dans des établissements de longue durée, et cela jusqu'au quarante-cinquième jour d'hébergement (au-delà, l'allocation est suspendue). Cette circulaire a provoqué un afflux de demandes de la part des familles, et, lors de leur assemblée générale, les présidents de conseils généraux ont souligné que « si cette forte demande se poursuit et se concrétise, les collectivités départementales se verront assumer une dépense annuelle complémentaire considérable ».

Ils suggèrent de ne plus verser cette allocation aux personnes hébergées en établissement, de redéfinir cette aide afin qu'elle soit effectivement utilisée pour la rémunération d'une tierce personne et qu'elle soit intégrée à part entière dans les prestations d'aide sociale.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Québec : la belle indépendance des communicateurs municipaux

Protégés par un statut de fonctionnaires, ils s'étonnent du manque de liberté de leurs collègues français

ANTIBES

de notre envoyé spécial

« **Q**UAND j'ai raconté aux participants de Communiqué en 1989 que, au Québec, un maire n'a le droit d'être que deux fois dans le bulletin municipal : une première au moment de son élection, une deuxième au moment de son départ, j'ai vu et je n'oublierai jamais les expressions médusées, sceptiques et quelquefois désapprobatoires des responsables français de la communication qui m'écoutaient. » Louis Dumas, directeur des communications de la ville de Québec, qui participait à la troisième édition de Communiqué, le Salon international de la communication des villes, qui s'est tenu du 20 au 23 janvier à Antibes, estime que les différences dans l'approche de la communication municipale, de part et d'autre de l'Atlantique, ne se sont pas estompées.

La règle énoncée par Louis Dumas n'est pas si rigide qu'elle empêche tout maire québécois de s'exprimer dans un bulletin municipal sur un problème précis au cours de son mandat. Mais il doit cependant veiller à maintenir son propos dans un cadre strictement technique : « Il m'est arrivé de biffer plusieurs paragraphes

dans un article proposé par le maire avant de le publier », raconte Jean Racicot, directeur des communications de la ville de Longueuil, 125 000 habitants. « Le maire s'exprime alors avec le point de vue d'un chef de parti. Au Québec, si un maire veut assurer la promotion de son action, rien ne l'empêche de se payer les services d'un attaché de presse ».

Expliquer les choix politiques

Les directeurs de la communication des municipalités du Québec tiennent leurs privilèges de leur statut. Alors que la plupart des directeurs français de la communication, souvent salariés d'associations paramunicipales, nommés par le maire, sont complètement liés à son avenir politique, leurs collègues québécois sont des fonctionnaires municipaux sous l'autorité du directeur général, l'homologue du secrétaire général de mairie en France. Leur mission est donc pérenne. Communication interne, organisations d'événements, production d'imprimés, relations avec les administrés sont, comme en France, leurs tâches habituelles.

S'y ajoute cependant une responsabilité qui nécessite leur complète neutralité par rapport aux élus : l'organisation de la consultation des administrés sur des projets d'urbanisme (plans de stationnement, circulation) ou de développement. Cette consultation, rendue obligatoire par le gouvernement du Québec, se doit d'être la plus objective possible. Cela n'empêche pas les services de la communication des municipalités de présenter les préférences des élus : « Nous ne faisons pas la promotion de leurs choix, nous les expliquons », précise Jean Boileau, président de l'Association des communicateurs municipaux du Québec (ACMQ), qui compte aujourd'hui plus de 150 adhérents.

L'action de l'ACMQ est largement appuyée par le ministère des affaires municipales du Québec. Le voyage en France de la délégation de l'ACMQ était pris en charge par la direction des communications de ce ministère, dont le directeur, Richard Thériault, était présent à Antibes.

Mais les représentants de la « belle province » n'étaient pas venus uniquement pour faire le leçon aux Français. Ils découvrent avec ravissement, chaque fois depuis trois ans, « l'extraordinaire qualité graphique des bulletins municipaux de l'Hexagone », mais ne peuvent pas « empêcher d'ajouter : « Les nôtres sont moins beaux parce que nous n'acceptons pas de publicité locale. Vous comprenez... l'indépendance ».

CHRISTOPHE DE CHENAY

HEURES LOCALES

Le deuxième souffle des « ambassades » régionales

La plupart des départements et des régions entretiennent une vitrine à Paris
De simples relais touristiques, elles se transforment en outils de développement économique

VOICI donc ces maisons régionales qui ont pignon sur rue dans la capitale et dont les receveurs, préservés du téléphone, des moquettes à écrire et de l'informatique, gardent l'odeur du pays. Elles que l'on prenait hier encore pour d'aimables ambassades folkloriques ont engagé une véritable mutation pour devenir des têtes de pont, économiques et touristiques, des provinces françaises. Quand elles ne jouent pas la carte de la solidarité avec ceux qui sont restés là-bas.

A ce propos, l'exemple de l'Aveyron est typique. Les fils de l'Aubrac, de Rodez, de Millau ou de la profonde vallée de la Truyère ont été, en effet, si nombreux à envahir la capitale et sa périphérie qu'ils sont aujourd'hui plus nombreux en Ile-de-France (320 000) que dans leur département (268 000) du sud du Massif central. A Paris, les Aveyronnais possèdent leur paroisse, leur foyer de jeunes, leur journal et leur banque. Ils sont regroupés en quatre-vingt-une associations régionales au sein d'une fédération nationale. Aucun autre département de l'Hexagone ne peut se flatter d'une telle représentation sur les bords de Seine (1). L'exode continue. Ainsi que l'ont fait, il y a bien longtemps, leurs grands-pères et leurs pères, les jeunes Aveyronnais « montent » toujours à Paris pour travailler ou poursuivre leurs études. « Le projet de créer une « maison des amicales aveyronnaises » est né pour accueillir nos compatriotes désireux de se réunir, mais aussi ceux qui arrivent dans la capitale et sont à la recherche d'un hébergement bien difficile à trouver », confie M. Maurice Solignac, président des amicales aveyronnaises.

Cette maison se dressera à Bercy, dans le douzième arrondissement, non loin de l'American Center et à deux pas du parc de 12 hectares dessiné entre le Palais omnisports et la future cité vitruvienne. Haute de huit étages, elle possèdera au rez-de-chaussée des boutiques régionales et un restaurant ainsi que trois grandes salles



modulaires de 250 places chacune et réservées aux réunions, aux banquets et aux séminaires. Quatre-vingt logements, du studio au trois-pièces, à « loyer très modéré », seront répartis dans les étages. Ils se pourront être occupés que de six mois à un an et demi. Le premier coup de pioche sera donné en décembre 1992. Les travaux s'achèveront un an plus tard. Ce sera avec la « Maison de l'Aveyron » rue Berger, dans le premier arrondissement, le deuxième pôle rouergat à Paris.

Les « ambassades » des autres régions, plus modestes, sont au nombre de dix-sept, représentant quarante et un départements et totalisant annuellement 600 000 contacts (téléphone, visites et courrier). Si la Maison du Tarn, avenue de Villiers, vient de fermer ses portes, celle du Gard ouvrira, avant l'été, avenue Franklin-

Roosevelt, et l'Espace Héralut, rue de la Harpe, dans le sixième arrondissement, est en pleine reconstruction.

« Se mettre à l'heure de l'Europe »

La première maison régionale, ouverte il y a plus de cinquante ans, a été celle de la Savoie. En 1957, l'Auvergne a gagné à son tour le macadam parisien, suivie en 1958 par les Pyrénées. Depuis, années après années, le Nord et le Sud, l'Ouest et l'Est ont ouvert des fenêtres sous le ciel de l'Ile-de-France pour promouvoir leurs atouts touristiques. Parmi les absents, on remarque la Provence-Côte d'Azur, la Normandie et la Bourgogne. Ces « portes ouvertes » sur la France ont différents statuts juridiques. La Maison des Alpes-Dauphiné, par exemple, est régie par la loi de 1901, celle de l'Alsace est une

société d'économie mixte. Le fonctionnement de la Maison de Franche-Comté a été confié à un GIE, la Maison du Limousin est un établissement public. L'antenne de Poitou-Charentes dépend du comité régional du tourisme, et la Maison du Gers et de l'Armagnac est une SARL. Leur financement est assuré, pour la plupart, par les conseils généraux et régionaux. Un certain nombre de ces « ambassades » possèdent un restaurant. C'est notamment le cas de l'Alsace, de la Loire et des Pyrénées.

Bien sûr, on joue toujours la carte du tourisme avec informations, centrales de réservations et documentation. D'autant plus que les Français redécouvrent l'Hexagone. « Mais il faut mettre nos maisons à l'heure de l'Europe et dépasser le simple cadre du tourisme », affirme Marie-Françoise Caffiot, présidente de l'Association des maisons régionales à Paris. On va donc mettre un peu moins de soleil en vitrine et offrir dans la capitale plus de possibilités aux entreprises moyennes locales ou départementales. Seront donc mis à leur disposition : salles de réunion, bureaux à louer, halls d'exposition, secrétariat et traitement de texte. Bref, de simple « agences » de tourisme, les maisons régionales doivent aussi un « outil de travail » au service des PME et PMI de province. La Maison de Nord-Pas-de-Calais et celle de l'Alsace sont aujourd'hui à la pointe de ce renouveau.

JEAN PERRIN

(1) Il y a également 35 000 à 40 000 Aveyronnais exilés à l'étranger, notamment à New-York, San-Francisco et au Canada. Ils sont particulièrement nombreux en Argentine (à Pigüé, sur 15 000 habitants, 9 000 sont des descendants d'Aveyronnais).

Adresses parisiennes

ALPES-DAUPHINÉ.
2, place André-Malreux, 75001 Paris. Tél. 42-86-08-43/42-96-08-58. Du lundi au vendredi de 9 h 30 à 18 h 30.

ALSACE.
38, Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. 42-26-93-42/42-55-15-94. Du lundi au vendredi de 9 h à 19 h. Samedi de 11 h à 17 h.

AUVERGNE.
194 bis, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. 42-81-82-32. Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30.

AVEYRON.
48, rue Berger, 75001 Paris. Tél. 42-36-84-83. Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

BRETAGNE.
17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris-Cedex 15. Tél. 45-38-73-15/45-38-73-15.

FRANCHE-COMTÉ.
2, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris. Tél. 42-56-28-28. Du mardi au vendredi de 10 h à 19 h. Lundi de 11 h à 18 h. Samedi de 11 h à 18 h.

GERES ET ARMAGNAC.
18, boulevard Hausmann, 75009 Paris. Tél. 47-70-39-61/42-46-81-39. Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h.

HAUTES-ALPES.
4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. 42-96-05-08. Du mardi au vendredi de 8 h à 18 h 30. Lundi et samedi de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30.

ILE DE LA RÉUNION.
90, rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél. 40-76-02-79. Du lundi au

vendredi de 9 h à 18 h 00. Samedi de 10 h à 18 h.

LIÉGEOIS.
16, boulevard Hausmann, 75009 Paris. Tél. 47-70-32-63. Du lundi au vendredi de 10 h à 19 h. Samedi de 12 h à 18 h.

LOT-ET-GARONNE.
15-17, passage Choleau, 75002 Paris. Tél. 42-97-51-43/42-98-51-43. Du lundi au vendredi de 9 h 30 à 18 h 30.

LOZÈRE.
4, rue Hauteville, 75008 Paris. Tél. 43-54-25-84. Du mardi au vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 12 h à 18 h. Samedi de 10 h à 11 h 30 et de 12 h à 17 h.

NORD-PAS-DE-CALAIS.
18, boulevard Hausmann, 75009 Paris. Tél. 47-70-69-82. Du lundi au vendredi de 9 h à 19 h.

PÉRIGORD.
30, rue Louis-le-Grand, 75002 Paris. Tél. 47-42-09-15. Du lundi au jeudi de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30. Vendredi de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30.

POITOU-CHARENTES.
58, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris. Tél. 42-22-83-74. Du mardi au vendredi de 9 h à 18 h 30. Lundi et samedi de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h 30.

PYRÉNÉES.
16, rue Saint-Augustin, 75002 Paris. Tél. 42-81-58-18. Du lundi au vendredi de 9 h à 18 h.

SAVOIE.
31, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. 42-61-74-73. Du lundi au samedi de 9 h 30 à 18 h 30.

La Camargue, peau de chagrin

Selon un chercheur du CNRS, 1 000 hectares d'espaces naturels disparaissent chaque année. Industriels, agriculteurs, touristes et chasseurs sont au banc des accusés

MARSEILLE
de notre correspondant

« **D**EPUIS 1942, la Camargue a régulièrement perdu chaque année 1 000 hectares de milieux naturels. Ces 40 000 hectares n'ont pas disparu, mais ils ont été dénaturés au sens propre du terme. Et rien ne nous dit, au train où vont les choses, qu'on ait atteint un plancher. Ce qui signifie que dans cinquante ans il n'y aura plus de Camargue. »

Le cri d'alarme ne vient pas d'un écologiste de salon, mais d'un scientifique, un homme de terrain, qui passe, depuis 1962, le plus clair de son temps enfoncé jusqu'au ventre dans l'eau des marais pour étudier les oiseaux (canards et foulques, notamment). Alain Tamisier, cinquantenaire et un peu bouillant, chercheur du CNRS de Montpellier au Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive, vient de publier sous l'égide de l'ARCAN (1), avec le concours d'industriels préoccupés de problèmes d'environnement, une étude d'où il ressort que les espaces naturels de la Camargue sont lentement grignotés par ceux-là mêmes qui y vivent et en vivent.

En publiant les résultats de ses

recherches, il savait qu'il ne se ferait pas que des amis entre les deux bras du Rhône. « Au contraire, répliquent riziiculteurs, manadiers, saliniers, chasseurs, nous la protégeons, la Camargue. Par notre présence nous assurons sa survie. » Mais, pour ce scientifique, Camarguais de cœur, le constat est déconcertant : tant que le mal est insidieux. C'est en se livrant à une étude comparée de quatre ouvertures photographiques aériennes effectuées par l'IGN (1942, 1955, 1976 et 1984) qu'il a pu mesurer la perte de substance quantitative et qualitative qui afflige la Camargue.

« Fausses manades » et « pseudo-fêtes »

« Les mesures sont irréfutables, explique Alain Tamisier. En 1942, date de la première photo aérienne, les milieux naturels couvraient 67 % du delta. Actuellement, ils ne représentent plus que 39 %, ce qui signifie que pour plus de la moitié des 150 000 hectares de sa surface la Camargue est devenue un ensemble de milieux saliniers, agricoles et industriels, auquel se surajoutent les activités d'un tourisme de masse et d'une chasse lucrative qui contribuent à modifier le paysage naturel. »

Pour le biologiste, le mal n'est pas seulement quantitatif, il est d'ordre

qualitatif. C'est la nature même que l'on défigure. « Pour créer de fausses manades où l'on va pèler les touristes dans des pseudo-fêtes folkloriques avec ferrades à répétition, qui n'ont plus rien à voir avec l'élevage extensif et le marquage traditionnel, on a doublé le cheptel, précisé-t-il. Mais pendant ce temps, la surface des herbes a été réduite de moitié, remplacée par des salins ou des zones de culture. Les grands espaces libres ont fait place à des espaces morcelés et clos. On fabrique ainsi une Camargue artificielle aux dépens des paysages naturels. »

La chasse n'échappe pas aux critiques du chercheur. Non seulement parce qu'il déplore qu'il y ait de trois à cinq fois moins de canards que la Camargue pourrait en accueillir, mais parce que les propriétaires morcellent les étangs naturels ou créent des marais de chasse artificiels en creusant des canaux et en élevant des digues qui permettent une irrigation permanente susceptible d'attirer les oiseaux, et surtout parce qu'on modifie le régime hydraulique naturel : « Il n'y a pratiquement plus d'oscillation estivale caractéristique du cycle biologique camarguais », déplore Alain Tamisier. Ce qui n'est pas sans conséquences sur la faune et la flore. Surtout lorsque des apports d'eau

douce modifient la salinité ou lorsque des lagunes, naguère en communication avec la mer, deviennent des étangs artificiels.

La publication de cette étude provoque des réactions, entre Arles et Les Saintes-Maries, chez ceux qui se sentent mis en accusation. D'autant plus qu'ils s'estiment autant que d'autres protecteurs de la Camargue. Et lorsque sur leur offre généreuse de 300 francs pour « geler » un hectare de terre agricole, et le rendre à la nature, ils se demandent, avec raison, de qui on se moque.

JEAN CONTRUCCI

(1) Camargue, par Alain Tamisier, Milieux et paysages, évolution de 1942 à 1984, avec carte en couleurs au 1/80 000 : 170 francs. (Association pour les recherches en Camargue sur la nature et l'environnement). Le Grand Mas d'Avignon, Le Suroc 13200 Arles.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Raphaëlle Rivais et de nos correspondants : Jacques Fortier (Strasbourg), Jean-Pierre Foron (Le Puy), Daniel Hourquebie (Auch).

REPÈRES

ALSACE
L'impôt s'envole à Strasbourg

LE budget primitif de 1991 de la ville de Strasbourg, adopté lundi 28 janvier par 450 voix (PS et div. gauche) contre 16 (RPR, UDF, Vents et extrême droite), prévoit une augmentation de la pression fiscale directe de 16,3 %, la plus élevée depuis de longues années. Ce sont notamment les dépenses de fonctionnement, en hausse de 10 %, qui provoquent cette augmentation brutale. « Vertigineuse », selon le conseiller RPR Jean Woline. M. Jean-Claude Petitdemange, adjoint aux finances, analyse ce deuxième budget de la mandature comme « une étape difficile mais nécessaire » et promet « une décelération » en 1992.

Parmi les nouvelles dépenses, on trouve l'équipement informatique de l'administration municipale ou la multiplication par 13 de l'effort pour les crèches et haltes-garderies.

AUVERGNE
Pas morte, la dentelle du Puy

LA dentelle à la main n'échappe pas à un certain côté passéiste. Pourtant, il serait faux de croire que ceux qui la font vivre de nos jours ne sont pas tournés vers le présent. Le passé a été honoré à l'automne dernier quand furent organisées par le Centre d'enseignement de la dentelle au fleuret, avec notamment l'appui de la municipalité du Puy-en-Velay (Haute-Loire), les « Victoires de la dentelle ». Participaient à ce concours une douzaine de concurrentes venues de nombreuses régions de France, et même de Barcelone. Le présent, ce sont des chiffres non négligeables. Sait-on que le chiffre d'affaires réalisé par la dentelle en France a été en 1989 de 1,1 milliard de francs, dont près de 800 millions à l'exportation ? Plus de la moitié des exportations va dans la CEE (beaucoup en Italie), mais aussi 14 % au Japon. Au total, près de 3 000 personnes travaillent dans la dentelle en France.

MIDI-PYRÉNÉES
Le Gers en son miroir

DÉMARCHE originale pour un département rural, le Gers vient de commander une enquête à la SOFRES. « Ce sondage constitue pour nous un capital d'informations qui doit nous permettre de mieux développer notre politique de communication vers les Français et les Gersois », explique Jean-Pierre Joseph, président (PS) du conseil général. Le sondage, commandé par ce dernier, était, en effet, à double détente. Réalisé au mois d'octobre, il a d'abord de Français, puis de Gersois : « Un intéressant jeu de miroirs entre le Gers et les Français », souligne Jérôme Jeffer, vice-président de la SOFRES.

Premier renseignement du sondage : les Français ont une vision globale du département qui correspond à celle de ses habitants. Agriculture, tourisme et bonne table sont les trois atouts du Gers. Ajoutons-y le fait sentiment d'appartenance qui caractérise le rapport des Gersois à leur communauté. 74 % d'entre eux ne voudraient pas résider ailleurs que dans la commune où ils vivent.

Les Gersois mettent l'agriculture au premier rang des atouts du département, mais également au troisième rang de ses faiblesses. Les agriculteurs, quant à eux, mettent carrément leur activité au premier rang des atouts... et au premier rang des faiblesses. Jean-Pierre Joseph et les élus devront forcément « surfer » sur cette contradiction. Et d'abord convaincre les 55 % de Gersois pessimistes sur l'avenir du département (62 % parmi les agriculteurs). Éléments rassurant, toutefois : les moins de vingt-cinq ans, tout en étant plus exigeants que leurs aînés, sont aussi plus optimistes.

Sans attendre, le président du conseil général a déjà entrepris sa croisade contre la morosité. « Et si on insistait sur ce qui est positif ? » Postif comme le jugement des Français, qui trouvent les Gersois « accueillants, sympathiques, travailleurs... et bavards ».

Ce qui fait la valeur de notre magazine ce n'est pas uniquement son prix...



Grand Prix 1991 du meilleur journal des collectivités locales décerné par l'U.J.J.E.F.

92 CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTES-SEINES

92 EXPRESS

MENSUEL

Union des Journalistes et Journalistes d'Entreprise de France

HEURES LOCALES

BLOC NOTES

AGENDA

► Les communes rurales au Salon de l'agriculture. - Mardi, 12h. Salon de l'aménagement des communes rurales et des collectivités territoriales, se tiendra porte de Versailles, Paris du 5 au 8 mars pendant le Salon de l'agriculture. Il propose une réflexion, des informations et des échanges autour de quatre thèmes qui feront l'objet de débats et de tables rondes : le rôle des associations dans le monde rural ; la voirie, un patrimoine à gérer ; services et communication en milieu rural ; l'intercommunalité, étape indispensable du développement économique rural.

► Environnement urbain. - L'association française du conseil, des communes et régions d'Europe, présidée par Jacques Chaban-Delmas, organise une journée d'étude sur le Livre vert de l'environnement urbain, le 21 février au palais des Papes d'Avignon. Cette journée s'adresse aux élus et aux responsables municipaux chargés de l'environnement, qui auront l'occasion de réagir et de discuter des propositions du Livre vert de l'environnement urbain de la Commission européenne, qui en sont les auteurs. Les domaines d'action prioritaires recensés par l'ouvrage sont : l'urbanisme (transports, patrimoine, espaces naturels), l'industrie urbaine (déchets, eau) et quelques initiatives concernant l'information, l'action sociale et la coopération interrégionale.

► Renseignements au : (01-41-51-40-01).

► Equipement et spectacle. - Le 21 février, au 131 boulevard de la République, à Paris, se tiendra une conférence sur le rôle de l'État dans le développement culturel. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, Jacques Lang. Elle sera suivie d'un débat sur le rôle de l'État dans le développement culturel. Elle sera présidée par le ministre de la Culture, Jacques Lang.

► Tél. (01-41-51-40-01).

► Novator 81 à Troyes. - La Société des artistes décorateurs organise à Troyes du 15 au 31 mars, à la demande de la ville, du département de l'Aube et de ses collectivités territoriales, une rencontre des entreprises autochtones et des créateurs sur l'habitat et l'environnement urbain dans la cité troyenne. Plus de 25 organismes institutionnels, une centaine d'entreprises et 350 créateurs, architectes, designers, urbanistes, paysagistes, etc., devraient participer à cette opération.

► Novator 81. Hôtel Juvenat des Ursins, 28, rue Champaux, 10000 Troyes. Tél. 25-73-20-48.

► Les élus locaux et le droit. - Le conseil général de la Gironde, la Fondation nationale des études de droit et le faculté de droit de l'université de Bordeaux-I organisent le 8 mars un colloque sur la formation juridique des élus locaux.

► Renseignements et inscriptions : faculté de droit, secrétariat du doyen, avenue Léon-Duguit, 33004 Pessac. Tél. : 56-80-81-50, poste 435.

PUBLICATIONS

► Chiffres clés de la DCL. - La direction générale des collectivités locales vient de faire paraître cinq publications éditées à la Documentation française. Le Budget communal (guide pratique de l'élaboration) présente les règles qui régissent l'adoption du budget communal et le contrôle exercé par les préfets. Le Guide des règles des communes de moins de 10 000 habitants propose une analyse des dépenses de fonctionnement, des dépenses de capital et des dépenses de personnel. Le Guide des règles des communes de plus de 10 000 habitants propose une analyse des dépenses de fonctionnement, des dépenses de capital et des dépenses de personnel. Le Guide des règles des communes de plus de 10 000 habitants propose une analyse des dépenses de fonctionnement, des dépenses de capital et des dépenses de personnel.

touristique, destiné aux communes, doit faciliter le calcul des attributions des communes ou groupements de communes à caractère touristique ou thermal, et des communes connaissant une forte fréquentation touristique journalière.

► Le Guide de l'aménagement, édité par le service technique de l'équipement, pourrait devenir la bible des élus des villes moyennes de France, et également des professionnels, maîtres d'ouvrage. Il présente, en 133 fiches, les procédures existantes en urbanisme, aménagement et habitat. Chaque fiche précise les définitions, les conditions de mise en œuvre et les textes réglementaires des principales procédures. Ce guide d'informations brutes - sans commentaires ni jurisprudence - sera évidemment remis à jour chaque année. Il est édité par le service technique de l'équipement, 64, rue de la Fédération 75015 Paris. Tél. : 01-41-51-40-01.

► 125 francs. Vente et renseignements. Service technique de l'équipement, 64, rue de la Fédération 75015 Paris. Tél. : 01-41-51-40-01.

TEXTES

► Concours. - Le programme des concours externes et internes de recrutement des ingénieurs territoriaux est paru au Journal officiel du 2 février (arrêté du 17 décembre 1990).

► Précision. - Suite à la parution d'un article sur la fibre textile culturelle intitulé « Concours dans les comités régionaux de la fibre textile », le Syndicat national des artisans français (SNAF) nous a demandé d'apporter des précisions sur les conditions de participation aux concours. Les artisans français (SNAF) nous a demandé d'apporter des précisions sur les conditions de participation aux concours. Les artisans français (SNAF) nous a demandé d'apporter des précisions sur les conditions de participation aux concours.

DEBAT

Atténuer les disparités régionales

par Robert Savy

On débat volontiers sur la dimension des régions françaises. On parle moins de leur capacité à financer les politiques relevant de leur compétence. L'inégale capacité financière des régions constitue pourtant aujourd'hui le frein principal à de nouveaux transferts de compétences à leur profit.

Les inégalités entre régions sont graves, et indiscutables. Par rapport à un indice 100 exprimant la moyenne nationale, le revenu par habitant allait en 1987 de 130 en Ile-de-France ou 110 en Alsace à moins de 92 en Picardie ; le potentiel fiscal variait de 150 en Ile-de-France ou 115 en Provence-Alpes-Côte d'Azur à 73 en Limousin ; le produit intérieur brut par habitant allait de 174 en Ile-de-France ou 165 en Haute-Normandie à 89 en Languedoc-Roussillon. Un élève de sixième a quatre fois moins de chances d'obtenir un diplôme au moins égal à la licence en Picardie qu'en Champagne-Ardenne qu'en Ile-de-France et il y a vingt-trois fois moins d'élèves-ingénieurs dans la région Centre qu'en Rhône-Alpes. Plus grave encore : les transferts de l'Etat aux régions accroissent les disparités existantes. En 1988, ils s'élevaient à 275 francs par habitant en Ile-de-France, et à 146 francs seulement en Languedoc-Roussillon : le contribuable national donne davantage aux régions riches qu'aux autres.

Vers une alternative dangereuse

La conséquence de ces inégalités est majeure : le retard de la fiscalité régionale. En 1988, quand le contribuable alsacien paie 243 francs et celui de Rhône-Alpes 235, le Picard verse 428 francs et le Limousin 345 francs. Parallèlement, l'investissement des collectivités locales par habitant est à son niveau le plus faible en Ile-de-France (1 477 francs) et à son niveau le plus élevé en Limousin (2 513 francs), en Auvergne (2 565 francs) et en Languedoc-Roussillon (2 581 francs). Le contribuable local paie davantage dans les régions pauvres. Et toute croissance des budgets régionaux tend à alourdir davantage l'effort fiscal des régions défavorisées.

A terme, si des mesures appropriées ne sont pas rapidement prises, on aboutira à une alternative dangereuse. C'est l'Etat qui s'interdit tout nouveau transfert de compétences au profit des régions, parce que les plus faibles l'entraîneraient à l'augmentation de la dette, et que les plus riches, au contraire, pourraient bénéficier d'un déficit budgétaire de décentralisation par rapport aux pays voisins. Ou bien les nouveaux transferts de compe-

tences à intervenir accroissent les inégalités entre les régions. Les régions à faible capacité financière auront dès lors à choisir entre un effort fiscal démesuré pour assurer à leurs habitants un niveau de services convenable, et la résignation à un médiocre niveau de services : ce serait dans les deux cas accepter une fracture dans la cohésion sociale nationale qu'exprimait en 1988 le thème de « la France unie ».

Les pays qui ont une longue tradition décentralisatrice connaissent bien ce problème, et nous montrent les voies de sa solution. Au nord de l'unité des conditions de vie et de la cohésion de la société dans l'espace national, l'Allemagne, la Suisse, l'Espagne ont posé dans leurs textes constitutionnels le principe d'une péréquation financière convenue entre les Länder, les cantons ou les communautés autonomes. Les mécanismes mis en place par la loi varient d'un pays à l'autre : subventions de l'Etat fédéral tenant compte de la capacité financière des régions, péréquation directe entre régions, combinaison des deux systèmes. On en discute les modalités, on les adapte aux circonstances : on n'en conteste nulle part l'absolue nécessité.

Un préalable indispensable à la poursuite de la décentralisation

La France doit résoudre son retard en la matière. Au moment où le gouvernement propose d'élargir le rôle de l'Etat, il faut que l'Etat ait la capacité de financer les politiques relevant de sa compétence. C'est le sens d'un amendement au projet de loi sur l'administration territoriale de la République que la commission spéciale chargée de son examen a adopté sur ma proposition. Il tend à instituer un « fonds de correction des déséquilibres interrégionaux » alimenté par un prélèvement sur les dotations de l'Etat aux régions et réparti entre les régions à faible potentiel fiscal en fonction de l'effort fiscal direct de chacune d'elles et de leur revenu moyen par habitant.

L'adoption de ce dispositif ou d'un dispositif à effet équivalent, est devenue aujourd'hui un préalable indispensable à la poursuite du processus de décentralisation. C'est la mise en œuvre d'une politique d'aménagement du territoire.

Robert Savy. Le député (PS) de la Haute-Vienne, président du conseil régional du Limousin.

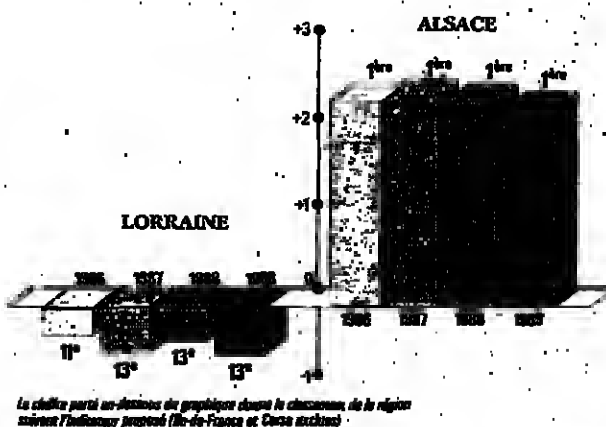
L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ÉCONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

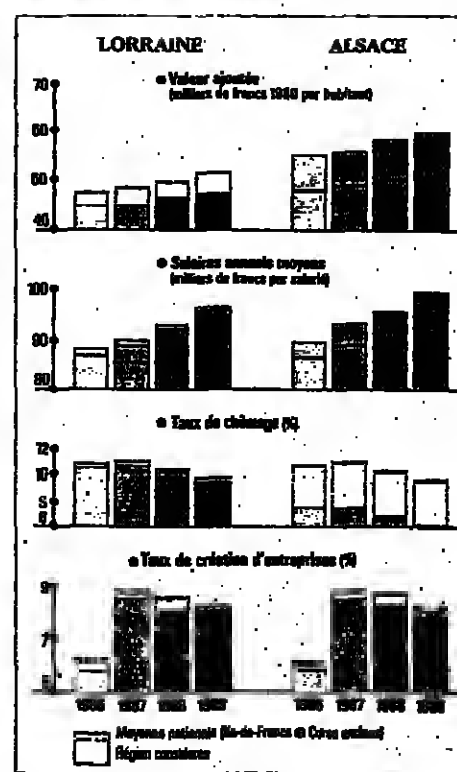
Le Monde a demandé à l'INSEE de tancer une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids accordé à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'Ile-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions).

Ces variables sont les suivantes :
- valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83) ;
- salaire moyen (pondération + 0,14) ;
- taux de chômage (pondération - 0,19) ;
- taux de création d'entreprise (pondération + 0,03).
Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province (cf. le Monde daté 9-10 décembre 1990).



LORRAINE : 13

Un faible niveau de valeur ajoutée par habitant explique la position de la Lorraine pour l'indicateur synthétique. Dans cette région de tradition industrielle, les salaires sont sensiblement plus élevés que la moyenne de province, alors que le taux de chômage est inférieur de l'ordre de 0,2 point. De 1986 à 1988, la baisse du chômage (1,3 point) et la perte d'emplois (-1,4 %) coexistent en Lorraine. Les pertes d'emploi dans la filière sidérurgique ne se sont pas traduites par une hausse équivalente du chômage. Les sidérurgistes ont en effet pu bénéficier de congés-forces ou de conversion, de dépenses d'activité ou de cessation anticipée d'activité. Il en est de même pour les anciens salariés des houillères. Les difficultés économiques ont par ailleurs nourri un flux de départs hors de la région.



ALSACE : 1

Pour l'indicateur synthétique retenu, l'Alsace se place nettement en tête des régions de province depuis 1986. La valeur ajoutée par habitant y est supérieure de 15 % à la moyenne nationale (hors Ile-de-France). Les salaires de 4 % et le taux de chômage est inférieur de près de 4 points. Les relations internes avec l'Allemagne et la Suisse, où travaillent 53 000 Alsaciens, tirent les salaires à la hausse. Ces emplois offerts à l'étranger contribuent également à alléger le nombre de chômeurs : c'est en Alsace que le taux de chômage est le plus faible. Depuis 1986, la croissance du salaire moyen et la baisse du chômage sont plus marquées en Alsace que dans l'ensemble des régions de province. Le faible taux de chômage, associé à un taux d'activité élevé, explique la plus grosse part de l'écart de valeur ajoutée par habitant entre l'Alsace et la moyenne de province.

Notes : nous avons utilisé les données de l'INSEE (1986-1988) et de l'INSEE (1989-1990).



A l'écoute de ses jeunes, Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle. Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier.

La réalisation d'une salle de spectacle était un projet ambitieux et nécessaire pour la Commune. Le Conseil connaissait les compétences du Crédit Foncier et ses interventions dans le financement des investissements collectifs. Il savait que, depuis 1980, beaucoup de Communes avaient assuré leur développement avec son soutien. Il appréciait l'expérience, le dynamisme et la capacité d'écoute des hommes du Crédit Foncier. Pour lui, c'était un vrai partenaire des Communes, des Départements et des Régions. C'est pourquoi Monsieur le Maire a rencontré le Crédit Foncier. Tout naturellement.

CRÉDIT FONCIER
DE FRANCE
En premier, le Crédit Foncier.

FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES

1500 1500

Les difficultés de l'industrie automobile suédoise

Saab ferme son usine modèle de Malmö

Présentée à la presse internationale à l'automne 1989, l'usine Saab de Malmö, qui aurait dû être l'usine de l'avenir, aura eu une existence éphémère. La direction ayant décidé, le vendredi 8 février, d'arrêter les frais et de fermer l'installation. Huit cent soixante-dix personnes, ouvriers et cadres, sont directement touchés.

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les peintures ont eu à peine le temps de sécher qu'elle est déjà évanouie, la radiance utopique de l'usine de rêve au bord de la mer, sans chaînes de montage, dans un environnement calme, spacieux, dédiant. En 1990, le groupe Saab-Scania avait vendu 50 % de sa division automobiles à General Motors, dans l'espoir de stopper l'hémorragie qui lui avait fait perdre plus de 2 millions de couronnes l'année précédente.

Les résultats de 1990, présentés le 8 février par M. David J. Herman, le PDG américain de Saab-Automobiles, dépassaient les prévisions les plus pessimistes : un déficit de 3,250 millions de couronnes, auquel s'ajoutent 1 400 millions de coût de fermeture de Malmö. « La situation est telle que la décision était inévitable. Une telle décision ne se prend pas à la légère, mais

nous avons l'obligation morale de trouver les moyens d'assurer leur emploi à des milliers d'autres personnes. C'est la première de nos priorités », a expliqué M. David J. Herman.

Une priorité qui pourrait être difficile à honorer si la tendance actuelle persiste. Le chiffre dramatique des ventes de voitures sur le marché international est accusé plus durement par les petits constructeurs comme Saab, qui souffre particulièrement de la baisse du dollar et de la morosité de son marché le plus important, les États-Unis, que la guerre du Golfe ne contribuera pas à décaler.

Solidité et fiabilité

L'usine Saab de Malmö avait ceci de surprenant qu'elle ne fabriquait pas de nouveaux modèles ni même la série haut de gamme des 9000, mais encore les 900, améliorés certes, mais déjà vieillots, et qui ont de plus en plus de mal à se vendre.

Depuis 1949, date de sortie de la première Saab, la diversité n'a guère été du mise chez les suédois au fier blason de griffon couronné, qui a plutôt privilégié la solidité et la fiabilité. La sortie, au début des années 80, de la 900 turbo faisait prendre à Saab le visage du succès et les ventes allaient grimper avec trois années consécutives de bénéfices de l'ordre du milliard de couronnes.

En 1986, la société décidait la construction de l'usine de Malmö. La ville, touchée par la fermeture des chantiers navals de Kockum, lui cédait pour la somme symbolique d'un couronne un splendide terrain en bordure de mer, face au Danemark. Le gouvernement suédois lui allouait 135 millions de couronnes de soutien. Et Saab s'engageait à créer 1 400 emplois, en partie grâce à la fermeture de son usine voisine d'Ärö.

L'avenir semblait assuré. Mais, cette même année, la courbe commençait à s'infléchir. Le krach boursier de 1987, allait précipiter les choses. Saab qui avait rêvé de 180 000 unités par an, n'allait pas dépasser les 130 000 pour tomber en 1990 à 93 000. L'usine de Malmö, conçue pour 60 000 unités annuelles, n'en a produit en 1990 que 10 176.

Dès son entrée en scène chez Saab, en juin 1990, General Motors a tout de suite taillé dans les coûts en supprimant trois sous-traitants suédois et en court-circuitant un norvégien. La solution était de rayer Malmö de la carte Saab en accroissant la capacité de l'usine de Trollhättan où entre-temps la rationalisation avait permis de réduire le temps de montage. En concentrant sa production à Trollhättan, Saab espère pouvoir redresser la courbe. Mais, à Malmö, le climat oscille entre la déprime et la colère.

FRANÇOISE NIÉTO

Le renouveau du service public

Un rapport d'audit fait apparaître des lacunes dans la gestion du Quai d'Orsay

L'initiative est audacieuse. A sa propre demande, le ministère des affaires étrangères, une des administrations les plus prestigieuses de la République, vient de faire l'objet d'un rapport d'audit réalisé par un cabinet privé. Une démarche périlleuse — la regard porté sur le Quai d'Orsay fait apparaître nombre de lacunes dans le fonctionnement des services, — mais qui a déjà suscité plusieurs initiatives destinées à améliorer la gestion du ministère.

« C'est la loi du genre, le présent rapport insiste beaucoup plus sur le volet négatif afin de donner des voies de solution ». Cette précaution liminaire de bon aloi ne vise pas seulement à ménager la susceptibilité des fonctionnaires du Quai d'Orsay car les dysfonctionnements mis à jour par le rapport d'audit (1) impliquent aussi d'autres administrations centrales.

Le premier constat de ce rapport, qui s'inscrit dans le cadre du « renouveau du service public » engagé en 1989, porte sur la « concurrence » qui menace le Quai d'Orsay dont « la position se trouve affaiblie par le développement des contacts directs entre experts et dirigeants ». L'ambassadeur n'est plus le point de passage obligé pour la communication entre gouvernements, en raison du caractère de plus en plus technique du

contenu des négociations et du poids croissant des institutions européennes.

Avec 139 ambassades et 13 représentations permanentes, la France possède à peu près autant d'implantations diplomatiques que les États-Unis, sans compter un réseau consulaire (87 consulats généraux, 40 consulats simples et 11 chanceries détachées) particulièrement dense. Or, constate le rapport, les diplomates négligent trop souvent l'entretien, et la circulation de l'information apparaît particulièrement perfectible. « Des diplomates, fût-ce de leur sentiment d'envoyer de l'information dans un puits sans fond. Les chefs de poste et le personnel diplomatique n'ont guère d'indication dans le cas général sur la nature des informations dont Paris a besoin ».

En outre, les administrations centrales et le Quai d'Orsay « omettent trop souvent d'informer les postes sur des événements ou des décisions qui les concernent directement ». Il conviendrait donc, suggère l'audit, que les directions géographiques deviennent le « lieu de dispatching des télégrammes en provenance des ambassades ».

Il semble également que les informations confidentielles soient « noyées dans un ensemble de télégrammes moins intéressants » et « passent inaperçues ou arrivent trop tard ». D'autres, ayant fait l'objet « d'un travail important de l'ambassade émettrice, ne sont lues par per-

sonne ». Plus grave, « les télégrammes adressés au Quai d'Orsay avec une grande célérité et un respect rigoureux de la confidentialité circulent ensuite sous la forme de papier à la vitesse du cycliste et sans garantie de confidentialité ». Débordés, les services du chiffre — qui assurent le « décodage » des transmissions — sont mal dans leur peau.

Le rapport, qui prône une intégration « des fonctions « chiffre » et « informatique » (dont il salue certaines réussites) » d'ores et déjà été entendu ; depuis décembre, ces deux services ont été fusionnés. Quant à la proposition visant à mettre sur pied un « projet de service public » axé sur les impératifs de communication, elle est favorablement accueillie à la direction du ministère.

La maîtrise des langues

Cette « radiographie » du Quai d'Orsay révèle également de surprenantes lacunes dans les aptitudes linguistiques des diplomates. « L'insuffisante maîtrise des langues par les diplomates en poste dans des pays non francophones est criante et inquiétante », déplore l'étude qui cite « le cas extrême de l'ambassade de Budapest où aucun fonctionnaire ne connaît, même approximativement, le hongrois ». Une carence à laquelle il a été remédié, assure-t-on au ministère.

Quant à la gestion du personnel, elle néglige par trop la nécessaire polyvalence des diplomates et nécessite « une gestion beaucoup plus directive du personnel », semblable aux pratiques en vigueur au Foreign Office ou au département d'État. Pour y parvenir, le Quai d'Orsay doit élaborer des « parcours types » afin d'élargir les compétences de son personnel dont les affectations seraient fondées « sur des critères plus clairs » permettant d'attribuer « le sentiment d'injustice ou de précipitation qu'éprouvent un grand nombre d'agents concernant l'organisation de leurs mutations ».

Reste que cette modernisation implique des moyens supplémentaires. Dans ces conditions, « ou le ministère reconnaît qu'il n'a pas les moyens de ses ambitions, et il réduit ses ambitions, ou le ministère du budget accorde des moyens supplémentaires. Sans cette opération, la mise en place d'une gestion plus rationnelle des emplois ne serait qu'un faux semblant », assure le rapport.

Enfin, les représentations étrangères jouissent d'un statut particulier, de la fonction publique. Pour les moindres travaux de peinture, les services centraux imposent par exemple des devis détaillés qu'ils sont bien entendu incapables d'analyser, n'ayant pas connaissance des couts, us et coutumes, voire de la langue des artisans locaux ». Éclatés, les différentes lignes de crédit interdisent une gestion souple, sans oublier la ténacité pesante du ministère des finances (qui dispose de trésoriers payeurs généraux dans plusieurs pays étrangers), ou imposent que certains frais soient facturés en monnaie locale, occasionnant le cas échéant des dépenses supplémentaires.

Sévère, ce constat devrait en tout cas permettre de donner une nouvelle impulsion à des efforts de modernisation qui, insistent les responsables du ministère, ne datent pas d'hier. Du reste, le contenu de ce rapport a été plutôt bien accueilli par le personnel du Quai d'Orsay — même s'il a fait grincer quelques dents, — et la même société a été chargée d'accompagner le déroulement de plusieurs expériences pilotes. A titre expérimental, sept ou huit postes seront prochainement dotés d'enveloppes budgétaires globales, et un système informatique permettra bientôt de ne plus acheminer par motard vers l'Elysée ou l'Hôtel Matignon certains télégrammes confidentiels.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Il s'agit de Bernard Brunhes Consultants.

L'ancienne compagnie aérienne de RDA Interflug est mise en liquidation

L'ancienne compagnie nationale de RDA Interflug va être mise en liquidation, faute d'une formule viable pour sa privatisation, a annoncé vendredi 8 février à Berlin la Treubhandanstalt, holding chargée des privatisations dans l'ex-RDA : « Une privatisation d'Interflug comme compagnie internationale et indépendante s'avère impossible », indique le communiqué, qui souligne « la fragilité de l'Interflug depuis la fin 1990 et la détérioration du climat économique engendrée par la crise du Golfe ».

Selon la presse allemande, les dettes d'Interflug s'élèvent à 300 millions de DM (1,7 milliard de francs). La holding affirme avoir mené des négociations « très difficiles avec des compagnies nationales et étrangères » et avoir envisagé tous les cas de figure. La compagnie Lufthansa, contrôlée par l'État fédéral, avait, dès l'écroulement du régime communiste, envisagé une participa-

tion majoritaire dans le capital de cette entreprise de 2 900 employés mais s'était heurtée aux réserves de l'Office des cartels.

Dans un communiqué, le ministre allemand de l'économie, M. Jürgen Moeltgen, a « regretté » cette liquidation, tout en ajoutant que la Treubhandanstalt « n'avait pas eu d'autre solution » et avait étudié « minutieusement » les propositions de Lufthansa et de British Airways.

Interflug, qui desservait 47 pays, a convoyé en 1988 près de 1,6 million de voyageurs. À l'exception de deux Airbus, elle disposait d'une flotte vieillissante, surtout composée d'appareils soviétiques. La compagnie avait été fondée en 1953 par le régime communiste de Berlin-Est, tout d'abord sous le nom de Deutsche Lufthansa. Elle avait été rebaptisée Interflug en 1961 pour éviter toute confusion avec son homologue ouest-allemande. — (AFP)

Les biologistes se déclarent favorables à un encadrement de leurs dépenses

La Fédération des biologistes de France a franchi un pas important en se déclarant favorable à la mise en place d'une enveloppe de dépenses négociée entre les laboratoires et les caisses d'assurance maladie. En cas de dépassement d'un volume d'activité fixé selon un taux directeur, les laboratoires reverseraient une partie de leur chiffre d'affaires aux caisses. Cette éventualité fait partie d'un ensemble de dix propositions présentées le 7 février par la fédération, qui est disposée à accepter « une régulation concertée des dépenses ».

Pour sa part, M. Bruno Durieux, ministre de la santé, estime dans un entretien au *Nouvel Economiste* daté du 8 février que les médecins doivent s'interroger sur la pérennité du paiement à l'acte qui ne leur est « pas aussi favorable (qu'ils) veulent le croire ». Ce mode de rémunération, souligne-t-il, n'est pas « le dernier rempart de la médecine libérale ». Les ministères de la solidarité et de la santé, qui préparent un plan d'économie de 8 à 10 milliards de francs, doivent rencontrer prochainement plusieurs professions de santé.

300 000 bénéficiaires en un an

Le gouvernement relance les contrats emploi-solidarité

En attendant les éventuelles mesures en faveur de l'emploi (le Monde du 8 février), le ministère du travail relance une campagne de promotion du contrat emploi-solidarité (CES), qui a remplacé les anciens TUC, pour les jeunes, et les anciens PUL, pour les chômeurs adultes. M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a présenté cette opération le 7 février, qui devrait être relayée par une intervention du premier ministre, le 12 janvier.

Mis en place en mars 1990, les contrats emploi solidarité devraient, en une année pleine, avoir profité à 300 000 personnes, dont 69 % de moins de vingt-cinq ans et 66 % de femmes. En volume, ils seront à la fin du mois de février au niveau atteint par les TUC, quand cette mesure n'était pas encore dévaluée aux yeux de ses bénéficiaires. L'objectif est maintenant d'aller plus loin.

et, pour ce faire, les pouvoirs publics tentent de convaincre les collectivités locales, les associations et les établissements publics. Par rapport aux formules précédentes, le contrat emploi-solidarité se signale par plusieurs améliorations. Il s'agit d'un contrat de travail, pour 20 heures de travail hebdomadaire, rémunéré sur la base du SMIC horaire, qui donne lieu à une exonération des charges patronales. Sauf situation difficile de la personne embauchée, l'employeur doit prendre en charge 15 % du salaire. L'État assure le versement des 85 % restants mais quand les utilisateurs ne disposent pas de moyens financiers suffisants, il paie la totalité. Des conventions ont ainsi été signées avec l'éducation nationale et le ministère de la santé, en coopération de l'embauche de contrats emploi-solidarité dans les établissements scolaires et les hôpitaux.

Avec un passif de 15 millions de francs La marque « Drôle de chose pour drôles de gens » a déposé son bilan

ALBI

de notre correspondant

Couronné créateur de l'année en 1988, le styliste marseillais François Girbaud traverse une passe difficile depuis plusieurs mois. Cette situation vient de se concrétiser par le dépôt de bilan de l'une de ses marques « Drôle de chose pour drôles de gens », (DCDG). Cette griffe est forme de din d'oeil, spécialisée dans les mailles et cœurs, représente un chiffre d'affaires de 90 millions de francs et soixante salariés à Mazamet, mais surtout une sous-traitance locale, qui touche une cinquantaine d'entreprises textiles du Tarn et de Midi-Pyrénées. Le passif de DCDG auprès de ces PME est estimé

à ce jour à 15 millions de francs avec des impayés variant de 90 000 à 500 000 francs. Ce qui représente parfois beaucoup pour certains sous-traitants dont la situation est également fragilisée par la concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre. L'expectative des milieux de la mode née de la guerre du Golfe, fait-on observer du côté de la Fédération des industries du textile sud, FTIS, à Mazamet.

Du côté de Marthé François Girbaud, aucune déclaration n'a accompagné ce dépôt de bilan qui touche un nom symbole de réussite dans une ville dont l'histoire se conjugue avec le déshébergement et le textile. La compagnie Marthé François Girbaud com-

porte d'autres marques telles que MFG Design ou encore Halle Capone, une agence de pub.

Les déboires de DCDG seraient liés à un fournisseur italien travaillant sous licence, avance-t-on dans les milieux économiques locaux, alors que des négociations pour trouver un représentant au profil industriel sérieux en bonne voie. Une reprise qui, outre les quatre cents emplois induits localement, intéresserait particulièrement la commune de Mazamet, qui avait financé, à hauteur de 5 millions de francs en 1988, la construction d'un bâtiment de 2 800 mètres carrés, dans une procédure d'usine relais pour Marthé François Girbaud.

JEAN-PIERRE BARJOU

En progression de 14,5 %

Le budget du Nord-Pas-de-Calais est voté par les seuls élus socialistes

LILLE

de notre correspondant

Le budget du conseil régional Nord-Pas-de-Calais qui s'élève à 3,59 milliard de francs pour 1991, en augmentation de 14,5 % sur le précédent, n'a été voté que par les seuls élus socialistes. Leurs trente-neuf voix n'auraient pas suffi à faire adopter ce budget sans l'abstention des élus de droite (vingt-cinq RPR, neuf UDF, huit UDC et cinq non-inscrits). Les dix-neuf élus communistes se sont abstenus, empêchant la gauche d'obtenir un vote majoritaire tandis que les cinq membres du Front national votaient contre. L'excédent à déduire de la copie. Il prévoyait une hausse de la taxe professionnelle de 14 % qui a dû ramener à 10,6 % sous la pression de la droite qui demandait qu'elle soit limitée à 10 %. Il a donc été conduit à revoir à la baisse l'enveloppe prévue pour l'information (-2 millions) et le fonctionnement des services (-5 millions). La taxe sur les cartes grises, elle, passe de 110 F à 130 F par cheval vapeur fiscal. Le recours à l'emprunt reste limité par rapport à ce qu'il était

l'an dernier (750 millions de francs). On ne veut pas voir progresser l'annuité de la dette qui représente déjà 12 % du budget. En 1990, l'adoption du budget avait été plus laborieuse encore puisqu'il avait fallu une seconde lecture. L'excédent avait prévu une augmentation de 29 % de la fiscalité régionale qu'il avait dû ramener en fin de parcours à 16 %.

La priorité des priorités reste la formation : l'enveloppe atteint ici 2,7 milliards de francs, soit près de 60 % de l'ensemble. Les lycées abriteront plus d'un milliard de francs en constructions, rénovations, entretien et réparations de locaux pour la seule année qui vient, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1990. Cet effort absorbe presque à lui seul l'augmentation du budget global avec deux autres priorités : les infrastructures routières qui progressent de 15 % (il s'agit de se mettre à l'heure du tunnel sous la Manche notamment avec la réalisation d'une rocade sur le littoral) et la recherche pour laquelle les dépenses ont doublé en deux ans atteignant en 1991, les deux cents millions de francs.

JEAN-RENÉ LORE

EN BREF

FO propose M. Maurice Derlin à la présidence de la Caisse nationale d'assurance maladie. — Président de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) depuis 1967, M. Maurice Derlin (FO) sera candidat à sa propre succession. M. Jean-Claude Maillet, secrétaire confédéral de FO, a indiqué le 7 février au *Panorama du Médic* que M. Derlin sera « présent par notre organisation pour le poste de président ». M. Derlin, âgé de 66 ans, est en principe atteint par la limite d'âge (65 ans) imposée depuis 1985 aux présidents de caisse.

Rolls Royce Automobiles supprime 230 emplois supplémentaires. — Le constructeur automobile britannique Rolls Royce, qui appartient au groupe Vickers (automobile, armement) va supprimer 230 suppressions emplois, qui s'ajoutent aux 340 suppressions annoncées il y a deux semaines. Cette décision, annoncée le 8 février, a été prise « à la lumière des incertitudes continues » liées à la récession et à la guerre du Golfe, selon Rolls Royce. Le constructeur emploie 4 780 personnes dont 4 180 en Grande-Bretagne.

SGS-Thomson ferme deux établissements aux États-Unis. — Le groupe franco-italien SGS-Thomson Microelectronics (semi-conducteurs) va fermer deux établissements à Phoenix (Arizona) et Colorado Springs (Colorado). Ces mesures, annoncées le 8 février, sont destinées à préserver la compétitivité du groupe sur le marché mondial, explique la société. SGS-Thomson, qui figurait en 1989 au 12^e rang des fabricants de semi-conducteurs, selon l'Institut Californien Deliques, devrait enregistrer en 1990 un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de dollars (environ 7 milliards de francs), selon les chiffres avancés, contre 1,3 milliard de dollars en 1989.

JAN 10 1991

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une ambiance euphorique

Tout est prétexte à l'optimisme sur le marché international. Les sceptiques qu'inquiète l'atmosphère trop euphorique qui règne dans tous les compartiments ne sont guère écoutés. Les investisseurs n'ont fait que commencer à sortir du domaine des instruments à brève échéance pour se procurer les titres de plus longue durée, et la plupart des spécialistes ne voient pas le mouvement s'arrêter.

S'il faut des explications à l'amélioration générale, on les trouve aisément. Le ralentissement de la conjoncture parle en faveur d'un repli des taux d'intérêt. Selon les cas, on met en évidence la fermeté ou la faiblesse d'une monnaie. Le dollar finira bien par se ressaisir; le florin est, plus fort que jamais, le franc suisse, plus fort que jamais. On évoque également la guerre du Golfe, c'est un argument avancé pour justifier des investissements en dollars aussi bien qu'en francs suisses. On mentionne à cet égard le prestige politique dont jouissent les États-Unis, de même que l'avantage d'un pays neutre comme la Suisse qui n'a pas à partager le coût d'un conflit extrêmement onéreux. En outre, et c'est un élément qui parvient à convaincre beaucoup d'incrédules, on met en évidence la qualité des nouveaux emprunts. L'accès au marché international est présentement limité aux meilleurs des débiteurs, ce qui ne suffit pas à répondre à l'énorme demande émanant des grands gestionnaires de fonds.

L'exemple du compartiment de l'écu est particulièrement parlant. Les quatre dernières émissions y ont toutes été dirigées par des eurobanques d'origine japonaise. Or, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, la plupart des titres ont été distribués en Europe. Les grands investisseurs de Tokyo manifestent pourtant un appétit de plus en plus vif pour des obligations libellées en écus. Le but des banques japonaises est en fait de prouver à tous qu'elles dominent vraiment la situation et qu'elles sont capables, comme les plus puissantes de nos eurobanques, de placer des titres en écus dans notre continent. Mais, du même coup, en laissant sur leur faim les investisseurs de leur propre pays, et en le faisant savoir, elles montrent qu'elles ne sont, de loin, pas au bout de leurs possibilités. C'est un

argument auquel les débiteurs ne demeurent pas insensibles au moment d'attribuer un mandat.

Il n'y a présentement pas de plus grande propagandiste de l'écu que les Japonais. Les banques et les maisons de titres y voient une des trois grandes monnaies de l'avenir, à côté du dollar et du yen. Les prêteurs ne demandent qu'à se laisser convaincre. Acquiescer des titres en écus représente pour eux le moyen le plus simple et le plus efficace de profiter de l'évaluation de l'ensemble des marchés des pays de la Communauté.

Les Japonais propagandistes de l'écu

Dans le même temps, les eurobanques américaines déploient, elles aussi, de vigoureux efforts pour ne pas demeurer à l'écart du marché de l'écu. L'emprunt qui a précédé la série d'opérations dirigées par des maisons japonaises, Nomura, Nikko et Yamichi, était placé sous la direction d'un établissement américain, J. P. Morgan. Il faut remonter à la première moitié du mois de janvier pour retrouver un chef de file européen, Faribaz, la banque qui a le plus contribué au développement du marché de l'écu et dont les mérites sont reconnus de tous.

Le compartiment de l'écu, très ouvert, a toujours été très compétitif. Mais la concurrence n'aura jamais été aussi féroce qu'actuellement pour l'obtention de mandats. Cela est d'autant plus visible que les positions semblent désormais figées dans les autres compartiments. Quelques banques américaines dominent le marché du dollar, les Japonais celui du yen, de même que les Allemands celui du mark, les Français, les Suisses et les Luxembourgeois ceux de leurs francs respectifs, ou les Britanniques celui de la livre.

Pour les débiteurs, la situation est évidemment très favorable. Voyant combien les affaires en écus sont apaisées, ils sont assurés de bénéficier des conditions les meilleures. Aussi longtemps que le marché restera bien disposé, ils n'ont rien à craindre. Ils n'auraient à redouter les effets d'une rivalité trop prononcée entre banques que si l'environnement se détériorait.

La garantie de l'Etat ne sera plus accordée qu'à quelques rares emprunts destinés à procurer à la France des ressources en devises. On sait que, rompant avec de longues pratiques, le Trésor a décidé de ne plus assister les établissements publics qui chercheraient à recueillir des fonds pour eux-mêmes sur les marchés internationaux. Depuis que la confirmation de ce changement a été rendue publique (le Monde des 20-21 janvier), on attend dans les milieux financiers, avec la plus grande impatience, la prochaine émission qui bénéficiera de cette précieuse garantie. Le débiteur devrait en être la Caisse centrale de coopération économique, un des deux organismes, avec la Banque française du commerce extérieur, chargés d'emprunter pour le compte de l'Etat. Contrairement à d'autres pays, la République française ne se présente pas directement sur le marché international des capitaux.

Tout concourt à mettre en évidence cette opération, dont le produit devrait servir la contribution française au Fonds monétaire international. Il faudrait pour cela qu'il soit exprimé en droits de tirage spéciaux, les DTS, dont la valeur correspond à celle d'un panier de monnaies où le dollar entre à raison de 40 %, le mark pour 21 %, le yen pour 17 %, le franc français et la livre sterling pour 11 % chacun. La composition de ce panier vient d'être révisée en fonction du poids des monnaies dans les échanges commerciaux internationaux. Nul ne songe en fait à une série d'emprunts dans chacune des différentes monnaies. La solution envisagée est celle d'une seule opération libellée dans une des devises en question, la banque chef de file se chargeant de procurer les fonds sous la forme requise.

Le tout promet d'être très compliqué. Pour s'assurer du meilleur résultat, il faudra vraisemblablement partir de la livre sterling ou du dollar. Ces deux devises sont celles qui offrent actuellement les possibilités d'arbitrage les plus attractives. Il est question d'un montant de l'ordre de 200 à 250 millions de dollars pour une durée de dix à douze ans.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

L'artillerie des banques centrales

Les banquiers centraux n'ont pas hésité à sortir cette semaine la grosse artillerie. Sachant que le marché des changes serait forcément perturbé par les évolutions divergentes de taux d'intérêt aux États-Unis et en Allemagne intervenues la semaine précédente, ils ont, dès lundi 4 février, procédé à d'importants et coordonnés achats de dollars. Le cours de la monnaie américaine persistant à s'enflammer, les instituts d'émission ont dû renouer leurs opérations mardi, mercredi, puis enfin vendredi.

Enfin, en fin de semaine, le dollar paraissait légèrement plus solide que deux ou trois jours plus tôt; il était 4,9710 francs et 1,4590 deutschemark dans les cotes officielles du 8 février, contre 5,0305 francs et 1,4801 deutschemark une semaine plus tôt. Il en faudrait cependant plus pour convaincre les spéculateurs que la chute du dollar est enrayée. Dans les milieux proches de M. Bérégovoy, on avait redouté une poursuite de la glissade du billet vert. Quant aux dirigeants américains, s'ils affirment que la baisse du dollar n'est pas un de leurs objectifs, il est clair qu'elle ne les

gène pas trop pour l'instant. Il est probable qu'en l'absence de très mauvaises nouvelles sur la situation dans le Golfe ou en Union soviétique, le déclin du billet vert se poursuivra. Pour prouver que l'engagement pris le mois dernier à New-York sur la coopération en matière de changes est solide, les membres du groupe des Sept devront donc intervenir de nouveau sur les marchés même si, de la part de plusieurs États, c'est un peu sans conviction.

Problèmes pour le SME

Les dernières séances ont en tout cas été caractérisées par plusieurs chiffres marquants : nouveau record historique en baisse du dollar contre le mark, à 1,4544 deutschemark au fixing de Francfort le 7 février (et plus bas encore dans les transactions entre banques).

Quant à la livre sterling, elle a dépassé mercredi le cours de 2 dollars, pour la première fois depuis dix ans. Après le relèvement de ses taux directeurs par la Bundesbank la semaine dernière, la Banque de France n'a pas jugé bon de suivre

le mouvement, du moins pour l'instant. Contrairement à l'économie allemande, l'économie française n'est nullement en surchauffe et aurait même besoin d'une solide baisse des taux. Mais la nécessité de défendre le franc au sein du système monétaire européen interdit à la Banque centrale française d'assouplir sa politique.

Pour l'instant, le cours du mark à Paris s'est maintenu un peu au-dessus de 3,40 francs, à 3,4054 francs vendredi, mais manifeste une tendance à la hausse. S'il venait à déborder 3,41 francs et à frôler 3,42 francs, ceux pris de son cours plafond de 3,43 francs, la Banque de France n'hésiterait pas à relever ses taux directeurs. Déjà, la rumeur en cours par avant son adjudication du début de la semaine, mais il n'y avait pas d'urgence. On verra bien par la suite mais, s'il se produisait, un tel relèvement illustrerait le divorce qui s'établit de plus en plus entre les économies de l'Allemagne et celles de ses partenaires européens.

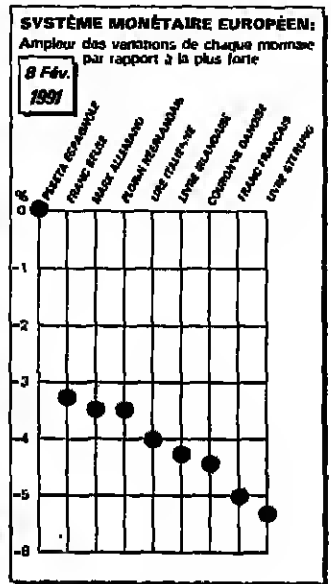
F. L. et F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 FÉVRIER AU 8 FÉVRIER 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACES	Libra	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,9670	-	20,1511	80,3212	48,6104	3,3333	64,9384	0,09119
Paris	1,9750	-	20,0000	79,81	48,5963	3,3657	64,4229	0,09088
Bruxelles	1,9884	4,9635	-	38,58	34,40	16,541	32,6	4,3557
Zurich	1,9758	5,0608	-	39,04	34,25	16,5289	32,31	4,3530
Stuttgart	2,4738	12,490	25,0000	-	85,4282	4,1590	75,8483	1,1354
Frankfurt	2,4746	12,530	25,06	-	85,2670	4,1421	75,7099	1,1340
Bratislava	2,8860	1,4575	28,3702	117,008	-	4,5833	88,8777	1,3391
Madrid	2,9022	1,4695	28,39	117,27	-	4,5876	88,7915	1,3316
Brussels	59,61	30,80	6,0453	24,0963	20,5831	-	18,2815	2,7309
Amsterdam	89,7437	30,25	6,05	24,1420	20,5852	-	18,2779	2,7400
Geneve	3,2681	1,6280	33,1000	13,708	11,267	5,7118	-	1,2990
Milan	2178,74	109,58	221,95	88,72	752,31	36,35	608,19	-
Tokyo	218,24	110,4	228,98	88,108	752,275	36,458	607,86	-
	254,23	127,95	25,7833	102,77	87,7873	4,2638	77,9707	0,1168
	259,71	131,50	26,3000	104,54	89,4862	4,3471	79,4541	0,1191

A Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 8 février : 3,8784 F, contre 3,8022 F le vendredi 1^{er} février.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un dilemme pour les investisseurs français

Etre ou ne pas être investi à long terme : tel est le dilemme shakespearien dans lequel se débattent actuellement les gestionnaires de portefeuilles pour les investisseurs de tout poil. Si, de nos jours, les compagnies d'assurances, caisses de retraite et plans d'épargne du même nom. Les taux d'intérêt à long terme, en effet, source des obligations, semblent être engagés dans un processus de baisse qui, vraisemblablement, devrait se poursuivre par étapes jusqu'à la fin de l'année. Depuis la fin décembre, le rendement de l'emprunt-phare français, l'obligation assimilable du Trésor OAT dix ans, est revenu de 10 % à près de 9,30 %, se retrouvant ainsi un peu au-dessous de son niveau de la fin juillet 1990 (9,50 %), juste avant le déclenchement de la crise du Golfe.

Ce phénomène anticipe une détente générale des taux d'intérêt dans le monde, provoquée par le ralentissement des économies, avec comme seule exception l'Allemagne, où la Banque centrale mène une politique restrictive pour lutter contre les revendications salariales et obtenir une diminution du déficit budgétaire. Au Japon, les autorités monétaires devraient, dans un délai relativement rapproché, assouplir leur attitude.

Aux États-Unis, on l'a vu, cette détente, déjà largement engagée, s'accroît tandis qu'en Europe elle s'amorce à peine. C'est pourquoi les investisseurs américains se sont précipités ces temps derniers sur les emprunts d'Etat allemands et surtout français, qui proposent des rendements bien supérieurs à ceux qu'offre New-York : 8,50 % et 9,50 % contre 8 % actuellement sur l'emprunt à trente ans du Trésor des États-Unis. On peut dire qu'à Paris ce sont les étrangers, par leurs achats massifs d'OAT, qui ont permis la baisse récente des taux. Les plus en lice étaient les grandes maisons new-yorkaises Salomon Brothers, Shearson Lehman, Goldman Sachs. En revanche, les investisseurs français

qui, nullement, faisaient la loi sur le marché de Paris, sont restés pratiquement sur la touche, se contentant aux placements à court terme et refusant jusqu'à maintenant de s'engager sur le long terme. Ils estiment que toute initiative dans ce sens serait prématurée et risquée.

Faux départs

A leur décharge, ils peuvent invoquer des raisons très élevées offertes par les placements à court terme et les déceptions cuisantes que leur ont infligées les tentatives de s'investir à long terme depuis deux ans. Tant de faux départs, c'est-à-dire de baisses de rendement suivies par de fortes remises, leur ont coûté cher puisqu'elles dépréciaient les cours des titres achetés et entraînaient des pertes douloureuses sur le MATIF.

Anjournd'hui, c'est la croisée des chemins de l'obligation de prendre position. On peut effectivement attendre que le mouvement de baisse des taux se confirme, et surtout on peut se préoccuper de savoir quelle sera la politique de la Bundesbank dans les prochains mois. Il est à craindre qu'après le relèvement de son taux lombard, la Banque centrale allemande ne laisse, comme en novembre dernier, le taux de ses pensions rejoindre le nouveau plafond du lombard porté de 8,50 % à 9 %, ce qui doublerait les enthousiasmes.

En sens inverse, on peut estimer que le sommet de la courbe des taux a été atteint en RFA, où l'expansion économique serait susceptible de se ralentir dès l'été prochain, ce que semblent anticiper les milieux financiers de Francfort, où le rendement des emprunts d'Etat à dix ans (*bunds*) est retombé en début de semaine de 8,60 % à 8,45 %. En ce cas, le marché de Paris serait autorisé à poursuivre sa détente, l'écart des rendements à dix ans entre l'Allemagne et la France, déjà revenu en un an de 2 points à 0,8 point, étant sus-

ceptible de se contracter encore et même de tomber à zéro.

L'évolution des cours sur le MATIF a redonné les espoirs nourris par les opérateurs et aussi leurs incertitudes. De 103 à la fin de la semaine dernière, il est passé à 104,20 en pointe, ce qui correspondait à un rendement de 9,25 % pour l'OAT à dix ans, avant de revenir aux environs de 103,80, sous l'effet des prises de bénéfices. Pour les analystes de la Société générale, ce cours de 103,80 constitue un seuil de résistance dont le franchissement à la hausse donnerait un objectif de 111,84 (environ 8 % pour l'OAT dix ans); mais, prudents, ils envisagent une pause à court terme non une correction à la baisse, qui pourrait être mise à profit par les investisseurs pour se porter acheteurs. Le seuil à pourchasser est franchi vendredi 8 février, l'échéance mars s'élevant à 104,46.

Sur le marché obligataire, l'optimisme est certes de rigueur mais la nervosité est grande et le climat reste spéculatif. La demande finale ne s'est pas montrée réellement très importante car beaucoup d'opérateurs, comme on l'a vu, ne croient pas au mouvement actuel de baisse des taux. On a pu voir toutefois, en début de semaine, de grands investisseurs se ruier pour trouver du papier long. L'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor, au milieu de la fourchette prévue de 6 à 8 millions de francs, a néanmoins été un succès, avec une demande étrangère toujours forte.

Naturellement, les rendements offerts se sont inscrits en baisse sur le mois dernier : le taux de l'OAT 10 ans 9,50 % s'est établi à 9,22 %, contre 9,93 % en janvier, tandis que celui de l'OAT 8,50 % 2012 a été contenu à 9,25 %. Les emprunteurs ont profité de la tendance pour solliciter le marché. Ainsi, le CEPME a levé avec succès 1 milliard de francs, avec la garantie de l'Etat, à 9,59 %, et la Compagnie bancaire 500 millions de francs à 9,77 %.

FRANÇOIS RENARD

MATIÈRES PREMIÈRES

Coup de froid sur les non-ferreux

Le nickel excepté, les métaux non-ferreux subissent depuis le début de la guerre du Golfe une baisse générale des prix qui traduit les craintes liées aux conséquences d'un conflit de longue durée et aux risques d'une récession aux États-Unis. Si le nickel réussit à limiter les dégâts, il le doit essentiellement aux incertitudes pesant sur la capacité de l'Union soviétique à exporter; 70 % de la production vendue proviennent du complexe minier de Norilsk, en Sibirie-Orientale. Or, dans le cadre d'une nouvelle répartition des compétences, les autorités sibériennes ont reçu la possibilité de vendre directement leur métal à l'Ouest, et de se substituer ainsi à l'agence Razomoni, qui assurait jusqu'ici ces transactions à raison de 3 000 à 4 000 tonnes par mois.

D'après le courtier britannique Billiton-Enthoven, ces échanges pourraient provoquer des retards de livraison, Norilsk se refusant à établir des contrats à long terme et projetant peut-être de réduire ses exportations en 1991. Autre élément favorable aux prix du nickel, la demande d'aciers inoxydables reste soutenue. Ces

aciers, qui représentent 62 % des départs du *metal du diable*, ont fait l'objet en 1990 d'une consommation record, les baisses de commandes aux États-Unis et dans certains pays européens étant compensées par un fort courant d'achat au Japon et en Allemagne. D'après Billiton-Enthoven, les stocks d'acier inox dans les pays consommateurs sont aujourd'hui au plus bas. La firme américaine Shearson-Lehman estime cependant que les cours du nickel devraient fléchir en 1991 et que le déficit de 16 000 tonnes de l'offre sur la demande observé l'an passé se transformerait en un excédent de 20 000 tonnes.

Jusqu'à 10 % de repli

La plupart des autres non-ferreux, qu'il s'agisse du cuivre, du plomb, de l'étain ou de l'aluminium, ont enregistré depuis le début de l'année des replis allant jusqu'à 10 %. Les cours du métal rouge ont ainsi touché cette semaine leur niveau le plus bas depuis trente-deux mois. Les professionnels notent que, outre les inquiétudes nées de la guerre du Golfe, la situation statistique de ce marché n'est plus aussi favorable que lors des années 1988-1990. Si la consommation est bonne en Europe continentale (l'Allemagne apparaissant comme la locomotive), elle diminue sensiblement en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

Quelques incidents de production ne sont toutefois pas à exclure dans certains pays en développement. Le changement de régime au Chili a eu pour effet de voir le droit de grève recroquer aux mineurs de Chuquibambilla. Durant le régime Pinochet, les mineurs de la société d'Etat Codelco n'avaient jamais disposé d'un tel droit. Il est à prévoir que, pour le principe, ils y auront recours lors des prochaines négociations salariales du printemps. Une grève a ainsi été annoncée *in extremis* à la raffinerie d'Enami, qui produit chaque année 216 000 tonnes de métal. En Zambie et plus récemment au Zaïre, l'extraction de cuivre va en dimi-

nuant. Depuis un an et demi environ, les installations zairoises souffrent d'un sous-investissement chronique et de problèmes de main-d'œuvre. Selon certains observateurs sur place, la propagation du sida dans ce pays dissuade les techniciens étrangers d'y travailler.

Sans qu'un nœud de lien immédiat avec la chute la plus sévère des non-ferreux, les cours s'établissent à leurs plus bas niveaux depuis la reprise des cotations à Londres en juin 1989. En valeur absolue, les courtiers estiment que l'étain était revenu aux vils prix d'il y a trente ans. Cette contre-performance a en pour premier effet de provoquer la fermeture de l'usine Capper Pass, dans le nord de l'Angleterre, la dernière usine britannique produisant encore de l'étain. Propriété du groupe RTZ (Rio Tinto Zinc), cette usine, qui employait 489 personnes, a subi à la fois l'effondrement des cours du métal et la fermeté de la livre face au dollar. D'une manière générale, le marché est victime des exportations «sauvages» du Brésil (par un circuit de contrebande bolivien) et de la Chine, ces pays ne respectant pas la discipline de l'association internationale des producteurs à laquelle ils n'adhèrent pas.

Enfin, les prix du zinc et du plomb se sont eux aussi orientés à la baisse, la conjoncture s'annonçant difficile dans le bâtiment et l'automobile. Seule l'annonce d'un accident de chantier dans une usine australienne a permis au marché du plomb de se raffermir en fin de semaine, tandis que le cuivre consolidait quelque peu sa position.

ÉRIC FORTINO

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Selon un journal libanais

Le général Aoun se rendrait prochainement en France

Le général Michel Aoun, réfugié depuis le 13 octobre à l'ambassade de France à Beyrouth, sera autorisé prochainement à se rendre en France, où il bénéficiera de l'asile politique, a affirmé, samedi 9 février, le quotidien à grand tirage *Al-Nahar*. « Il ne faut pas exclure que cette affaire soit résolue avant la visite en France du ministre des affaires étrangères, François Bayrou, ou bien le général Aoun quitte l'ambassade pour la France pendant le séjour de ce dernier à Paris », prévient pour le 14 février, ajoute *Al-Nahar*.

« L'affaire du général Aoun a été abordée lors des entretiens de M. Bayrou avec les responsables syriens », ajoute *Al-Nahar*. M. Bayrou s'est rendu le 3 février à Damas où il a rencontré le président Hafez Al-Assad, le vice-président Abdel Halim Khaddam et son homologue Farouk Al-Charrad. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a annoncé vendredi que M. Bayrou sera reçu à Paris par M. Roland Dumas. Il a précisé que « le cas du général Aoun ne manquera pas d'être évoqué ». Mais aucune confirmation du départ du général Aoun n'avait encore pu être obtenue, samedi matin, de sources officielles libanaises ou françaises.

La vague d'intempéries

Le froid aurait causé la mort de treize personnes en France

La vague de froid qui continue de sévir sur l'Europe a fait, en fin de semaine, plusieurs victimes d'accidents de la route ou d'incidents causés par des appareils de chauffage défectueux. Vendredi 8 février, quatre personnes sont mortes en Grande-Bretagne, où des chutes de neige d'une ampleur exceptionnelle ont paralysé une grande partie du pays. En Italie, les routes verglacées ont entraîné la mort de plusieurs automobilistes. Tandis que les Suisses dénombreraient, pour la seule ville de Lausanne, cinquante-quatre accidents de la circulation.

En France, où le froid aurait déjà causé la mort de treize personnes, les chutes de neige ont provoqué, vendredi 8 février, d'importantes difficultés de circulation. Dans la région du Sud-Ouest, la plus touchée par les intempéries, la neige a entraîné la fermeture de l'autoroute A10 entre le sud de Poitiers et le nord de la Gironde. Dans le Finistère et dans les Côtes-d'Armor, les cars de ramassage scolaire ont dû rebrousser chemin. Vendredi soir, le pont de Tancarville était fermé à la circulation en

raison des chutes de neige, qui ont également coupé en deux endroits la RN 15, principal accès à la ville du Havre.

Durant le week-end, la neige devait progressivement être remplacée par la pluie dans les régions situées au sud d'une ligne Nantes-Orléans, avec des risques de verglas importants. Samedi matin, la Météorologie nationale ne prévoyait en revanche, au nord de la Loire, aucun adoucissement notable avant plusieurs jours.

Enfin, à Paris, des dispositions ont été prises pour les sans-abri : la RATP a annoncé que la station de métro Saint-Martin (10^e arrondissement) resterait ouverte toute la nuit pour accueillir les sans-abri, à défaut du vendredi 8 février et « jusqu'au retour de conditions météo moins sévères ». La Régie rappelle également que « chaque nuit, de 23 h à 4 h du matin, des agents de la RATP, avec le concours de gardiens de la paix, aident les plus démunis, en les conduisant, dans des cars spécialement affectés à Nanterre, où ils trouvent gîte et couvert ».

Une grande partie de la Bretagne paralysée par la neige

BREST

de notre correspondant

Une grande partie de la Bretagne, notamment le nord du Finistère et le nord-ouest des Côtes-d'Armor, est paralysée par la neige depuis jeudi 7 février au soir. On enregistre des températures de -13°C à Brest, dans les montagnes d'Arzée, et -4°C à l'île d'Ouessant, habituellement mieux préservées des frimas.

La neige s'est abattue en abondance, jeudi soir 7 février et dans la nuit de jeudi à vendredi, principalement sur le nord du Finistère. Ces chutes ont rendu la circulation extrêmement difficile sur les réseaux secondaires et sur deux grands axes vitaux, la voie express Brest-Paris et la voie express Brest-Quimper-Lorient, où une centaine de poids lourds se sont mis en travers de la route à une vingtaine de kilomètres de Brest, interdisant tout passage. L'équipement s'est réquisitionné des engins de terrassement pour dégager les chaussées. Ce n'est qu'au début de l'après-midi du vendredi 8 que la circulation a été rétablie.

L'aéroport de Brest-Guipavas a été également bloqué. Jeudi soir, trois avions en provenance de

Paris ont été déviés vers Quimper. Les vols n'ont pu reprendre que vendredi après-midi. La Bretagne se préparait à la seconde offensive de la neige prévue pour samedi. Et Météo-France annonçait de nouvelles chutes pour mercredi et jeudi.

Le froid n'a pas provoqué de graves accidents. Mais un automobiliste s'est échappé de sa voiture, vendredi matin. Sa voiture a dérapé sur une voie d'autoroute et son conducteur a juste eu le temps de s'extirper de son véhicule, qui a été écrasé par la motrice.

Une image insolite dans le tableau, celle d'un traineau tiré par six chiens à Brest. Une jeune femme du sud du Finistère, Sophie Le Scao, était venue faire la présentation de l'attelage avec lequel elle représentera la France aux championnats d'Europe de cette discipline en Autriche. Heureux, les chiens, habituellement à l'entraînement, ils tiraient sur les plaques et dans les sous-bois bretons une carcasse de voiture.

GABRIEL SIMON

Record de consommation de gaz les 6 et 7 février

Comme pour l'électricité, la consommation de gaz a battu un record mercredi 6 et jeudi 7 février, atteignant 110 000 mégawatts (MW) par heure de pointe, à l'indicateur de gaz de France (GDF) dans un communiqué.

Chez GDF, on compare la consommation de gaz et les points de consommation d'électricité atteints ces deux derniers jours : 110 000 MW par heure de pointe pour le gaz, 67 800 MW en heures de pointe jeudi soir pour l'électricité. Or GDF compte 9,1 millions d'abonnés contre 26 millions pour EDF.

« Nous alimentons 36 % du parc industriel », a expliqué GDF, « contre 9 % pour EDF. Ce nous sommes la première énergie pour les résidences principales ». Au total, la consommation journalière de gaz naturel s'est élevée à 2,4 millions de MW/h, dont 92 % fournis par le réseau de Gaz de France, avec une température moyenne à Paris de 7,7 degrés et 5,7 degrés sur l'ensemble de la France.

■ Fermeture d'une usine de dessalement saoudienne. — La marée noire, qui poursuit sa route vers le sud du Golfe, a obligé l'Arabie saoudienne, vendredi 8 février, à fermer une première usine de dessalement de l'eau de mer située à Safa-Niya. Cette usine qui fournit de l'eau aux employés de la Saudia Aramco ne devrait rester fermée « que quelques jours », par mesure de précaution. Les autorités continuent de craindre que cette marée noire provoque la fermeture de nombreuses usines de dessalement et de raffineries. La plus grande usine de dessalement du monde, située à Jubail (Arabie saoudite), est située à environ 65 kilomètres au sud de la pointe de la nappe. — (AP)

Le PDG et le directeur du casino de Charbonnières-les-Bains (Rhône) inculpés et écroués

Les « bandits manchots » du « Lyon vert »

Albert Rinaudo, soixante-cinq ans, PDG de la Société des activités thermales, hôtelières, et de loisirs (SATHL), propriétaire du casino « Le Lyon vert », à Charbonnières-les-Bains (Rhône), et Georges Porta, directeur de l'établissement, ont été inculpés, vendredi 8 février, d'abus de biens sociaux et d'infraction à la législation sur les jeux par M. Jacques Baillet, juge d'instruction à Lyon, qui les a placés sous mandats de dépôt. Actuels responsables des machines à sous dans ce casino, André Monnier et Serge Ebsstein ainsi que Robert Reynard, leur prédécesseur, ont également été inculpés d'infraction à la législation sur les jeux mais laissés en liberté sous contrôle judiciaire.

LYON

de notre bureau régional

Une rafle. Le mot est à peine exagéré pour qualifier l'opération menée au casino de Charbonnières-les-Bains, dans la banlieue ouest de Lyon, par les enquêteurs parisiens de la sous-direction des courses et des jeux de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG). Même si, sur la dizaine de personnes, responsables et salariés, interrogés mardi 5 février, plus de la moitié étaient laissées libres à l'issue de leur garde à vue. A l'origine de cette descente policière, se trouve une information judiciaire, ouverte voilà près d'un an, qui visait des manœuvres financières avant de s'orienter vers des fraudes dans l'exploitation des machines à sous, surnommées les « bandits manchots ».

Homme d'affaires ayant fait fortune en exportant de la viande de la CEE vers les pays de l'Est, Albert Rinaudo, l'actuel propriétaire du casino, l'avait racheté en 1985 à la Société des eaux minérales de Charbonnières-les-Bains. Il paraissait avoir réussi à sortir de l'impasse cet établissement à bout de souffle, aussi kitch que poussiéreux, et dont de multiples fois divers avaient été dégrader l'image. En le rachetant à « Le Lyon vert »,

en 1988, M. Rinaudo lui avait offert simultanément une cure de jouvence en ouvrant une salle de machines à sous, grâce à l'autorisation accordée, le 10 mai 1988, par M. Charles Pasqua, alors ministre de l'Intérieur. Juste à l'avant-veille du deuxième tour de l'élection présidentielle, le ministre avait donné le feu vert à l'importation de machines de fabrication américaine, australienne et japonaise, destinées à seize établissements de jeux.

Double assassinat sur le parking

Ce libéralisme ministériel fut une véritable aubaine pour Charbonnières, qui se trouvait être le mieux doté des casinos français avec un parc autorisé de trois cents « bandits manchots ». Draining une nouvelle clientèle, ramassée parfois dans le centre de Lyon par des minibus et prêts à exploiter des sommes considérables, sous forme de jetons de 1 franc à 100 francs, les machines à sous remplirent parfaitement leur office. Amorties en quelques semaines, elles assurèrent une belle croissance au casino, qui son chiffre d'affaires — 148 millions de francs — plaçait l'an dernier en septième position nationale. Cette expansion, qui justifiait l'emploi de plus de cent cinquante salariés à Charbonnières, permettait au groupe Rinaudo, déjà propriétaire ou actionnaire de casinos à Saint-Galmier (Loire) et à Lons (Togo), de lancer un projet de complexe hôtelier à Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) pour lequel l'autorisation d'ouverture d'un casino aurait toutefois été récemment refusée.

Cette embellie n'était pourtant pas sans ombres. Ainsi, ces deux dernières années, le casino défraya-t-il la chronique à propos d'un vol de coffre-fort réalisé par des membres du personnel, d'une escroquerie aux machines à sous — déjà — montée par deux employés et, plus grave, d'un double assassinat commis le 28 juin 1990, sur le parking de l'établissement. L'une des deux victimes de ce règlement de comptes, Norbert Broch, gérant d'un bar à hôtesses et informateur notoire de la police, était une relation d'affaires d'Albert Rinaudo, pour le compte duquel il avait notamment assuré le billet-

terie de réunions de boxe et auquel il empruntait parfois sa Rolls verte.

Outre des abus de biens sociaux, relativement classiques, qui portaient sur environ 1 million de francs, les poursuites engagées contre Albert Rinaudo et son équipe concernent des manipulations opérées sur des machines à sous et ayant permis de distraire des sommes approchant peut-être 20 millions de francs. La loi impose que les machines soient programmées pour redistribuer, au minimum, 85 % des sommes mises, mais des réglages sont possibles afin d'augmenter ce taux de redistribution. En l'occurrence, des spécialistes (Serge Ebsstein est un ancien contrôleur du Syndicat français des machines à sous) ont pu, par exemple, par des interventions illicites sur le logiciel de quelques appareils, diminuer légalement ce taux afin de « gaver » les machines avant de les faire « purger » par des complices.

« Comptées » et « cash-boxes »

« Ces derniers mois, nous avons observé des choses bizarres sur plusieurs machines, confie un employé du casino. Dès le lendemain des « comptées », qui s'effectuent trois fois par semaine, les lundi, mercredi et vendredi, et consistent à vider les boîtes remplies de pièces, certaines de ces « cash-boxes » étaient de nouveau pleines et les machines engorgées, comme si la redistribution ne se faisait plus. D'autres fois, nous avons constaté que des jetons-pièces étaient tombés pendant la fermeture légale de la salle... »

Parallèlement à ces révélations fustojées, plusieurs salariés insistent sur le climat « détestable » qui régnait à l'intérieur de l'établissement et s'élevaient « presque soulagés qu'on ait entrepris de faire le ménage ». En revanche, M. André Soulier, avocat d'Albert Rinaudo, accuse certains employés « d'avoir tout manipulé ». Vendredi soir, les inculpés libérés ont repris leur poste au « Lyon vert ». Pendant l'incarcération du patron, les jeux continuent.

ROBERT BELLERET

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a cinquante ans, « Je suis parvenu à repasser... » 2

ÉTRANGER

La guerre du Golfe... 3 à 7

Libres politiques... 6

Rafle monstre en Afrique du Sud... 7

Plus de 11 000 personnes interpellées dans le cadre d'une opération de « prévention du crime »... 7

Guérilla en Colombie... 7

Aux portes de Bogota... 7

Italie: M. Occhetto élu... 8

Le secrétaire général de l'ancien PCI finalement élu à la tête du nouveau parti... 8

Les tensions en URSS... 8

Le test de Vilnius. La réorganisation du KGB... 8

SOCIÉTÉ

Après le congrès de la FEN... 9

La Fédération rastera sous la menace d'un éclatement... 9

CULTURE

Un camion pour l'enter... 10

« Sarabé, adieu ma terre natale », de Mitsuo Yanagimachi... 10

TECHNOPOLES

Grenoble... 13 à 17

HEURES LOCALES

Le tramway français, freins bloqués... 18 à 20

ÉCONOMIE

Les ennemis de SAAB... 21

Fermeture de l'usine-moblie de Malmö... 21

Revue des valeurs... 22

Changes, Crédits... 23

Services

Abonnements... 2

Cartes... 12

Météorologie... 12

Mots croisés... 12

Radio-Télévision... 12

Spectacles... 11

La télématique du Monde... 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 9 février 1991 a été tiré à 558 531 exemplaires.

PRATIQUEZ

Le sport de la personnalité !

ET GAGNEZ

Impact sur un public

Qualité des contacts

Influence en réunions

Maîtrise en entretiens

Force de conviction

Renforcement de votre personnalité

CONFÉRENCES D'INFORMATION

PARIS 10 Champs Elysées :

les 11, 12, 14 et 15 février

de 18h30 à 19h15 ou

de 18h à 20h45

PARIS Gare de Lyon 75012 :

Jeudi 12 février

09h15 à 10h45

FRANCOIS 2 R. Louis Armand

VERSAILLES : 11 et 15 février

de 18h à 20h45

Palais des Congrès

111 rue de la Chapellerie

ST-GERMAIN : le 12 février

de 18h à 20h45

Pavillon Nord N. 21 Rue Thiers

ENTRAÎNEMENT DALE CARNEGIE®

Leader mondial de la Formation

Présenté en France par la Sté Wayne

2, Rue de Maity - 78150 La Chesnay

Tel 1 39 54 61 06 - Fax 1 39 54 81 25

كلذا من الأصل